# [ddr19700629hm] L’homme et son milieu (29 juin 1970)[[1]](#footnote-1)

[bpun-ddr1-id0687\_011] 1. J’ai proposé le thème il y a deux ans parce que j’en étais venu à penser que l’écologie, art et science des équilibres vivants entre l’homme et son milieu (social et urbain autant que rural) est le plus grand problème *politique* de ce siècle.

Pourquoi ? Parce que le déséquilibre qui éclate aujourd’hui entre l’homme et son milieu fait apparaître la nécessité vitale pour l’humanité actuelle de choisir son avenir, de choisir les *priorités* et les buts de la vie sociale et personnelle. Or choisir, c’est l’acte politique par excellence : gouverner, c’est prévoir (prévoir d’abord, et ensuite adapter les moyens aux fins).

2. Les déséquilibres entre l’homme et le milieu sont connus. Une série de catastrophes ont réveillé l’opinion :

a) les photos du soleil à peine visible en plein midi à Los Angeles ;

b) l’accident du pétrolier Torrey Canyon perdant son chargement en mer, d’où pollution de près de 100 km de côtes de la Manche ;

c) le lac Érié devenu une mer morte, interdit aux baigneurs ; le lac Léman menacé d’asphyxie ;

d) de nombreuses îles hollandaises recouvertes par des millions de poissons morts par suite de la pollution du Rhin ;

e) partout des maisons fissurées ou écroulées près des aérodromes ou par suite du bang ; un avion à réaction pollue l’air en décollant autant que 10 000 voitures ; 11 municipalités voisines d’Orly s’attaquent à des compagnies d’aviation : le bruit atteint 100 décibels dans les écoles, fenêtres fermées, 114 fenêtres ouvertes — à partir de 85 décibels, troubles nerveux sur les enfants.

Il serait faux d’en conclure que l’homme a de la haine pour la nature. Simplement, il ne fait pas attention, obsédé qu’il est par le profit, les gains immédiats. C’est cette attitude qui est préoccupante : foncièrement incivique.

Le civisme : un équilibre dynamique entre le citoyen et la cité.

[bpun-ddr1-id0687\_012] Il serait également faux de penser que la nature est bonne, l’homme mauvais : la série des catastrophes récentes, avalanches dans les Alpes, tremblements de terre au Pérou et en Turquie, inondations en Roumanie, nous rappelle que la nature n’a pas répondu à l’Année de la protection de la nature lancée par le Conseil de l’Europe par une Année de la protection de l’homme !

Il faut « faire la paix avec la nature », dit le rapport Nixon sur l’environnement. Formule peu réaliste : c’est à l’homme de prendre toutes les décisions, et de comprendre que la guerre qu’il fait à la nature est faite en réalité à l’homme lui-même. Si un homme n’a pas de respect pour la nature, il n’en a pas non plus pour autrui, ni pour soi-même.

Protection de la nature ? Protection de l’homme. L’éducation civique commence avec le respect des forêts.

Donc notre Campagne, en tant que *civique*, se doit d’envisager les problèmes du milieu au sens large : habitat rural et urbain, architecture et urbanisme (un peuple qui tolère des maisons horribles trahit son manque de civisme) et aménagement du territoire, ou pour mieux dire des rapports humains sur ce territoire, non plus pour augmenter la productivité, mais pour assurer de meilleurs équilibres sociaux et naturels.

3. Si l’écologie est liée au civisme, est-elle liée à l’*Europe* ? Oui, pour deux raisons majeures :

— l’idée d’équilibre dynamique, l’idée de mesure, est essentiellement européenne, grecque d’abord. Et elle demeure face à la démesure naturelle aux peuples des grandes plaines, USA, URSS, Chine ;

— l’étude de l’écologie fait voir mieux que tout autre l’inanité des frontières naturelles et les solidarités de fait, à l’échelle continentale, entre les communautés humaines, régionales et locales.

Deux exemples :

1. La pollution du Rhin affectant la Hollande de poissons morts est causée par les industries suisses, françaises, allemandes, belges.

2. Hors d’Europe, le barrage d’Assouan : « pendant des années, la consigne était d’énumérer les mérites du grand barrage : électricité, irrigation, assagissement des crues ; la puissance [bpun-ddr1-id0687\_013] industrielle du pays se trouvait doublée ; les cultures, augmentées de près d’un tiers, permettaient de faire face à la poussée démographique » (*L’Express*, 8-14 juin 1970). Aujourd’hui, l’Égypte demande à l’Unesco d’étudier d’urgence les conséquences néfastes du barrage : il retient les 110 millions de tonnes d’alluvions qui auparavant consolidaient les côtes de l’Égypte (désormais « avalées par la mer »), formaient des masses d’eaux boueuses où les sardines foisonnaient et un tapis favorable à la vie des crustacés (aujourd’hui, ruine des pêcheurs israéliens), le taux de salinité de la Méditerranée orientale augmente avec des conséquences désastreuses pour l’ensemble de la faune méditerranéenne. Le lac Nasser formé par le barrage menace de malaria 2 millions de Nubiens. Enfin, les temples d’Abou Simbel, sauvés à grands frais, sont érodés par les vents de sable, rongés par l’humidité et menacés de disparaître définitivement.

4. L’écologie nous amène ainsi, de tous côtés, à des choix politiques, portant sur les buts de la société, les priorités morales et politiques :

— veut-on par exemple développer à tout prix la *production* industrielle, ou veut-on d’abord respecter les *équilibres* écologiques et psychologiques ?

— la priorité doit-elle être donnée au *niveau de vie* quantitatif (productivité, salaires, pouvoir d’achat), ou au *mode de vie* qualitatif (environnement et habitat, loisirs créateurs, etc.) ?

Car dans le concret de l’existence actuelle, nous sommes constamment obligés à des choix difficiles. Deux exemples :

— Au cœur de la Savoie, sous l’air pur des grands sommets, la vallée de la Maurienne est un bouillon de culture. Les cheminées de deux usines d’aluminium lâchent le fluor par tonnes. Les aiguilles de pin brunissent à 20 km à la ronde et les feuilles de vigne ont, en juillet, leur couleur habituelle de novembre. Le bétail souffre de lésions osseuses et dentaires. Mais si la vallée de la Maurienne subit l’aluminium, elle lui doit aussi sa richesse. Fermer les usines condamnerait la vallée à la misère. Elle préfère encore la fumée. (*L’Express*, 27 avril-3 mai 1970.)

[bpun-ddr1-id0687\_014] — Le 20 janvier, pour la quatrième fois en six ans, une vague d’eau empoisonnée a tué truites, vairons et anguilles dans l’Aude, en amont de Quillan. Pendant quatre jours, Carcassonne et les villages des environs ont dû être ravitaillés par des camions-citernes. L’enquête est délicate : l’usine soupçonnée fait vivre toute la haute vallée. (*L’Express*, 27 avril-3 mai 1970).

5. On retrouve ces dilemmes exprimés en des termes analogues dans une étude de la revue de l’Union internationale des villes (UIV), avril 1970, intitulée « L’administration locale et le milieu humain », dont je vous cite trois paragraphes insistant sur les causes des déséquilibres actuels :

— La plupart des problèmes relatifs au milieu qui se posent aux collectivités locales ont leurs racines dans une attitude fondamentale sur le rôle de l’homme et de la société et sur la place de l’homme dans la société, dans l’opposition d’intérêts et de responsabilités qui séparent l’individu et le groupe, etc.

— dépendance excessive à l’égard d’une économie de marché, contrôle inadéquat sur les terres, importance excessive de l’expansion économique.

— la collectivité locale, institution caractérisée par des finances et un pouvoir d’imposition insuffisants, des pouvoirs légaux inadéquats, soumise à un contrôle excessif de la part d’unités administratives supérieures.

De son côté, la Déclaration sur l’aménagement de l’environnement naturel en Europe adoptée par la Conférence d’experts au Conseil de l’Europe le 12 février 1970, insiste sur la nécessité de sauvegarder l’environnement au niveau européen :

Les législations et réglementations adoptées pour sauvegarder l’environnement et sa qualité doivent être harmonisées dans la mesure nécessaire au niveau européen.

et au niveau régional :

La Conférence affirme le rôle prépondérant des autorités régionales et communales dans la conception et la mise en œuvre d’une politique d’aménagement de l’environnement en Europe.

[bpun-ddr1-id0687\_015] Le niveau national n’est pas mentionné. La Conférence propose également

que le Conseil de l’Europe élabore un protocole à la Convention européenne des droits de l’homme garantissant à chacun le droit de jouir d’un environnement sain et non dégradé. Ce protocole devrait consacrer le droit de respirer un air et de boire une eau raisonnablement exempte de pollution, le droit d’être protégé contre les bruits excessifs et les autres nuisances, enfin le droit à un accès raisonnable au littoral, à la campagne et à la montagne.

6. Je n’en déduis pas seulement que notre Campagne a toutes les raisons d’inclure l’écologie dans son programme d’*éducation* *civique* *européenne*, mais que c’est peut-être le meilleur moyen que les enseignants aient à leur disposition pour alerter les jeunes et les sensibiliser aux problèmes civiques européens.

En leur montrant la situation réelle de notre société, les menaces qui pèsent sur le milieu humain (psychologique, social, physique), en leur montrant que ces problèmes exigent des solutions européennes (au-delà des nations) et régionales (en deçà des nations), vous les amènerez à *choisir l’Europe* qu’ils voudront.

Ce sera vraiment là faire l’Europe, faire de l’Europe, tache passionnante, au lieu d’assister simplement à la conclusion d’accords commerciaux entre États souverains.

Ce sera aussi la meilleure occasion de leur faire sentir dans le concret de la vie de la cité la nécessité de choisir en cas de conflit entre niveau et mode de vie, choix qui se ramène peut-être à la parole évangélique : « Que servirait à un homme de gagner le monde s’il perdait son âme ? »

# [ddr19740304fwa] « La vraie défense du territoire national » : Pour l’initiative de Franz Weber sur les autoroutes (4 mars 1974)[[2]](#footnote-2)

[bpun-ddr1-id0741\_007] 1. Je ne suis pas un spécialiste des autoroutes, ni un ingénieur de la circulation, ni un technicien. Alors ?

Alors, j’ai tout de même accepté, sans hésiter, de venir soutenir l’action de Franz Weber. J’y ai même vu un devoir civique.

Car les autoroutes, quoi qu’on vous en dise, ce n’est pas un problème technique, c’est un problème civique, qui nous concerne *tous* : pas seulement nos impôts, mais nos droits civiques, et pas seulement l’environnement mais ce qu’on nous a toujours appris à vénérer, dès l’école primaire, comme « le sol sacré de la patrie ».

Depuis longtemps je suis frappé par une situation tragi-comique où je nous vois plongés en toute inconscience : pendant que notre armée se tient fin prête à garder la Suisse aux frontières et à défendre jusqu’à la mort « le sol sacré » qu’aucun de nos voisins n’a la moindre intention de violer, pendant ce temps, l’intérieur du pays, c’est-à-dire le pays tout entier, est livré aux pelles mécaniques et bulldozers, défoncé, déboisé, saigné de tranchées béantes, bétonné jusqu’à l’os. Ce « visage aimé de la patrie », qui va le défendre contre ses vrais ennemis, contre ceux qui le défigurent et qui le strient de grandes balafres inguérissables ?

Les citoyens ? Ils ont encore le droit de se plaindre, mais on ne les écoute même plus. Les communes ? Les conseils d’État les écoutent parfois avec une attention apitoyée, puis leur expliquent qu’ils ne peuvent rien pour elles. Car tout dépend du Conseil fédéral, dès que l’objet en litige est assez grand, comme autoroutes, centrales nucléaires, achat de Mirages ; et derrière [bpun-ddr1-id0741\_008] le Conseil fédéral il y a les experts fédéraux, les fonctionnaires et les agences spécialisées dont les arrêts sont en fait tout-puissants, sur lesquels nous, citoyens, ne pouvons rien, — puisqu’ils sont nommés et non pas élus, par suite inamovibles quoiqu’ils fassent.

Voilà l’état de notre démocratie. Les grands objets de la vie publique lui échappent des yeux, et dans ce domaine, nous vivons pratiquement sous la dictature des fonctionnaires fédéraux.

2. Mais gardons-nous de protester contre ces fonctionnaires comme si c’étaient de mauvaises gens animés d’intentions perverses. Ce serait méconnaître absolument le sérieux de notre situation. Car leur force est le produit de nos inerties civiques, leur pouvoir naît de nos démissions, et celles-ci de nos trop longues complaisances, et des superstitions que nous avons trop longtemps partagées à l’égard du « progrès industriel » et de sa publicité, des « miracles de la technologie » et du « dogme de la croissance ».

Idoles et faux dieux que tout cela, à quoi nous sommes tous coupables d’avoir cru, par routine et facilité. Depuis des années, on a tout fait pour nous persuader que tout cela était inévitable, nécessaire, vital, que cela répondait aux « nécessités économiques », aux « besoins de la défense nationale », au rythme irréversible du progrès qu’on n’arrête pas, aux « impératifs de la technique », et autres « fatalités » inventées de toutes pièces pour les besoins du profit industriel, et pour nous convaincre que nous, simples citoyens, étions totalement impuissants devant cette évolution fatale. Et nous n’avons pas osé dire, pas osé voir, même, que c’étaient là autant de mensonges !

On nous a dit par exemple : « La consommation d’électricité double tous les dix ans (on me disait même sept ans, à Bruxelles !). [bpun-ddr1-id0741\_009] Le déficit en énergie sera de 20 % dans dix ans, *donc*, il est absolument nécessaire de faire des centrales nucléaires. » Mais il est faux que la consommation d’électricité puisse encore doubler tous les dix ans ; les producteurs essaient de nous faire prendre leurs désirs pour des réalités. Ils parlent de prospective et ne font que du marketing. Il suffirait que nous décidions de nous éclairer aux bougies pour que toutes leurs prévisions et « nécessités techniques » tombent d’un coup. Ou simplement, si nous cessions de gaspiller. Impossible disent nos journaux : le public refuse de s’imposer la moindre discipline contre le gaspillage. Or, le conseiller fédéral Brugger annonçait l’autre jour que depuis l’automne dernier, le peuple suisse a fait 20 % d’économie sur l’énergie. Tiens ! c’est justement ce 20 % qu’on nous affirmait qui devait manquer et qui justifiait la uiuction des centrales nucléaires…

Autre exemple : On nous dit, et on va dire à Franz Weber : « *Des problèmes tels que celui des autoroutes sont trop complexes, trop techniques, pour être soumis au vote populaire*. Si on avait dû voter sur des objets de cette importance et complexité, au cours des vingt dernières années, il n’y aurait pas une seule autoroute en Suisse ! et demain, pas une seule centrale nucléaire. »

Eh oui, c’est probablement vrai, mais est-il vraiment démontré que ce serait un mal ? Beaucoup d’autres choses seraient impossibles si on les soumettait au vote : par exemple les guerres !

En réalité, il faut bien voir que plus les problèmes de la vie publique sont importants — plus leur objet est grand, cher, et dangereux — plus ils échappent aux décisions de l’ensemble des citoyens *qu’ils concernent pourtant vitalement* !

Mais je le répète : quoi qu’on nous dise pour nous impressionner et pour nous empêcher d’intervenir à temps, sur le caractère hautement technique de ces problèmes, il s’agit-là de notre [bpun-ddr1-id0741\_010] *affaire* à tous, en tant que citoyens et en tant qu’hommes.

Il s’agit pour nous aujourd’hui d’opérer un choix décisif entre le dogme de la croissance à tout prix (au nom duquel on voudrait paralyser le peuple) et nos vraies libertés, nos vraies finalités.

Il s’agit d’échapper, pendant qu’il en est temps, au cercle vicieux de la *croissance illimitée*, qui explique toute l’affaire des autoroutes.

Voici cet enchaînement :

Au début du siècle, il y a des machines nouvelles, les automobiles, que Ford essaie de vendre au public, et il reconnaît que « personne ne semble en avoir besoin ». Alors, par la publicité, Ford *crée ce besoin* entre les deux guerres. À mesure que la population augmente, il faut plus d’autos. Quand il y en a trop pour les routes ordinaires, il faut construire des autoroutes. Mais les autoroutes font encore augmenter la production d’automobiles — 13 millions par an, aux USA seulement, en 1972. Il faut donc toujours plus de pétrole, toujours plus cher, qui enrichit toujours plus les États (par le fisc) et les compagnies pétrolières — jusqu’au point où les intérêts en jeu sont devenus si grands, que désormais *c’est à eux que l’homme doit s’adapter* !

On en vient à cette phrase inoubliable du président Pompidou, à propos de la route express qui obligera à anéantir les célèbres berges de la Seine : « Il est temps que Paris s’adapte à l’automobile ! »

Hélas, ce ne sont pas seulement nos villes, mais *nos vies* qui devraient, nous dit-on, s’adapter de la sorte aux prétendus « impératifs de l’industrie automobile ». Au nom desquels on veut nous imposer toujours plus d’autoroutes, qui vont durer des siècles, alors que chacun sait aujourd’hui qu’il n’y a plus de pétrole que pour trente ans, donc que d’ici trente ans il n’y aura plus d’autos [bpun-ddr1-id0741\_011] du type pour lequel on construit nos autoroutes, qui n’en seront pas moins indestructibles, et qui auront détruit sous elles des centaines de milliers d’hectares d’humus qu’il faudra des centaines de milliers d’années pour refaire… (Même jeu pour les centrales nucléaires : on nous dit qu’elles donneront dans vingt ans de quoi combler 20 % de nos besoins, après quoi on passera à d’autres procédés, mais on aura fabriqué pendant ce temps plusieurs tonnes de plutonium, dont la période mortelle est de 24 000 ans !)

Telles sont les vraies dimensions du problème.

Qu’on ne nous dise plus que ce n’est pas notre affaire d’en juger !

Exigeons, pendant qu’il en est temps, les moyens politiques d’intervenir dans un débat qui ne concerne pas seulement notre existence économique, écologique, énergétique, mais notre dignité d’hommes libres et responsables.

Ce qui dépend de cette initiative, ce n’est rien de moins que l’avenir de la démocratie dans notre Suisse, j’entends la participation des citoyens à la vie publique, — et avant tout : une volonté de reprendre en main leur destin, et d’affirmer que *l’avenir est notre affaire*, — non pas celle des ordinateurs, ces ventriloques de la technocratie.

# [ddr19741211cpfw] Conférence de presse de Franz Weber : l’encouragement de Denis de Rougemont (11 décembre 1974)[[3]](#footnote-3)

[bpun-ddr1-id0746\_001] Cher Franz Weber,

Une grippe m’empêche d’être parmi vous, mais non pas avec vous, cela va sans dire, et cela va encore mieux en le disant. À vos côtés à tant de reprises dans vos campagnes pour Lavaux, ou pour les Baux, pour la défense de ce qu’on appelait naguère « le sol sacré de la patrie » mais qu’on livre aujourd’hui, lâchement, au plus inexorable, au plus cruel, au plus bête des envahisseurs : le béton, comment ne serais-je pas avec vous, encore, quand il s’agit de voler au secours non seulement des gazelles mais des lions ?

Car notre genre humain ne se sauvera pas sans eux. Nous avons à redécouvrir ce grand mystère.

On nous dira : l’Afrique, c’est loin, notre problème urgent, c’est l’inflation. Mais il ne s’agit pas de l’Afrique, en vérité : il s’agit de la vie sur la Terre. Si nous ne retrouvons pas le secret perdu du respect de la vie sous toutes ses formes, nous ne trouverons pas non plus de solutions à la crise mondiale qui s’annonce : car elle est née, cette crise, d’une mauvaise attitude de l’homme vis-à-vis de la nature, résultant d’un mauvais régime des relations entre les hommes dans la cité. Tout cela se tient, organiquement, profondément.

J’ai écrit il y a quelques années, et souvent répété depuis, cette phrase dont je voudrais qu’elle devienne proverbiale : *Le civisme commence au respect des forêts*. Aujourd’hui je dirai, dans le même esprit, que la paix entre les hommes dépend aussi du respect de la vie sauvage et de la grande liberté des lions.

# [ddr19781208ocnoei] Obstacles et chances du nouvel ordre économique international (NOEI) : l’Europe de l’Ouest (8 décembre 1978)[[4]](#footnote-4)

[bpun-ddr1-id0792\_009] 1. L’Europe de l’Ouest est l’élément fondamental de la problématique considérée, car :

— elle a découvert le Monde, tandis que personne n’est jamais venu la découvrir ; elle a donc créé la notion même d’humanité, de genre humain, d’où la possibilité de concevoir une civilisation universelle ;

— elle a créé la formule politique de l’État-nation, jalousement souverain, d’où la nécessité mais aussi la possibilité de parler d’un « ordre inter*national* » à instaurer ;

— elle a colonisé, exploité, « civilisé » à sa manière et souvent à leur corps défendant la plupart des peuples des quatre autres continents ;

— elle a créé et diffusé à partir du xvie siècle dans le monde entier la science, la technique, l’industrie, le commerce intercontinental et les idéologies capitalistes et socialistes qui ont permis, accompagné et prolongé toutes ces créations ;

— elle a créé les formules de société que tous les peuples de la Terre imitent aujourd’hui : la démocratie, le fédéralisme, le socialisme, l’État, l’État-nation, l’État totalitaire ;

— elle a, par tout cela, causé la crise mondiale actuelle, d’où les problèmes que le NOEI s’est donné pour tâche de résoudre.

Telles étant les responsabilités de l’Europe (positives et négatives, créatrices et destructrices, libératrices et oppressives), un fait trop peu connu doit être ici mis en lumière :

— *L’Europe est la seule partie du Monde radicalement divisée dans ses jugements quant au NOEI*. (Avec peut-être l’Iran, au moment où j’écris cela.)

[bpun-ddr1-id0792\_010] 2. En effet : les Européens du xxe siècle ont été formés (même sans le savoir) par des traditions de pensée et des mentalités typiques auxquelles obéissent leurs coutumes, leurs sensibilités politiques, leurs options quant à l’avenir et leurs vues sur le Monde, qui toutes peuvent être rapportées à *deux grandes généalogies culturelles* (religieuses, philosophiques, éthiques, politiques, et donc aussi économiques).

I. La tradition gréco-chrétienne (Socrate-Saint Paul) communautaire-libertaire-solidariste qui aboutit à la démocratie fédéraliste par saint Augustin, saint Thomas d’Aquin, Giordano Bruno, Érasme, Calvin, Althusius, William Penn, Locke, J.-J. Rousseau, *The Federalist*, Tocqueville, Proudhon et Bakounine, le socialisme et l’anarchisme, les fédéralistes européens des années 1950, les écologistes et régionalistes des années 1970…

II. La tradition romaine impériale qui aboutit à la dictature totalitaire par les étapes historiques et doctrinales suivantes : premiers États nationaux au xive siècle, Machiavel, guerres religieuses, J. Bodin, monarchies absolues, Descartes, Hobbes, Hegel, Napoléon, Comte, Marx, le colonialisme, l’étatisme centralisateur, Lénine, les fascismes, le stalinisme, le national-socialisme, puis les régimes à dictature militaire dans le monde entier.

3. Le NOEI tel que l’ont défini les nombreux auteurs qui en ont porté le souci depuis une dizaine d’années, se définit comme un modèle occidental dont les caractères communs sont :

— *l’usage rationalisé des biens matériels* produits par la Nature et par l’Industrie.

— *l’égalisation* recherchée dans la *répartition* des ressources naturelles.

— *la division du travail à l’échelle du Globe*.

— *l’organisation des échanges* entre continents et grandes régions.

[bpun-ddr1-id0792\_011] — *la gestion communautaire* des ressources naturelles.

— *le développement de banques mondiales*.

— *l’assistance technique*, *l’abaissement des barrières douanières*, *les transferts de technologie*, *la nationalisation des propriétés étrangères*, *la souveraineté sur les ressources naturelles*, *la lutte contre le gaspillage*, *la restitution des produits de l’exportation* (coloniale), etc.

— enfin, *l’intégration* à « un type de société qui serait l’expression d’une conscience unifiée de l’humanité » (Herrera).

4. De ces caractéristiques communes à tous les projets d’organisation planétaire de l’économie et de ses conséquences sociales, résulte à l’évidence — comme le soulignent la plupart des auteurs consultés — *qu’il s’agit en fait de l’extension mondiale d’un modèle occidental*.

Or tout modèle occidental, quelque assoupli, adapté, différencié qu’il soit, se voit inévitablement marqué par l’utopie si longtemps acceptée sans critiques de la croissance industrielle illimitée, servie par une production illimitée. Croyance évidemment réfutée par le seul fait que la Planète est une sphère finie, mais que l’Occident (Europe xixe siècle, puis USA xxe siècle, plus URSS « Nous ferons mieux que l’Amérique ! ») a répandue de 1880 à 1970, sous le nom de Progrès, et que tous les peuples de la Terre ont adopté, comme les jeunes Européens ont adopté le jazz, le rock, et les blue-jeans — à de rares exceptions près.

Le seul fait, incontestable, que le « nouvel ordre mondial » soit presque toujours qualifié d’économique est parfaitement révélateur de son origine occidentale (européenne d’abord) et de ses buts réels : l’extension à tous les peuples du monde des croyances scientistes et des mesures matérialistes (remplaçant en fait les *valeurs*) de l’Europe bourgeoise du xixe siècle.

[bpun-ddr1-id0792\_012] 5. Or, devant ce modèle scientiste, matérialiste, quantitatif, deux réactions sont possibles :

— celle positive, des élites sociales et du personnel détenant les pouvoirs dans les *États-nations*, nés en Europe (Révolution française, Napoléon) et dont la formule s’est propagée sur toute la Terre au xxe siècle (ils sont environ 160 aujourd’hui) ;

— celle, critique, sceptique, contestataire ou négative, des *nouvelles générations européennes* écologistes, régionalistes, fédéralistes.

6. Les États-nations, en tant que tels, acceptent les présupposés économistes d’un ordre mondial soumis aux impératifs de la rentabilité, de la productivité et de l’innovation à tout prix, fût-ce au prix des équilibres culturels et naturels les plus précieux pour une communauté.

C’est qu’ils s’y reconnaissent, qu’ils y retrouvent les recettes de leur comportement politique.

Mais cette acceptation tacite, non critique, des *finalités* de la société industrielle scentifico-technique en croissance illimitée — ou plutôt ce refus de les mettre en question — n’implique pas que les *moyens* d’une politique d’organisation mondiale de l’économie vont être consentis par les États-nations occidentaux (capitalistes et communistes, identiquement).

Au contraire : chacun de nos États (que ce soit à l’Est ou à l’Ouest) s’empresse de déclarer, devant chaque ensemble de mesures communes proposées, qu’il n’acceptera

1° que ce qui sert ses propres intérêts,

2° que ce qui n’empiète pas, si peu que ce soit, sur ce qu’il considère comme relevant de sa souveraineté nationale absolue.

Car nos États-nations ne regardent jamais les réalités mondiales que sous l’angle de l’influence qu’ils y peuvent exercer, mesurée en termes de prestige et de balance commerciale. La tradition [bpun-ddr1-id0792\_013] de Machiavel et de Hobbes, modernisée par Lénine et Mussolini, ne prépare pas les peuples ni leurs dirigeants à considérer la *solidarité* internationale comme autre chose qu’une utopie ridicule, quand il ne s’agit pas d’une sournoise manœuvre de l’Étranger jaloux contre l’intégrité de notre nation. (Exception : en cas de crise très grave, la « solidarité » régionale peut servir de nom respectable à une stratégie de mafia, bien entendu transnationale.)

L’histoire des trois dernières décennies en Europe de l’Ouest fournit d’abondantes illustrations à la sévérité de ces remarques. (Mafia de l’énergie nucléaire, échec de la coopération agricole, échec des conférences sur le droit de la mer, refus de mesures de protection de l’environnement au nom de la Défense nationale, etc., etc.)

Les mêmes réflexes stato-nationalistes qui bloquent la fédération des peuples européens (en dépit du lip service que lui payent tous les ministres et chefs d’État) multiplieront nécessairement les obstacles à tout établissement d’un « nouvel ordre économique international », en dépit de toutes les résolutions adoptées par les congrès, colloques et conférences internationales sur le NOEI, ses finalités, ses conditions, ses voies et moyens de réalisation.

Les États-nations, comme les peuples, on peut le craindre, ne comprendront jamais qu’un seul langage, celui des désastres consommés, des crises déclarées à grand bruit, des pénuries flagrantes. La *pédagogie des catastrophes* est seule capable de leur enseigner quoi que ce soit qui diffère tant soit peu des *utopies du Progrès matériel*, encore partout régnantes en dépit des démentis que leur infligent tous les jours toutes les réalités du temps présent.

7. Inversement, les forces nouvelles, encore minoritaires mais peut-être décisives pour un assez proche avenir, dont on peut observer l’émergence dans les pays de l’Europe de l’Ouest, rejettent la plupart des présupposés du modèle occidental de NOEI, — mais en revanche, favorisent, cultivent et promeuvent les seules valeurs qui permettraient [bpun-ddr1-id0792\_014] l’éventuelle réalisation d’un ordre planétaire digne du nom ; valeurs de solidarité, de coopération concrète, et de répartition des tâches, selon leurs dimensions, aux différentes communautés de taille correspondante : locales, communales, régionales, nationales, continentales, mondiales.

Aux yeux des écologistes, régionalistes et fédéralistes de l’Ouest européen, le NOEI apparaît comme une conception rationnelle visant à une sorte de péréquation à l’échelle mondiale, à une comparabilité des quantités, pourcentages, prix, heures de travail, pouvoirs d’achat, calories, etc., toutes notions spécifiques de l’Occident moderne (industriel). Autant dire que le NOEI cherche à remédier à la crise mondiale à l’aide de certains des instruments qui l’ont créée et des attitudes mentales qui empêchent (les États-nations) de réaliser ce « nouvel » « ordre » — ces deux derniers mots d’ailleurs faisant problème, car :

1° croire que le nouveau est toujours meilleur, c’est une des superstitions typiques nées en Europe ;

2° l’ordre ne peut être « nouveau », il n’y avait rien à remplacer ;

3° les caractéristiques du NOEI (voir les 33 thèmes) sont celles d’une *mise en ordre* plutôt que d’un ordre véritable qui supposerait un principe interne (moral, spirituel) d’harmonie, qui n’apparaît pas ;

4° l’ordre préconisé est conçu comme cadre et programme, faisant intervenir à tout instant des notions d’égalité ou d’égalisation, de réduction à des quantités comparables, à de l’homogène, à de l’échangeable ou interchangeable, ce qui va en sens contraire de la revendication générale des nouvelles générations : celle du droit à la différence, à l’identité irréductible, personnelle et/ou communautaire.

Les écologistes, les régionalistes, les fédéralistes, rejettent tous les notions de productivité sans freins sociaux ni culturels, de rentabilité qui ignore les coûts humains et naturels, de potentiel militaire qui ne veut compter qu’en mégatonnes d’explosifs [bpun-ddr1-id0792\_015], non pas en volonté d’autonomie des groupes, des communes, des régions.

Ils rejettent les présupposés de tout modèle occidental impliquant la substitution de l’État-nation aux responsabilités civiques, que seules gagent les libertés personnelles.

Ils rejettent les présupposés du gaspillage d’énergie (projection des années folles 1970-1973) et de la consommation d’énergie doublant tous les 10 ans, de la croissance démographique et urbanistique exponentielle, et de l’uniformisation des caractères culturels et personnels. Ils ne veulent pas d’un modèle occidental s’imposant au Monde par la logique inexorable de la croissance industrielle illimitée. Ils veulent au contraire une société mondiale où la *différence* soit non seulement reconnue mais garantie et cultivée. Ils demandent la liberté des personnes et des communautés, l’une gageant l’autre.

Ils savent, au surplus, que l’homme ne peut être libre que là où il est responsable ; et qu’il ne sera jamais responsable dans les villes énormes et les collectivités gigantesques des États-nations actuels. Ils veulent donc de *petites unités* sociales, économiques, civiques. Ils veulent des régions non des nations. Symboliquement : des communautés mesurées par la portée de la voix d’un homme criant sur l’agora (Aristote), de telle manière que l’on puisse lui répondre, dialoguer ; ce que l’on ne peut pas faire avec les radios et les télévisions d’État, qui parlent à sens unique à des gens passifs, incapables de répondre donc d’être responsables au sens étymologique du mot.

8. L’avenir et la possibilité d’un véritable ordre mondial et de ses implications économiques dépendent donc de l’attitude civique, politique et culturelle ou spirituelle de nos contemporains en Occident, et d’abord en Europe.

L’Europe unie, c’est-à-dire l’Europe fédérée sur la base des régions, ne se fera qu’en dépit des partis existants, presque tous héritiers du xixe siècle. Ceux qui ont entrepris de la créer pensent que le modèle occidental qui règne aujourd’hui sur toute la Terre et qui vise à la Puissance, ne peut conduire qu’au désastre. Il doit être remplacé par un modèle qui vise à la Liberté. Seule la réalisation [bpun-ddr1-id0792\_015] de ce second modèle par l’Europe de l’Ouest sera capable de libérer nos contemporains de la fascination qu’exerce sur eux le premier modèle, non seulement dans le tiers-monde mais en Europe même.

Rien ne servirait de proposer (ou pire : de chercher à imposer) le NOEI, s’il n’y a pas d’exemple, dans les pays développés, d’un ordre social solidaire, coopératif et libertaire *réalisé* quelque part sur la Terre, de nos jours, et de préférence là même où le mauvais modèle s’était constitué. Le Dr Albert Schweizer disait : « On a tort.de dire que l’exemple vécu est le meilleur moyen d’influencer les hommes. Car c’est le seul. »

L’avenir d’un ordre solidaire global, qui est la seule alternative au désastre économique et à la guerre nucléaire, se trouve donc lié à l’avenir d’une fédération réussie de l’Europe occidentale.

# [ddr1978meed] Manifeste écologique pour une Europe différente (1978)[[5]](#footnote-5)

[ddr1994eemeed\_01] L’Europe est encore hantée par les fantasmes idéologiques de ces derniers siècles, dont les fantasmes économaniaques (l’obsession de l’économie) sont devenus la réalité, tandis que la réalité vivante est devenue fantastique.

À considérer ce qui se passe et ce à quoi il faut s’attendre, reconnaissons que notre société est loin de devenir plus sûre, plus saine, plus pacifique comme on l’espérait naguère ; il y a au contraire perte de sens, de qualité et de satisfaction. En de nombreux cas, les succès du progrès s’avèrent plus destructeurs que ses échecs.

Toujours plus nombreux sont les Européens à être convaincus que la voie actuelle nous mène vers toujours plus de chômage, plus d’inflation, plus de dilemmes énergétiques, vers l’épuisement des ressources non renouvelables et la destruction de l’environnement, vers plus de radioactivité et de détérioration génétique ; qu’elle nous conduit à la dégradation de l’espace libre, du calme et de la sérénité, à l’extinction d’espèces végétales et animales, à la course aux armements et à de graves tensions Nord-Sud. Tous ces phénomènes sont les symptômes d’une crise de civilisation.

L’opinion est fort répandue que ces maux sont accidentels et que, pour s’en défaire, il suffirait d’une plus ample application de la science, d’une technologie plus efficace, de dispositions légales plus contraignantes. Profonde illusion, comme est aberrante la croyance que soit toujours possible ou même désirable une croissance sous forme d’accroissement de la production industrielle. Après deux siècles d’expansion industrielle, notre société se trouve aujourd’hui à un carrefour. Or si l’on devait s’entêter dans la même voie, la désertification spirituelle deviendrait irréversible et les destructions physiques atteindraient des proportions inimaginables.

Mais ce n’est pas là une fatalité. Il est encore temps de prendre une autre direction. Encore faut-il que la crise soit reconnue dans sa réalité par l’ensemble des décideurs en matière économique et politique, ce qui signifie que devraient apparaître à la fois de nouveaux politiciens et de nouveaux chefs d’entreprise qui demeurent en étroite liaison avec les populations. Pour cela il faut que l’opinion publique prenne plus sérieusement conscience des réalités et que le citoyen prenne confiance en soi.

[ddr1994eemeed\_02] Voici des changements qui devraient être prioritaires :

## 1. Au-delà de la technocratie

À la base des différents phénomènes de notre crise est la manie d’expansion, de domination et d’exploitation. C’est elle qui dresse l’homme contre l’homme, l’homme contre la nature, l’État contre l’individu, l’employeur contre le travailleur. C’est elle qui coupe les gens de leurs racines, de leur famille, de leurs concitoyens. C’est elle qui mène au matérialisme, au pouvoir centralisé, à la bureaucratie, au gigantisme. Tout cela est stimulé par les conceptions de l’esprit industriel qui pénètrent les médias, les politiques gouvernementales et même le fonctionnement des partis politiques.

Le commun dénominateur de tout cela est la *technocratie*, à savoir la soumission de l’homme et de tout le système de vie aux exigences des instruments administratifs et techniques, devenus eux-mêmes système en soi, indépendants des besoins de l’homme. Bref, c’est une usurpation de pouvoir et la domination sur la société par ceux-là mêmes qui devraient en être les servants.

À l’Est comme à l’Ouest, on étouffe sous la pression de ce système technocratique et expansionniste, dont la crise tient à sa propre nature et ne peut donc être dépassée par ceux qui l’ont engendrée. Le pouvoir centralisé et des intérêts privés, coagulés en institutions, font obstacle à l’innovation sociale, spirituelle ou politique, à telle enseigne que les élus, plutôt que d’agir en représentants du peuple, se trouvent contraints de faire plus ou moins cause commune avec la technocratie. Les forces qui contrôlent la société de croissance industrielle éliminent comme avec un filtre tout politicien qui s’y opposerait.

Depuis quelques années, on constate cependant qu’une partie toujours plus grande de la population, quel que soit son âge, sa condition, son niveau de formation cherche à modifier cette situation en même temps que leur propre style de vie. Ils se comptent déjà par millions en Europe, mais ils se heurtent à un pouvoir technocratique omniprésent et sans visage qui cherche à paralyser leurs initiatives, leurs espoirs, leurs engagements. Ils commencent toutefois à s’unir au-delà des frontières des États, des classes et des groupes d’intérêt. Un nouvel esprit commence à se propager.

## 2. Une communauté de communautés

Le mot « démocratie » signifie que le pouvoir politique appartient au peuple. La centralisation du pouvoir en est donc la négation. Sauf exception, le pouvoir ne devrait jamais être délégué à quelque anonyme instance centrale de l’État : il devrait s’exercer dans des collectivités sociales et économiques à la taille de l’homme. Les structures dominatrices des États interdisent en outre toute intégration réelle de leur part dans un ensemble plus vaste. Il suffit pour s’en convaincre de voir l’impasse dans laquelle l’Europe s’enlise, en comparaison des espoirs d’unification qu’on nourrissait voici vingt ans.

L’Europe unie, tout comme chacun des pays qui la formeront, doit devenir une communauté de communautés organiques qui, à tous les niveaux et en tous domaines de l’activité humaine, se substitueront aux actuelles hiérarchies de pouvoirs. Loin de se fier à la puissance des « grands », chaque communauté devra d’autant plus compter sur elle-même que les superpuissances ont démontré qu’elles excellent surtout dans la destruction.

Les États-nations sont manifestement incapables de résoudre bien des problèmes [ddr1994eemeed\_03] fondamentaux, que ce soit au plan global ou au niveau local. C’est pourquoi il nous faut œuvrer à la constitution d’une fédération de régions autonomes dont chacune s’organise en une démocratie de la participation et de la prévision.

## 3. Innover la démocratie de la participation et de la prévision

Dans toute structure vivante et complexe, il faut la participation harmonieuse de tous ses constituants pour que son fonctionnement soit souple et satisfaisant pour l’ensemble. Dans une structure sociétale, la participation des citoyens doit être d’autant plus poussée que l’on récuse une société uniforme (ou en uniformes). Cela implique l’émancipation des populations, non seulement quant à leurs droits, mais aussi quant à leurs responsabilités. Pour sortir du dilemme actuel — immobilisme ou totalitarisme — il est nécessaire de revoir l’actuel système des partis ou du moins d’envisager des approches politiques qui lui seraient complémentaires. Mieux vaudrait encourager les associations de militants non conformistes, plutôt que de les réprimer. Il faut faire accepter aux citoyens qu’ils peuvent influer efficacement eux-mêmes sur le cours des événements, que l’avenir est une chose dont on peut par avance envisager les divers cours possibles. Dans une démocratie maîtresse de son destin, ils doivent pouvoir intervenir dès la conception des projets et pas seulement au moment où on les décide ou quand on passe à l’exécution. Aujourd’hui, ils se voient exclus même de cette dernière phase.

L’autonomie des communautés de base (*self-reliance*)[[6]](#footnote-6) est la réponse logique à l’agression du pouvoir central. Il n’est possible de faire obstacle à la désintégration de notre environnement, aux mégatechniques concentrationnaires, à l’altération urbaine ou rurale, aux programmes autoroutiers, que si le pouvoir de décision revient à des communautés locales fédérées où les citoyens puissent exprimer leurs besoins et déterminer eux-mêmes, dans le calme, leur propre mode de vie. Cela implique le droit pour quiconque d’avoir accès par avance à une information complète sur tout aspect intéressant la vie communautaire. C’est grâce à l’innovation sociale qu’individus ou groupes pourront contrôler la technologie au lieu d’être des collaborateurs, victimes de la machine technocratique.

## 4. L’énergie au service de l’homme

La machine technocratique exige la croissance énergétique même quand elle marche à vide. Mais la question fondamentale en matière d’énergie, outre le problème des ressources et celui du capital, est simplement celle-ci :

Oui ou non, la société a-t-elle été et sera-t-elle plus heureuse et plus stable à force de consommer plus d’énergie ?

Nous avons tout lieu de penser que non. Les perspectives technocratiques font prévoir une liaison toujours plus étroite entre, d’une part, les structures centralisées d’approvisionnement énergétique (de prédominance nucléaire) et, d’autre part, le pouvoir militaire et le contrôle policier. Gérer les crises d’un tel genre de système devient une fin en soi, ce qui [ddr1994eemeed\_04] semble justifier le renforcement de structures de domination, même dans des sociétés qui se disent démocratiques.

Le grand perdant, c’est le citoyen qui voit dépérir sa marge d’autonomie et sa liberté d’autodétermination ; il ne lui reste plus qu’à s’évader ou à opter, par réaction d’exclu ou par angoisse, pour des voies extrémistes. Plus on consommera d’énergie, et plus profondes seront non seulement la destruction de l’environnement, mais aussi les crises sociales, politiques et militaires.

Un changement radical s’impose : remplacer les structures et les objectifs technocratiques par des objectifs et structures écologiques capables de mettre fin à la course à l’énergie, de mieux satisfaire les vrais besoins et de faire un décisif pas en avant vers une véritable démocratie.

## 5. Le droit à une activité signifiante

Pour qu’une société soit saine, le travail doit être porteur de sens pour chacun. Dès l’enfance, l’individu doit être confronté directement aux défis matériels ou sociaux de la totalité de l’ouvrage auquel il participe, et non à une fraction insignifiante de la réalité.

Dans nos sociétés modernes et notamment dans notre économie marchande, de bonnes relations interpersonnelles dans le travail et de saine harmonie avec la nature ont été peu à peu remplacées par des relations d’exploitation aliénante à sens unique. Les décisions relatives au travail, à la manière de l’accomplir, à son objet ou à sa rémunération sont prises en dehors de la très grande majorité des intéressés. Ils se trouvent déterminés par des pouvoirs anonymes, comme travailleur, comme consommateur ou tout bonnement comme habitant de secteurs où leur environnement est affecté par des décisions prises à leur insu.

Pour justifier de telles aliénations, il suffit des contraintes que sécrète le système expansionniste et exploiteur lui-même. Dans une société saine, les sources de travail, les ressources, les revenus seraient répartis selon leur utilité sociale et écologique, et non selon les rapports de forces égoïstes et aveugles, voire selon le chantage que les différents groupes ou organisations peuvent exercer.

Lorsque le travail n’a pas de sens, on devient incapable de loisirs créateurs. Dès lors, la dépendance à l’égard de la consommation, de satisfactions insignifiantes en est accentuée et cela provoque un gaspillage des ressources humaines comme de celles de l’environnement.

Ce n’est pas par des artifices qu’on crée du travail signifiant : c’est en fonction de la demande. La plupart des emplois offerts par les élites dominantes sont fictifs, parasitiques ou tout bêtement destructifs, consacrés à produire des déchets, à combiner pollution et antipollution ou à fabriquer des armements. Tant que chacun ne pourra se consacrer à une activité créatrice, conforme à ses goûts et à ses dons, le droit au travail demeurera un slogan démagogique. Mais il faudrait alors que travail et moyens de subsistance ne dépendent plus étroitement l’un de l’autre comme aujourd’hui. Il faudrait pouvoir « dé-commercialiser » la satisfaction des besoins fondamentaux et confier peut-être à un service public, défini et géré au niveau local, le soin de les assumer. Pour assurer des emplois signifiants, il faut, là encore, des structures de production et de décision hautement décentralisées. Aucune agence étatique, centralisée, aucune grande entreprise commerciale, aucune organisation syndicale fortement hiérarchisée n’est capable d’atteindre pareil objectif.

## [ddr1994eemeed\_05] 6. Une société « dé-spécialisée », une société non plus de « clients », mais de citoyens responsables

La technocratie a développé à l’extrême la spécialisation, qui donna naissance à une puissante caste de professionnels : les « experts ». Aujourd’hui le citoyen ne peut plus guère penser, décider, créer quoi que ce soit par lui-même ; il ne sait plus organiser sa vie ou celle de son foyer, s’occuper de ses enfants ou de ses vieux, ou soigner ses malades : il se voit de plus en plus contraint de faire appel à des « experts ». Ainsi sommes-nous devenus une société d’impotents, sous la coupe de professionnels soumis eux-mêmes à la machine technocratique. Il faut que ces spécialistes redeviennent des « généralistes », et avant tout, réintègrent la base en y réapprenant la communication à échelle humaine. Tandis que le processus étatique et l’industrialisme s’efforcent d’y faire obstacle. Ce devrait devenir une affaire de salut public et d’organisation politique que de démanteler ces fiefs institutionnels et de rendre à ces « clients » la possibilité de devenir des citoyens autonomes.

## 7. L’éducation pour une société écologique et communautaire

Des tentatives de réformes de l’éducation ne riment à rien tant que les enseignants et leurs maîtres politiques n’auront pas reçu la formation qui convient. Car cela demande une formation pour penser et œuvrer de façon écologique, et cela dans des institutions de taille et de structure appropriées où le citoyen parvienne, en convivialité, à prendre en main son destin (*self-reliance*). Dans les institutions actuelles d’éducation, on reste hypnotisé par la religion (disons plutôt la superstition) du *Progrès technique*. Bien que certains changements s’y fassent jour, ils sont précaires, car sous la constante menace de vieilles puissances. Il est toujours de règle de conditionner les esprits à d’étroites spécialisations d’une part, à la consommation de masse de l’autre. Au contraire, une société écologique forme ses citoyens à la coopération, à se déterminer soi-même, à l’esprit de créativité. En d’autres termes ; les objectifs d’éducation ne sont pas de s’adapter aux intérêts marchands, ni de s’ajuster à un développement prétendu inéluctable de la technique, mais de développer l’esprit, de veiller à l’épanouissement des talents dans une culture de coopération et de maintien d’options. Une telle formation continue et transdisciplinaire conférerait aux connaissances et aux talents la souplesse indispensable pour qu’individus ou communautés puissent s’adapter librement aux mutations de la société. La couverture solidaire, dans chaque communauté, des besoins matériels fondamentaux, favoriserait grandement la mise en place d’un système de formation souple et non bureaucratique[[7]](#footnote-7).

## 8. Une société compatible avec la santé

Notre espérance de vie décroît ; pas seulement en ce qui concerne notre confiance dans l’avenir, mais aussi au sens brutal des statistiques. Depuis qu’on domine le problème de la mortalité infantile, la mortalité masculine ne décroît plus et même augmente à nouveau ; la mortalité féminine a tendance à en faire autant depuis que se stabilisent les risques à l’accouchement ou à l’avortement. La détérioration de la santé est essentiellement due au dérèglement des équilibres écologiques : la pollution de l’eau, de l’air, ou des aliments, — l’usage excessif de médicaments et le traitement des symptômes des maladies [ddr1994eemeed\_06] qui neutralisent les réactions naturelles du corps contre le mal, — les conditions factices de vie et de travail, — le stress moral et l’aliénation des relations interpersonnelles, — les toxicomanies et névroses…

Notre société actuelle ne peut se payer la santé.

— En *premier lieu*, l’inflation exorbitante du coût des traitements médicaux et des processus d’assurance devient intolérable. Pas question d’y mettre fin tant que la santé publique se détériorera, tant que l’on découragera toute responsabilité individuelle, tant que l’on exploitera, aussi follement et au même titre que n’importe quelle ressource naturelle, le potentiel économique de la misère physique et psychique.

— En *second lieu*, on ne peut pas séparer les unes des autres les puissances qui détruisent l’homme comme son environnement et celles qui propagent le système industriel, puisque ce sont les mêmes.

— En *troisième lieu*, une société saine menacerait les structures de domination établies, politiques ou économiques, en ne se laissant pas aussi facilement manipuler ou soumettre au chantage en vue des modèles de comportement que la technocratie propage.

Ainsi la santé est une question hautement politique. Le changement indispensable réside, comme pour l’emploi, l’énergie et l’éducation, dans la prise en main de sa vie (*self-reliance*) au sein de collectivités autonomes et fédérées dans la « décommercialisation » des besoins fondamentaux et la participation efficace des citoyens à la préparation, comme à la prise des décisions d’ordre public et à leur mise en œuvre.

Seule une société écologique peut s’offrir une bonne santé ; seule une société saine pourra, tout naturellement, se comporter de manière écologique.

## 9. « In dubio pro vita » : un droit protecteur et promoteur du vivant

L’état d’une société se reflète dans son droit. Dans nos sociétés occidentales dominées par la recherche du profit, de la puissance, de l’efficacité productiviste plus que soucieuses du sort de l’homme, le Droit a radicalement changé de caractère.

— Il a cessé d’être la mise en œuvre de valeurs consciemment acceptées dans une société en vue d’en faire des normes communes ; le Droit est devenu un simple outil à la disposition des pouvoirs.

— Il a cessé d’être un système de communication entre groupes et individus avec compensation au profit du plus faible ; le Droit est devenu une institutionnalisation de la puissance.

— Il a cessé d’être une création continue par la base pour devenir un moyen étatique de direction politique.

Parmi les conséquences de cette mutation apparaissent un droit de propriété abusif, la multiplication de dispositions juridiques qu’accompagne une avalanche encore pire de forfaits, l’irresponsabilité généralisée : bref la perversion de l’esprit même de la justice. Ainsi le principe de Droit romain qui donne le bénéfice du doute à l’accusé (*in dubio pro reo*) fut adopté en son temps pour protéger les individus contre les abus de pouvoir de la justice abstraite de l’État. De nos jours, c’est au nom de ce même principe que les faibles ne sont plus protégés contre les puissantes structures et leur violence mégatechnologique, telles que les complexes nucléaires ou chimiques, les produits pharmaceutiques dangereux. Quand le bénéfice du doute favorise des menaces mortelles et quand les accusés ont [ddr1994eemeed\_07] pouvoir sur ceux qui décident, l’action illégale devient légitime. Ce mal-développement mène au chaos social. Il faut y mettre fin.

Ce doit être un principe fondamental du Droit que le bénéfice du doute soit en faveur du vivant : *in dubio pro vita* doit primer *in dubio pro reo*. Vaines caricatures du Droit et de l’ordre qu’un ordre sociétal qui ne tient pas compte des lois écologiques, des lois juridiques qui négligent les exigences de l’ordre nécessaire à un système viable. Aucune démarche rationnelle en matière légale ne peut se fonder sur l’idée que tout finira bien par s’arranger. Bien au contraire, la raison d’être du Droit est d’anticiper le pire. Le Droit doit faire face aux réalités.

## 10. Vers un nouveau paysage politique

Les partis politiques traditionnels sont encore polarisés sur des réminiscences du xixe siècle : les exploités contre les exploitants, le pouvoir établi contre ceux qui le convoitent… Assurément l’exploitation reste omniprésente, tandis qu’apparaissent chez nous de « nouveaux pauvres » : les victimes de la pollution, du bruit et de la solitude dans les déserts urbains ; ceux qui peinent à des tâches qui ne riment à rien pour eux, à fabriquer des produits qui ne servent à rien, à noircir de la vaine paperasse ; ceux dont les relations humaines sont détruites par la violence du gigantisme et du productivisme marchand ; les victimes des maladies qui participent au coût social de l’expansion industrielle, tel le cancer, qui a décuplé au cours du siècle. Mais les partis politiques ne veulent pas les reconnaître. La scène politique fait penser à un lac gelé : les vents du changement n’y provoquent aucune vague. Les partis politiques sont, en gros, devenus des systèmes clos et hiérarchisés qui sont leur propre fin ; ils monopolisent la scène politique contrairement à l’esprit des constitutions démocratiques et à la dynamique d’une culture hautement diversifiée.

Un système politique rigide est parfaitement incapable de maîtriser efficacement notre crise de civilisation ; il n’est même pas capable de garantir la survie des populations ni celle de la nature vivante qui est la base de tout. Il nous faut des élus capables de briser la glace, de prêter l’oreille au vent du changement, de saisir que pour être viable une politique doit être fondée non plus sur des idéologies socialistes, libérales ou conservatrices, mais sur les seuls principes écologiques.

## 11. Solidarité entre l’Europe et le tiers-monde

À la lumière de l’écologie, l’antagonisme d’intérêts que l’on dit inévitable entre pays industrialisés et tiers-monde prend un tout autre aspect. La paix mondiale est certes gravement menacée ; des famines catastrophiques, des révoltes désespérées sont inéluctables tant que le « Nord » persistera dans son expansionnisme industriel et que le « Sud » s’entêtera à prendre pour modèle ce développement irresponsable. Après avoir été traumatisé par l’exploitation colonialiste, voilà le tiers-monde soumis aux stratégies néo-colonialistes et la majorité de ses élites engagées dans une course folle où il y a tout à perdre pour tous. Pour y mettre fin, l’une des conditions serait que l’Europe embrasse l’idée d’une association étroite et sans esprit de domination entre les peuples comme entre l’humanité et la nature. Ce pourrait être déterminant pour changer les aspirations et les comportements du tiers-monde. Ceux qui, à l’Est comme à l’Ouest, au Nord comme au [ddr1994eemeed\_08] Sud, ont saisi ce qu’est la nouvelle réalité ne peuvent qu’être alliés dans la lutte pour la dignité, la *self-reliance*, les droits de l’homme, ainsi que dans la lutte pour une évolution harmonieuse de toutes les formes de vie sur notre planète. Cela ne signifie nullement que chacun doive attendre que les autres deviennent raisonnables. Bien entendu, tant que l’expansion économique et l’exploitation de la nature seront les fins primordiales de l’humanité, aucun pays, aucune région ne peut poursuivre son propre destin ; l’interdépendance globale ne pourra que s’accentuer. Le système politico-économique international deviendra toujours plus instable. C’est la résultante d’un couplage intentionnellement rigide des systèmes locaux et régionaux. Par contre, une Europe qui se dirigerait résolument vers une démocratie écologique subirait une dépendance de moins en moins grande à l’égard du reste du monde, où elle pourrait au contraire exercer une influence bénéfique. Les échanges de biens matériels diminueraient au profit d’échanges d’informations et de connaissances désormais libérées des intérêts des puissances économiques. Une Europe d’esprit écologique peut oser promouvoir un ordre international plus juste. Elle en a même l’obligation.

## 12. Sécurité et paix

La sécurité est devenue la préoccupation primordiale de notre société sous ses trois aspects : *individuel, social, agression extérieure*. La démarche technique et instrumentale qui, selon le travers des pays du Nord, ne s’intéresse qu’aux symptômes, est loin de résoudre ces problèmes de société (ou tout autre) ; elle les a dûment amplifiés.

C’est ainsi que la *sécurité individuelle* est gravement compromise par la désagrégation de la famille et la perte de cohésion des groupes sociaux, par un opportunisme systématique, par la dégradation au plan de l’éthique : en somme, par les effets d’une société « *économaniaque* » (obsédée par l’économie).

La *sécurité sociale* est aujourd’hui recherchée à travers des institutions anonymes et bureaucratiques. Tout sentiment de responsabilité, tout esprit communautaire s’en trouve neutralisé, ce qui accentue tout à la fois l’effet de dépendance, la charge publique et les menaces sur la viabilité de l’ensemble du système. Comment pourrait tenir un contrat unilatéral de génération qui lie les futurs esclaves du passé aux irresponsables du présent ? Si donc de nouvelles structures écologiques et stables n’interviennent pas à temps, la faillite de la sécurité sociale peut déboucher dans le chaos social.

Quant au troisième aspect, il est absurde de prétendre assurer la sécurité contre *les agressions extérieures* par des moyens de destruction de masse, donc de terreur et de revanche, plutôt que grâce à l’existence de réelles communautés humaines, fortement motivées pour la défense de leur territoire. À l’ère de la menace internationale de l’armement nucléaire, les forces armées sont incapables d’assurer la sécurité d’un pays. À notre époque les complexes militaires et d’armement partagent le même sort que les autres institutions en quête d’une totale sécurité (à part qu’ici jouent aussi l’appât du profit et celui du pouvoir). Ils produisent en fin de compte l’opposé de ce qu’ils recherchent, à savoir l’insécurité, des contraintes, l’asservissement de l’intelligence humaine aux cercles vicieux de la menace réciproque. Dans le meilleur des cas, cela conduit à la désintégration des institutions elles-mêmes en fonction de fins et de moyens erronés ; au pire cela provoque l’anéantissement de l’homme et de la nature.

[ddr1994eemeed\_09] Aucun équilibre de la terreur ne résiste à la longue. La peur engendre la peur et peut à tout moment, sous des apparences rationnelles, susciter une attaque irrationnelle. La course aux armements conduit l’humanité à une situation telle qu’au nom même de la simple survie de l’humanité l’action politique doit s’abstenir de toute violence.

Par l’effet d’un accident historique, il se trouve que la Communauté européenne fut fondée en instance « civile » ; elle offre donc dans cette situation une chance unique : celle de conduire les peuples qui la composent au-delà des étroitesses des États-nations et de la violence institutionnalisée, et de faire la preuve qu’il est possible de résoudre sans la violence les problèmes internes ou externes.

Les conséquences sociopolitiques de la course aux armements sont aussi néfastes que les destructions de l’environnement provoquées par leur fabrication ou leurs essais. Une Europe écologique commencerait donc par démanteler son système d’armements. Pour assurer l’intégrité de son territoire, l’Europe devra devenir une véritable puissance en défense civile, fondée sur des communautés régionales fédérées ; elle doit rendre crédibles les moyens de conservation d’intégrité que suggère la recherche moderne en matière de conflits et de paix, et parer ainsi à l’anxiété si profondément ancrée au cœur de citoyens formés aux concepts des États-nations, celle de se trouver sans défense.

La défense civile part du principe qu’une domination ne peut tenir que dans la mesure où la communauté en cause est prête à collaborer avec ceux qui cherchent à exercer ou à maintenir cette domination. Dans une société à démocratie de base et économiquement décentralisée, il n’est pas forcé que l’occupation du territoire par des étrangers ou par un putsch militaire « national » signifie sa soumission. Pour assurer une défense civile, il faut d’abord que les citoyens s’identifient à leur communauté et qu’en outre, ils s’entraînent aux méthodes non militaires de combat. L’expérience qu’on est en train d’acquérir pour s’opposer à l’agression mégatechnicienne peut autant nous éclairer que les exemples historiques du mouvement ouvrier, des putschs militaires stérilisés par des grèves générales, de la résistance au cours de la Seconde Guerre mondiale, du mouvement de libération de Gandhi, de la résistance de la Tchécoslovaquie en 1968 en dépit de l’indifférence internationale et de l’absence de structures démocratiques.

Seule une société écologique est capable de rendre un sens aux termes paix et défense. Le nœud de la question réside dans une organisation défensive résolue, entre communautés fédérées transnationalement, contre tout agresseur, qu’il soit interne ou externe, militaire ou économique. Mais le changement doit aller plus loin encore. Les buts et les moyens pour la libération de la société, pour le développement de la personne et la défense des libertés doivent être de même nature : *le respect de la vie*.

⁂

Si nous optons pour la vie et non pour la mort, si nous acceptons la réalité vivante plutôt que des fantasmes, il ne suffit pas de nous débarrasser de nos plus évidentes chaînes externes. Il nous faut aussi rejeter nos asservissements internes, anti-écologiques, parmi lesquels notre appétit de jouissance, notre irresponsabilité et notre arrogance à l’égard de tout ce qui n’est pas « nous » : les « autres », les « sous-développés », la nature, les [ddr1994eemeed\_10] générations à venir, bref le « reste du monde ». Nous ne devons pas non plus nous laisser piéger par les pseudo-alternatives que nous offrent les castes dominantes, qu’elles soient au pouvoir ou en opposition apparente, avec leur univers à plat et fragmentaire. La réalité est globale, à multiples dimensions, dotée d’une structure profonde d’interrelations et de signification. L’image que nous avons aujourd’hui de cette réalité reflète surtout notre maladie, mais une fois tombées nos chaînes internes et externes, elle fait apparaître la possibilité d’un prodigieux épanouissement. La nécessaire alternative par-delà la révolution ou le réformisme peut être l’œuvre du peuple lui-même. Le mouvement écologique montre que c’est là plus qu’un espoir. La preuve est faite qu’un réel changement est possible. Il est temps de s’y mettre à fond.

# [ddr19790507ecoropa] Conférence de presse Ecoropa (7 mai 1979)[[8]](#footnote-8)

[bpun-ddr1-id0805\_001] Dans notre nom, il n’y a pas seulement ECOlogie, mais EuROPA. C’est sur l’Europe, et sur le lien Europe-Écologie que je voudrais insister en guise de conclusion.

Vous entendez dire à droite comme à gauche (ou à l’Est) que l’Europe ne serait qu’une invention de technocrates, de financiers, d’industriels, ou d’états-majors de multinationales. C’est vrai, hélas, pour ces technocrates, financiers et états-majors. Mais ce n’est pas cette Europe-là — d’ailleurs condamnée — que nous voulons sauver à Ecoropa.

Notre Europe est une nécessité qui s’inscrit dans l’histoire mondiale de cette fin du xxe siècle ; si l’Europe ne se fait pas, ne s’unit pas, ne se fédère pas, nous allons à la catastrophe non seulement européenne, mais mondiale.

Pour cette raison très simple : que c’est l’Europe qui a créé le monde où nous vivons, en ce sens qu’en créant la première civilisation industrielle elle a convaincu tous les autres peuples de la Terre qu’ils devaient l’imiter à tout prix.

Or ce modèle occidental de civilisation industrielle fondé sur le développement *matériel* indéfini apparaît aujourd’hui complètement utopique. Saint Thomas et les scolastiques pourtant nous avaient prévenus : « *Le fini n’est pas capable d’infini.* » Mais nous avons perdu de vue cette vérité fondamentale. Nous nous sommes imaginé que la Terre, loin d’être une sphère finie et que rien au monde ne pourra rendre plus grande qu’elle-même pouvait être exploitée indéfiniment en progression exponentielle : voilà l’*utopie totale* !

[bpun-ddr1-id0805\_002] Nous le savons tous : d’ici 20, 30, 50 ans, il n’y aura plus de pétrole, plus d’uranium pour le remplacer, plus de cuivre pour les fils électriques, plus de manganèse pour l’acier. Si le tiers-monde se mettait à consommer autant que nous, c’est dans 3 ans ou dans 5 ans seulement que toutes ces ressources seraient épuisées.

Devant un danger aussi pressant, nous ne pouvons nous contenter de « faire confiance » à l’ingéniosité infinie de l’esprit humain. Devant les risques à peu près infinis du nucléaire par exemple… C’est dans ce contexte-là que se pose la question européenne : un contexte de civilisation devenu commun à toute l’humanité. Puisque le modèle industriel, imité par le reste du monde, nous a conduits à l’impasse absolue, *l’Europe se doit — et doit au Monde — d’élaborer un autre modèle de civilisation*, qui ne soit plus axé sur la perspective d’un développement matériel indéfini ; elle se doit de proposer un autre idéal de Progrès, non vers la Puissance, mais vers la Liberté des personnes.

Il faut changer de cap, et il faut que l’Europe donne l’exemple. Il ne suffit pas qu’elle *déclare* qu’elle va faire autre chose. Le tiers-monde ne commencera à la croire que si elle réalise une autre société, un autre modèle vécu.

J’aime ce mot du Dr Schweitzer : « *L’exemple n’est PAS le meilleur moyen d’agir sur autrui : c’est le seul.* »

Mais passer à la réalisation du modèle disons « écologique », c’est d’abord dépasser le dogme des souverainetés nationales absolues.

Dogme condamné par la papauté à plusieurs reprises comme hérésie, mais repris du modèle napoléonien par environ 160 États-nations souverains dans le monde actuel !

*Dogme qu’il faut dépasser* parce qu’il conduit nécessairement à la guerre nucléaire donc à la fin de l’histoire de notre civilisation dans un monde où vingt-cinq à trente États seront armés de la Bombe d’ici quelques années.

[bpun-ddr1-id0805\_003] *Dogme déjà dépassé* parce qu’en fait nos États souverains ne fonctionnent plus. Aucun n’est en mesure de faire face correctement aux tâches que le gouvernement d’une nation est censé assurer. Nos souverainetés nationales, en effet, ne peuvent résister ni à la colonisation économique par les États-Unis, ni à une intervention militaire qui viendrait de l’Est. Elles ne peuvent ni lutter contre l’inflation sans augmenter le chômage qui progresse en proportion du progrès technologique, ni réduire le chômage sans augmenter l’inflation… Ni maintenir la valeur de la monnaie… Ni faire face à leurs besoins allégués en énergie sans menacer l’environnement et s’opposer par la force à l’exercice des droits démocratiques. Ni prévenir ni guérir la pollution des lacs, des fleuves et des mers océanes. Ni venir en aide au tiers-monde dans sa lutte contre la famine et sa passion de copier et de s’approprier les causes mêmes de notre propre crise… Je le répète, les États-nations sont condamnés puisqu’ils ne peuvent plus jouer leur rôle. Je veux bien que les hommes politiques continuent d’aller, répétant que l’État-nation est la seule réalité avec laquelle il nous faut compter. Alors, qu’ils nous démontrent que cet État-nation fonctionne !

En attendant, faisons l’Europe écologique, ce qui revient à faire l’Europe des régions et, en même temps, l’Europe de la fédération continentale.

L’écologie, ou comme je préfère dire : *le souci écologique*, loin d’être une mode, est une nécessité vitale face à l’agression industrielle. Or, l’application de ses remèdes ne peut être que locale, régionale, ou continentale, mondiale. Jamais nationale ! Les réalités écologiques, la météo, les épidémies, les écosystèmes ignorent les frontières politiques, ces « cicatrices de l’histoire ». Les pollutions et les agressions qui les désorganisent appellent des mesures à réaliser dans des espaces tantôt plus petits, tantôt plus grands que nos États-nations. Pratiquement, plus petit égale *région*, plus grand égale *fédération*, et l’une sans l’autre ne sera jamais possible : elles sont en interaction créatrice.

[bpun-ddr1-id0805\_004] La fédération de l’Europe, ce vieux rêve séculaire, qui a hanté toutes nos meilleures têtes politiques et nos plus grands poètes, de Dante à Victor Hugo, est devenu de nos jours une urgence matérielle, économique d’abord aux yeux des gouvernants. Mais ces derniers bloquent tout progrès vers l’union politique au nom de la sacro-sainte souveraineté nationale absolue et indivisible.

C’est la renaissance et parfois la révolte des régions qui ont remis les choses en mouvement depuis quelques années. Et nous entendons ici par régions non seulement les minorités ethniques et linguistiques auxquelles on pense d’abord, comme Bretagne, Écosse, Euskadi, Corse ou Sud-Tyrol ; non seulement les régions économiques « de développement », comme le Mezzogiorno, mais plus généralement ce que j’ai baptisé des espaces de participation civique, des territoires dont la taille permette encore au citoyen de prendre en main ses destins et de faire entendre sa voix.

Pendant longtemps, on a traité les régionalistes de rêveurs du passé, puis d’utopistes. Mais l’utopie (du *u* privatif et *topos*, lieu, donc *non-pays*, *lieu de nulle part*) est exactement ce qui doit désigner l’État-nation, ce modèle abstrait plaqué indifféremment sur n’importe quel pays de la Terre, sans tenir compte de ses résultats spécifiques géo-historico-culturels et économiques. La région est le contraire absolu de l’u-topie !

C’est ce que les Européens ont senti et compris de mieux en mieux depuis une vingtaine d’années, et les progrès de l’idée régionaliste par leur ampleur et leur rapidité sont bien faits pour ranimer les espoirs des fédéralistes : non seulement l’Allemagne de l’Ouest est déjà constituée de länder et la Suisse de cantons qui à [bpun-ddr1-id0805\_005] certains égards présentent les avantages de mes « espaces de participation civique », mais l’Italie a mis en vigueur en 1970 sa constitution prévoyant des régions autonomes, la Grande-Bretagne est aux prises avec le grave problème de la *devolution*, la France même connaît un profond renouveau des mouvements régionalistes, tandis que l’Espagne vient de se doter d’une constitution qui définit l’État comme l’ensemble des « communidades autonomas » existantes où à créer ! Et tandis qu’en Belgique, vous vivez les affres de la gestation combien difficile, des régions et des sous-régions qu’on a même proposé de nommer des « fédérations de pays ».

Je le répète : cette évolution vers les régions est issue des possibilités de dépassement par en haut de nos souverainetés stato-nationales, possibilités ouvertes par la création du Conseil de l’Europe puis de la CECA et enfin de la CEE. En retour, la formation de régions autonomes — dépassement par en bas des cadres étatiques centralisés — offrira la seule base vivante à une fédération des peuples de l’Europe.

D’où la devise que j’ai proposée aux mouvements dont proviennent la plupart des membres d’Ecoropa : *Écologie – Régions – Europe fédérée : même Avenir*.

Bien sûr, la fédération ne sera pas la panacée universelle, la formule magique. Mais s’il est probable que l’Europe fédérée n’a pas réponse à tout, il est certain que les souverainetés nationales n’ont plus réponse à rien !

Toutes ces idées, vous les trouverez rassemblées dans un petit livre qui paraît aujourd’hui même en français (et qui paraîtra au cours des semaines qui viennent en italien, anglais, néerlandais et allemand) et qui est sorti des travaux d’un groupe Cadmos, dont plusieurs des membres les plus éminents sont parmi les fondateurs d’Ecoropa. Il s’agit d’un [*Rapport au peuple européen sur l’état de l’union de l’Europe*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1979rpe).

[bpun-ddr1-id0805\_006] J’ai l’honneur de le présenter ici pour la première fois en public. Je le remets solennellement à mes amis d’Ecoropa : ils y trouveront le développement anticipé des thèses de notre Manifeste et de notre Déclaration.

# [ddr19790627ecoropa] Rapport intérimaire pour Ecoropa (27 juillet 1979)[[9]](#footnote-9)

## [bpun-ddr1-id0817\_007] I. L’idée générale : formule d’une Europe parallèle ou rêverie d’un fédéraliste libertaire[[10]](#footnote-10)

Parmi les droits fondamentaux de l’homme, le droit au rêve est l’un des plus souvent négligés… par ses ayants droit. Saisissant l’occasion d’un jubilé qui peut porter à l’indulgence, je viens soumettre au jugement du grand juriste qu’est Fernand Dehousse un cas pendable d’utopie fédéraliste, dont je ne conteste pas être l’auteur.

L’évolution de l’idée européenne, du congrès de La Haye, 1948, aux derniers marathons agricoles de Bruxelles, illustre la croissance zéro.

Depuis trente ans que nos chefs d’État la disent urgente, notre union n’a cessé de ne pas avancer. J’y vois la preuve qu’on ne peut la faire sur la base de ces États-nations qui partagent aujourd’hui la planète en un peu plus de 160 « souverainetés absolues ».

Mais si l’on ne peut pas la faire avec eux, peut-on l’imaginer sans eux ?

[bpun-ddr1-id0817\_008] Des régions se dessinent peu à peu dans la réalité continentale. Oblitérées depuis deux siècles par la méfiance ou la haine vigilantes de l’administration centralisée, elles reprennent leur relief sitôt qu’il est question de dévaloriser si peu que ce soit les frontières que décrètent, sur notre péninsule, le hasard des guerres et le jeu des traités.

« Une région ne se délimite pas, elle se reconnaît », écrivait Vidal de la Blache. Une quarantaine de ces « reconnaissances » sont en train de s’opérer dans l’Ouest européen. Or, la plupart des aires régionales qui se font reconnaître ainsi se trouvent être transfrontalières. Et l’on y est amené à constater que, confrontés aux problèmes qui s’y posent, les États-nations à tout coup bloquent les solutions de bon sens. Il s’agit, pour la capitale, de sauver l’idée de souveraineté, et non pas de résoudre telle ou telle crise concrète.

Mais à cause de cela même, ces régions prennent conscience à la fois de leur identité particulière, et de leur problématique commune. Elles demandent à s’autogérer, et voient bien qu’elles devraient se fédérer *à cette fin*.

Qui pourrait les retenir de le faire ? Les États-nations seuls. Mais ils devraient alors s’avouer franchement totalitaires, comme aucun, jusqu’ici, ne l’a osé à l’Ouest. Le problème reste donc de savoir à quel moment et sous quelle forme l’État-nation pourrait se voir contraint de s’opposer par la force au scénario qui suit, et s’il en aurait les moyens.

J’en viens au récit de mon rêve.

Je voyais les quarante régions qui naissent sur notre continent : du Schleswig à Bâle par la Frise et la vallée du Rhin ; du Léman à Gorizia sur l’arc alpin. Et je voyais plus loin le pays de Galles, la Bretagne, Euskadi, les Catalans… Je voyais des régions décrétées par la capitale nationale (comme Rhône-Alpes) ou au contraire revendiquées contre la capitale (comme la Savoie) ; des régions en pleine renaissance historique, [bpun-ddr1-id0817\_009] ou seulement révélées par une crise socio-économique ; des régions naturelles homogènes ; des régions ethniques brimées ou transfrontalières divisées. Je les voyais en train de se compter, de se nommer, de se lier et jumeler, de découvrir leurs complémentarités. C’était leur droit et leur plaisir, et c’était leur devoir civique.

Et dans l’euphorie qui émanait de cette vision d’un continent renaissant, je me disais…

*Rien n’empêchera*… selon les lois en vigueur dans nos États démocratiques, toutes ces régions, si elles le désirent, de se retrouver une fois par an au cours d’assises européennes réunissant leurs délégués, comme le font après tout les pharmaciens, les assureurs et les philatélistes, pour ne rien dire des internationales socialistes ou libérales.

*Rien n’empêchera* ces assemblées, si elles l’entendent, de faire appel à des compétences reconnues dans les domaines économique, écologique, éducatif, scientifique…

*Rien n’empêchera* que ces hommes compétents, avec l’aide de contributions financières fournies par les régions, ne créent, pour remplir leur mission, une série d’agences européennes — pour l’économie, l’énergie, les transports et l’écologie, l’éducation et la culture, les régions et les communes, les relations extracontinentales…

*Rien n’empêchera* que les chefs de ces agences dispersées sur le continent, dans des villes comme Bruxelles, Paris, Genève, Bonn[[11]](#footnote-11), Copenhague, Strasbourg, Turin, Vienne, Barcelone, Zagreb ou Lisbonne — distantes l’une de l’autre en moyenne d’une heure d’avion —, ne tiennent des réunions hebdomadaires, afin de concerter les options politiques propres à sauvegarder les [bpun-ddr1-id0817\_010] les mouvants équilibres entre l’homme, la cité, et la nature, dans l’ensemble de nos pays.

Dans le cadre de cette politique générale, *rien n’empêchera*, bien au contraire, que les conclusions de recherches, les expertises, les recommendations et les directives émises par chacune des agences ne soient reçues par les régions de la même manière que les ordonnances du médecin par celui qui l’a consulté, — contrairement à ce qui se passe d’ordinaire avec les circulaires ministérielles, bien vite classées, parfois sans avoir été lues, puisqu’on ne les avait pas sollicitées et qu’elles servent peut-être les besoins de l’État, mais assurément pas les nôtres.

*Rien n’empêchera*, enfin, que les assemblées annuelles ne fonctionnent en fait comme des Chambres — et d’abord comme Sénat des régions ; que ces *agences* ne jouent le rôle de ministères fédéraux, certes non officiels, d’autant plus efficaces ; et que leurs chefs responsables ne constituent ensemble, sous le nom de *Conseil européen*, un exécutif collégial au service des régions, et selon leurs besoins.

Un beau jour, on s’apercevra que l’Europe fédérée est virtuellement faite. (Ce qu’on ne saura peut-être pas, c’est qu’elle sera faite à l’image de la Suisse, avec ses départements fédéraux dont les chefs élus par les Chambres et ne relevant pas des États membres, composent un Conseil fédéral ou exécutif — et avec ses délégués des régions administratives, correspondant aux cantons, et des régions fonctionnelles, correspondant aux organisations professionnelles, lesquelles chevauchent en Suisse les frontières cantonales.)

Le jour où les ordinateurs consultés répondront que les liens concrets tissés entre les régions, le tissu des relations nouées entre elles sont devenus plus solides que les liens juridiques traditionnels et abstraits subsistant entre chaque région et sa capitale nationale — ce jour-là, la révolution européenne sera [bpun-ddr1-id0817\_011] virtuellement accomplie. Il n’y aura pas besoin de fortes secousses ni de mouvement séparatiste pour rompre ceux des liens stato-nationaux peu à peu tombés en désuétude, à supposer qu’ils soient considérés par les habitants des régions comme des subsistances superflues et gênantes d’un passé de chicanes, d’inefficacité et de guerres.

En revanche, si plusieurs régions choisissent de conserver et de renouveler entre elles des liens plus particuliers, dans le cadre de l’État-nation qui les avait jadis « réunies » de gré ou de force — et je pense aux régions françaises, espagnoles ou britanniques —, rien ne les empêchera de le faire, c’est l’évidence. Pourquoi détruire ce qui garde sa raison d’être, dès lors que cela ne bloque plus l’évolution fédérative et peut même lui servir, cas échéant, de relais de planification écologique ou culturelle, ou d’instances d’arbitrage économique ?

Pour franchir la dernière étape vers la fédération continentale, il suffira sans doute d’élire alors *un véritable* Parlement européen et de se battre pour ses compétences : qu’elles soient très fortes quand il s’agira de régler des tâches de dimensions européennes — mais là seulement —, les régions restant autonomes pour toutes les tâches de dimensions régionales ou communales, dans le cadre des plans continentaux.

*Supposons des régions organisées*, et les agences fédérales qu’elles ont fondées leur envoyant des directives au sujet de l’énergie nucléaire, au sujet des moyens de lutte contre la pollution d’un lac, ou d’un fleuve, au sujet des transports publics transfrontaliers, ou du bilinguisme quand l’ethnie se voit brimée par une langue décrétée « nationale », ou du régime des assurances sociales quand trois frontières politiques divisent une région de main-d’œuvre… Les directives paraissent raisonnables et justes, les pouvoirs locaux et la population se disent prêts à les appliquer. Mais les préfets d’un côté, les ministères de l’autre s’y opposent, pour des raisons majeures, [bpun-ddr1-id0817\_012] vitales, sacrées : l’indépendance nationale et la souveraineté absolue de l’État. Tout est bloqué. Faut-il s’asseoir et pleurer ? Demandons-nous plutôt où se situe non pas le pouvoir de décision, mais le pouvoir d’application des solutions qui se dégagent ?

Nous verrons que c’est au niveau de la *commune*, dans la plupart des cas . C’est donc là qu’il s’agit de lutter : pour les autonomies municipales, sans lesquelles pas de régions ni de fédération, — mais qui sont beaucoup plus faciles à conquérir que les grandes décisions d’abandon de souveraineté, peut-être sans lendemain, *même obtenues*.

Si nous voulons l’Europe — et nous pourrons l’avoir —, c’est au niveau régional et local qu’il nous faut exiger les moyens de la construire, qui sont très simples : le droit de la commune à cotiser au syndicat régional de l’environnement, des transports ou de l’éducation, sur un budget autonome et voté par son peuple.

La différence entre le rêve et la réalité est chronologique. La plupart des rêves de l’homme se sont réalisés au cours des âges, — voler, aller au fond des mers et sur la Lune, parler à grande distance, tuer de même et sans risques, voir ce qui n’est pas là, entendre Mozart ou Bach ou la voix de ses parents morts en touchant simplement un bouton.

Seule, l’immortalité résiste encore, pour des raisons tout à fait claire : elle serait pour notre société une catastrophe sans précédent. Mais rien de pareil, bien au contraire, ne menacerait, dans la cas qui me fascine…

Si le rêve des régions se réalise, lui aussi, on dira dans dix ans, dans vingt ans que c’était si facile à prévoir : tout ce qui était raisonnable y conduisait…

## [bpun-ddr1-id0817\_013] II. Les étapes

Telle étant l’idée générale du projet[[12]](#footnote-12) suggéré à Ecoropa lors de la réunion de Bruxelles, en mai 1979, sitôt qu’on pense à le réaliser, on voit se poser trois séries de problèmes.

A. *Identifier les régions*. On sait à peu près où elles sont, combien elles sont. Mais avant de les convoquer à l’échelle européenne, il serait indispensable de savoir :

— Où sont celles qui méritent le titre de région ? C’est-à-dire quels critères autorisent cette dénomination ?

— Quelles sont leurs instances dirigeantes, *if any* ?

— Quelles sont leurs principales données quantitatives (population, superficie), mais aussi leurs problèmes majeurs et leurs affinités et complémentarités avec les régions voisines.

Ceci suppose une enquête dans tous nos pays, un personnel compétent pour la conduire, un financement, (même si l’on s’adresse à des instituts déjà existants).

B. *Convaincre les régions de coopérer à l’échelle européenne, à la création d’une fédération continentale inspirée par une politique écologique et en proposer les moyens*.

Rien ne se fera que moyennant l’accord expressément déclaré des régions s’exprimant par les responsables de leurs mouvements, de militants, ou de leurs autorités légales là où elles existent déjà.

[bpun-ddr1-id0817\_014] C. *Convoquer l’Assemblée européenne des régions*.

Le processus de nomination des délégués n’est pas très important dans les débuts, et variera d’une région à l’autre. Il y aura des années de tâtonnements et d’à peu près, mais à ce stade, n’importe quoi vaut mieux que rien : on peut au moins travailler dessus.

(Le problème à résoudre préalablement sera celui du financement de l’Assemblée, voyage et séjour des délégués régionaux, frais de staff encourus par l’organisme invitant.)

## III. Rôle possible d’Ecoropa

Je le vois à priori comme celui d’un catalyseur de l’opération régionaliste.

Des tentatives d’organisation, ou plutôt de mise en réseau des régions frontalières ont été esquissées, avec des succès divers par la *Conférence des pouvoirs locaux et régionaux*, qui a son secrétariat au Conseil de l’Europe, et qui a déjà organisé les colloques (ou « confrontations ») à Strasbourg, Salzbourg, Galway, Bordeaux, entre 1972 et 1978.

Ces iniatives tendent plus ou moins expréssement — dans l’esprit des fonctionnaires du CE qui en sont responsables, appuyés par de nombreux éléments des mouvements régionaux — à l’instauration d’un *Sénat européen des régions*. Mais la nature intergouvemementale du Conseil de l’Europe, et donc de la Conférence qui en dépend, ne laisse pas espérer de réalisations réellement fédéralistes, c’est-à-dire inacceptables par le Comité des ministres du CE, qui tranche de tout en dernier ressort. Si, au [bpun-ddr1-id0817\_015] mieux (ou au pire, selon moi) les travaux des colloques prochains devaient aboutir à des réalisations concrètes (élection d’un Sénat des régions sous les auspices des gouvernements stato-nationaux), les espoirs des fédéralistes véritables seraient compromis, voire anéantis pour longtemps.

Le problème se ramène à ceci :

— partir des résultats acquis par la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux ;

— mais aussi reprendre tout le problème sur la base d’une organisation européenne des régions *par elles-mêmes*;

— trouver le moteur ou « principe motivant majeur » de la fédération des régions.

C’est ici qu’Ecoropa me paraît susceptible d’intervenir.

Les partis sont exclus, comme agents fédérateurs. Leurs motivations sociales étant plus polémiques ou impérialistes que fédératrices. (Voir les dénonciations criardes de la SPD par le PCF et même par la moitié des dirigeants du PS français. Voir aussi l’opposition entre les options européennes du PCI et celles du PCF.)

Il faut qu’intervienne ici un facteur non partisan qui par sa nature même oblige à rechercher des solutions régionales et/ou continentales, — ce qui littéralement définit le fédéralisme européen.

Ce facteur est l’écologie, la politique écologique.

Je dis que ce facteur serait *catalyseur*.

Ecoropa n’est nullement équipée, actuellement, pour assumer la tâche de fédérer les régions européennes.

Le problème est de savoir si, assumant ce but, elle trouverait par cela même *les moyens* de l’atteindre.

## [bpun-ddr1-id0817\_015] IV. À discuter à Strasbourg (après de premiers échanges par correspondance)

1. Voulons-nous cela ? Expliquer pourquoi. (Écologie-Régions)

2. Modifications éventuelles du schéma proposé !

3. Ecoropa comme *état-major* de l’action proposée.

4. Ecoropa comme directeur d’enquête dans les divers pays, sur les points II. A, B, C.

5. Ecoropa comme *invitant* à la première Assemblée européenne des régions.

6. Comment, sur ce programme, réunir des fonds ?

# [ddr19790924noei] Obstacles au nouvel ordre économique international (NOEI) en Europe du Centre (24 septembre 1979)[[13]](#footnote-13)

## [bpun-ddr1-id0825\_033] I. Introduction : les pièges du vocabulaire

Le titre que l’on m’a proposé de traiter, à savoir : *Obstacles au nouvel ordre économique international dans les pays du centre de l’Europe* me pose d’abord autant de questions que de termes utilisés : *nouvel*, *ordre*, *économique*, *international*, toutes expressions relevant en fait d’une mentalité occidentale à la fois révolutionnaire, rationaliste, matérialiste, nationaliste — à quoi j’ajouterai une question préalable quant au sens implicite du terme *obstacles*. Et pour finir, j’aurai à m’expliquer sur ce qui m’autorise — ou non — à parler au nom de l’*Europe du Centre*.

L’énoncé proposé évoque en moi des réactions précises, dont l’ensemble et les articulations vont sans doute définir l’essentiel du contenu de mon travail. Je les formulerai donc d’entrée de jeu, sans précautions diplomatiques, ou autres, en m’excusant du caractère quelque peu agressif qu’elles risquent fort de prendre, malgré moi, dans un rapport où il n’est pas toujours possible de nuancer suffisamment.

Je prendrai donc d’abord l’énoncé proposé, terme à terme, pour le soumettre à l’examen critique d’un Occidental très soucieux à la fois de la vraie vocation de sa culture et des intérêts supérieurs (écologiques, éducatifs, coutumiers et économiques) des peuples concernés par le projet NOEI.

Le titre même de l’enquête prête à une ambiguïté certaine : *Les obstacles au NOEI* dans telle ou telle région du monde, cela implique que ce qui fait obstacle devrait être écarté, [bpun-ddr1-id0825\_034] supprimé, non pas considéré en soi, *on its own merits*, à des fins éventuelles de meilleure formulation du projet, voire de sa remise en question, ou même de son abandon éventuel. Le mot *obstacle* a généralement — en Occident — une valeur non seulement négative : celle d’un accident, mais péjorative. Il n’est pas un signe à prendre au sérieux, mais une résistance morbide à éliminer. Son premier devoir est de se laisser surmonter, dit un proverbe italien.

Or, en fait, je voudrais considérer ici le *bien-fondé* des résistances que beaucoup de bons esprits, en France, en Grande-Bretagne, en RFA, au Benelux, en Autriche et en Suisse, en Italie et en Grèce, opposent à l’énoncé même du projet : *nouvel ordre économique international*. Et je voudrais valoriser ces résistances, en les reliant aux systèmes philosophiques, sociaux ou politiques qui les motivent :

a) *Nouvel* me paraît doublement critiquable en ceci 1° que s’il n’y avait aucun ordre auparavant, son instauration subséquente ne saurait être dite « nouvelle » : elle serait inaugurale. Or qui peut soutenir que le « nouvel » ordre souhaité succéderait à un « ordre » préalable quelconque ? 2° La *nouveauté*, d’une manière générale et pour ainsi dire absolue (sans référence à un état *— previous — antérieur* bien défini) est devenue valeur en soi dans les pays européens, puis aux USA, au cours du xviiie siècle. Avec la création d’une centaine de *New* cités sur tous les continents — plus nombreuses mêmes que les Alexandrie héllénistiques —, l’Occident n’a pas manqué d’assister à des rénovations d’allure politique dans les domaines les plus divers de la pensée et des beaux-arts : chaque *école* nouvelle se croyait autorisée à ridiculiser celle qui l’avait précédée, la déclarant non seulement insuffisante, mais nocive, sournoisement liée à des « abus » ou à des « superstitions » pas seulement d’ordre intellectuel ou artistique, mais en fait politique et social. La querelle des Anciens et des Modernes, déclenchée en France à la fin du xviie siècle devint très vite, avec l’Encyclopédie française, puis avec le romantisme, la lutte entre l’obscurantisme et les Lumières puis entre la Réaction et la Révolution. D’où l’efficacité presque irrésistible de l’adjectif « nouveau » dès qu’une école, voire un auteur isolé, parvenait à l’accoler à son œuvre dans l’esprit du public.

[bpun-ddr1-id0825\_035] Au xixe siècle et bien plus encore au xxe, grâce à l’invention de la publicité puis de l’effet surpotentialisant des mass médias sur celle-ci, la *nouveauté* est devenue synonyme de produit à acheter d’urgence, et exclusivement, déclassant tous les autres, les chassant du marché, avant-garde plus jalouse de nettoyer, d’éliminer, d’exorciser toutes traces du passé — du dépassé — que d’aménager réellement un espace social plus libre, un mode de vie plus juste ou plus heureux. *Nouveau* est devenu un terme valorisant en soi et par soi, absolument : il ne s’agit plus de discuter les mérites du *nouveau*, mais seulement de s’assurer le bénéfice incontesté du label, problème de publicité ou de bluff, non pas du tout de valeur, de justesse, de cohérence interne, ou simplement d’utilité.

b) *Ordre*. Le terme évoque, surtout à l’échelle planétaire, un réseau de structures juridiques et de contrats commerciaux, un système de référence monétaire, un appareil décisionnel fondé sur le pouvoir des États-nations et sur son respect absolu — dût cette condition le paralyser ou le réduire à néant — à quoi semble pouvoir ou devoir s’ajouter aujourd’hui une notion de *système* économique.

Le tout relève à l’évidence d’une mentalité typiquement occidentale, réductrice des diversités ou différences données par la géographie, l’histoire, à une uniformité aussi géométrisable, symétrisable et comparable que possible — voire toujours un peu plus que possible.

Forme de pensée et d’organisation du réel spécifiquement occidentale. L’opportunité de l’étendre et de l’imposer (sans avertir) au monde entier n’est nullement évidente. Elle ne se défend que dans la seule mesure où elle « va de soi » — ce qui n’est pas le cas aux yeux de ceux que j’essaye de représenter ici.

La notion d’un ordre planétaire s’appliquant à des phénomènes à la fois économiques, ethniques et culturels apparaît dangereusement [bpun-ddr1-id0825\_036] arbitraire et réductrice ; elle évoque la vision du monde du bandit Procuste.

Au surplus : tout programme uniformisant — qu’il soit ou non conscient chez les agents de son application — joue en faveur du modèle occidental.

Peut-être est-il plus sage de penser que l’humanité ne forme pas *un* système, mais plusieurs ensembles plus ou moins cohérents, plus ou moins fermés, en relations aléatoires, de sorte qu’un malheur puisse être compensé plutôt que répercuté à l’infini ; ou puisse être circonscrit, comme un incendie.

c) *Économique*. Cet adjectif est bien sûr le plus sûr indicateur de l’origine occidentale du projet, ou, à tout le moins, de sa première formulation (ce qui revient à peu près au même.)

L’Asie n’a jamais cru à l’objectivité des relations économiques, à leur déterminisme intrinsèque. Cette croyance est purement européenne (xviie siècle « matérialiste », xixe siècle saint-simonien, xxe siècle marxiste). Marx est sans doute le penseur le plus irréductible à toute forme de pensée asiatique, africaine, amérindienne ou polynésienne. En dehors du complexe européen du xixe siècle, il est proprement inconcevable.

Un consensus mondial ne peut être conçu — rêvé, imaginé, projeté dans l’utopie — que sur la base d’un dialogue des *cultures* et de leurs valeurs décisives. De cela seul doit dépendre l’économie, dans la mesure où elle sert l’homme, au lieu de l’asservir.

d) *International*. Le terme implique que l’ordre des nations existe, qu’il est réel, qu’il doit et peut servir de fondement à tout « ordre » mondial imaginable.

[bpun-ddr1-id0825\_037] Or, un « ordre » mondial — et d’abord continental — ne saurait être imaginé sur la base d’éléments par définition hostiles à toute composition (au double sens du terme), et décidés à faire valoir leurs intérêts coûte que coûte : c’est l’élément national qui est responsable des deux grandes guerres mondiales du xxe siècle. Qui dit « international » *reconnaît* par là même le fait national et sa légitimité, c’est-à-dire ce qui rend impossible, par exemple, l’union fédérale de l’Europe. Il n’y aura jamais d’union continentale sur la base de cet obstacle à toute union (autre que militaire) qu’est l’État-nation, — modèle typiquement occidental, élaboré par la Révolution française et mis au point par Napoléon en vue de la guerre, c’est-à-dire centralisé à l’extrême, uniformisé et uniformisant. La guerre étant l’ultima ratio de l’État-nation, on ne voit pas comment pourrait en sortir la paix, qui est la seule preuve du règne d’un ordre humain.

*Résumé des objections préalables*

La crise actuelle dans les relations entre l’Occident et le tiers-monde (ou entre le Nord et le Sud), crise qui explique le recours de toutes parts, à quelque forme de NOEI, a été provoquée au xxe siècle par les séquelles du colonialisme, lui-même entrepris par les trois plus anciens États-nations pour la raison fondamentale que tout État-nation en soi est une structure colonialiste : elle consiste à soumettre les peuples conquis (par la force ou par la ruse) non seulement à la loi du vainqueur, mais à ses formes de pensée, à sa mentalité, à ses modes de travail. C’est ce que les rois de l’Île-de-France, de Castille-Aragon et d’Angleterre imposèrent aux nations conquises à l’intérieur de l’Hexagone, de la Peau de Vache ibérique ou des îles de la Grande-Bretagne — nations bretonne, basque, catalane et occitane, écossaise, irlandaise et galloise —, avant d’appliquer les mêmes procédés aux peuples des trois Amériques, de l’Asie du Sud-Est et de l’Afrique.

Les conflits qui opposent aujourd’hui Occident et tiers-monde ou Nord et Sud, sont de structures homologues aux conflits qui opposaient naguère colonisateurs et colonies. Les Européens, par exemple, qui étaient encore il y a cent ans aux 4/5e agriculteurs et villageois, ont été colonisés [bpun-ddr1-id0825\_038] par la technique et l’urbanisme tout comme les Africains, les Indiens, les Brésiliens par l’industrie, les idéologies et la pharmacopée occidentale.

Nous sommes tous colonisés. Européens et peuples du tiers-monde, par un certain modèle mental qui a permis la civilisation industrielle scientifico-technique, et qui suppose : rationalisation, centralisation et quantification, c’est-à-dire réduction de tout, hommes et choses, à du calculable et manipulable à partir d’un centre ; espace géométrisé à exploiter ; États-nations centralisés ; centrales énergétiques ; guerre nucléaire.

Une seule différence importante : le système inventé en Europe a été essayé d’abord sur les peuples européens, et avec quel succès, pendant des siècles. Quant au tiers-monde, à peine libéré de notre présence bouleversante (mais si brève aux yeux de l’Histoire) il s’est mis à revendiquer le pire de notre héritage et le moins assimilable par ses traditions : le modèle de l’État-nation, le modèle de la productivité de l’industrie lourde.

Voilà qui explique mes objections au vocabulaire dans lequel s’expriment, depuis une vingtaine d’années les auteurs de plans de NOEI : la plupart ont recours — généralement à leur insu — au *vocabulaire colonisant* qui est celui des États-nations centralisés, et qui transporte des valeurs, des structures, des modes d’évaluation et des mentalités qui, une fois acceptées, rendent inopérante la recherche de solutions « différentes ». Si vous parlez ce langage, les jeux sont faits, les conclusions préfabriquées.

Un dernier mot, dans cette mise en garde qui me paraît indispensable :

Je ne me sens à aucun titre autorisé par l’Europe du Centre pour exprimer son opinion sur le NOEI.

D’abord parce que l’Europe du Centre n’est pas une entité juridique, ni de pensée et encore moins d’action, ensuite parce que beaucoup, dans nos pays, pensent autrement que je ne l’exprime ici : citons simplement [bpun-ddr1-id0825\_039] les gouvernements et leurs clients directs, les grandes industries, les syndicats patronaux et communistes… Les obstacles que, pour leur part, il leur arrive d’opposer en fait au NOEI sont d’un tout autre ordre : ils ne relèvent pas de la nature même du projet, dont ils acceptent tacitement les prémisses théoriques et les implications économiques. S’ils opposent sur tel ou tel point du programme des résistances ou des refus, ce n’est en vérité qu’au nom d’intérêts économiques nationaux, ou de la politique d’un État, ou des plans de l’agrobusiness. Il s’agit là de problèmes relevant uniquement des catégories ou des mentalités correspondant au vocabulaire dont je viens de montrer l’action et l’efficacité secrète.

Mais je sais que je parle ici au nom d’une multitude de mouvements écologistes, régionalistes et fédéralistes européens, auxquels s’ajoutent nombre d’économistes d’avant-garde et les chercheurs de la plupart des instituts universitaires d’études du « développement », des relations intercontinentales, et du « dialogue des cultures ».

## II. Rôle de l’Europe de l’Ouest dans la problématique du NOEI

L’Europe du Centre, ou peut-être vaut-il mieux dire l’Europe de l’Ouest — en tenant compte du fait que le terme traditionnel de *Mitteleuropa* englobe aujourd’hui la majeure partie de l’Europe de l’Est, est l’élément fondamental de la problématique considérée, car :

— c’est elle, par le Portugal et l’Espagne, puis par l’Angleterre et la Hollande, puis par la France, qui a découvert le monde, qui l’a colonisé, et qui a propagé sur les cinq continents la formule politique de l’État-nation. C’est elle, plus tard, qui a créé, cette fois-ci avec les pays du Nord, du Centre et de l’Est, la science, la technologie, le commerce intercontinental, qui a élaboré les idéologies dont toute la Terre se réclame aujourd’hui (contre elle, d’ailleurs !), et qui [bpun-ddr1-id0825\_040] a, par tout cela, causé la crise mondiale actuelle, — d’où les problèmes que le NOEI se donne pour tâche de résoudre !

Reprenons cela avec quelques degrés supplémentaires de précision.

1. « *C’est l’Europe qui a découvert la Terre entière, et personne n’est jamais venu la découvrir* ». Cette phrase, qui figure dans mon livre [*L’Aventure occidentale de l’homme*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1957aoh)[[14]](#footnote-14), et qu’André Malraux, quinze ans plus tard, mettra dans la bouche du général de Gaulle[[15]](#footnote-15), n’est pas un jugement de valeur, mais la constatation d’un fait, qui a fondé la possibilité de concevoir une civilisation universelle.

Il n’est pas inutile de rappeler qu’une culture comme celle de l’Inde brahamanique, interdisant aux membres de la caste supérieure de quitter le territoire de l’Inde, tout le reste étant impur, et une civilisation comme celle de la Chine qui tenait tous les non-Chinois pour des sous-hommes, ne pouvaient concevoir l’idée de « genre humain ».

C’est l’Europe qui a colonisé, exploité, civilisé à sa manière et souvent à leur corps défendant la plupart des peuples des quatre autres continents. Il serait faux de condamner, voire de nier purement et simplement, l’action civilisatrice, c’est-à-dire pacifiante, des lois apportées par « les Blancs » dans des contrées où jadis le massacre massif, le génocide, étaient érigés en procédés sacrés ou simplement réalistes de gouvernement.

C’est l’Europe qui a propagé au xxe siècle la formule de l’État-nation *jalousement* souverain, toujours dressé sur ses ergots quand on lui propose de négocier un contrat de coopération ou de solidarité, et subordonnant tout, en dernier ressort, à son « prestige », dont la composante principale est la puissance de l’armement dont il dispose. [bpun-ddr1-id0825\_041] L’État-nation de modèle jacobin-napoléonien, imité sans question par plus de 150 autres pays au cours des xixe et xxe siècles, est la forme la plus facilement transférable et imitable d’organisation sociale et politique d’une collectivité ; mais c’est aussi à cause de ses liens originels et structurels avec la guerre, celle qu’il était le plus dangereux d’imiter au siècle où les moyens de la guerre (armements nucléaires, chimiques, biologiques) ont dépassé le seuil critique de tolérance pour l’espèce humaine et son environnement.

Certes, l’Europe a inventé au cours des dix-sept siècles de sa christianisation progressive (et encore très incomplète) la féodalité puis la démocratie, le socialisme, l’État, la nation puis l’État-nation, dont le stade ultime est l’État totalitaire, qui est l’État de guerre en permanence, — et, à partir du xvie siècle, la science, la technique, l’industrie, le commerce intercontinental, et les idéologies capitalistes et marxistes qui ont permis, accompagné et prolongé ces créations. Mais si ces modèles continuent d’être copiés par le reste du Monde, sans critique fondamental et sans innovation, voire sans rupture créatrice, ils risquent d’aboutir très vite au déclenchement d’un phénomène de *rejet* de l’espèce humaine par la nature trop longuement provoquée, empoisonnée, pillée, au point que l’homme est en train d’y détruire les conditions mêmes de la vie, et en tout cas de la vie de son espèce.

Telles étant les responsabilités de l’Europe — positives et négatives, créatrices et destructrices, libératrices et oppressives — un fait trop peu connu doit être ici mis en lumière : c’est que l’Europe est aujourd’hui la seule partie du Monde radicalement *divisée* dans ses jugements quant à la nécessité, la possibilité et la désirabilité d’un *ordre économique mondial*, unique, cohérent, rationnel, c’est-à-dire de modèle occidental moderne.

2. Mais une question se pose alors : si les Européens sont profondément divisés sur ce problème, ne serait-ce pas qu’ils obéissent à au moins deux traditions ou mentalités différentes, opposées même ? — Bien sûr ! [bpun-ddr1-id0825\_042] et c’est là le trait d’histoire fondamental que le tiers-monde ignore le plus généralement, et que les Européens eux-mêmes, dans leur immense majorité, refusent passionnément de reconnaître.

Il y a deux traditions européennes, qui se combattent à des degrés de violence divers dans tous nos peuples.

Les Européens du xxe siècle ont été formés (sans le savoir) par des structures de pensée et des mentalités typiques auxquelles obéissent leurs coutumes et leurs vues sur le Monde, — et qui toutes peuvent être rapportées à *deux grandes généalogies culturelles* (religieuses, philosophiques, éthiques, politiques, et donc aussi économiques en résultante).

a) *La tradition gréco-chrétienne* (Socrate, saint Paul) : communautaire, libertaire (opposant la Foi à la Loi, la « liberté des enfants de Dieu » au légalisme) et solidariste, qui aboutit à la démocratie fédéraliste par Augustin, Thomas d’Aquin, Giordano Bruno, Érasme, Calvin, Althusius, William Penn, Locke, Rousseau, *The Federalist*, Tocqueville, Proudhon et Bakounine, le socialisme et l’anarchie, les fédéralistes européens des années 1950, les écologistes et les régionalistes des années 1970…

b) *La tradition romaine impériale*, qui aboutit à la dictature totalitaire par les étapes historiques et doctrinales suivantes : premiers États nationaux (France de Philippe le Bel vers 1300 ; Espagne, sept royaumes aboutissant à Portugal d’un côté et de l’autre, Navarre, Aragon, Castille, réunis en 1512 ; Grande-Bretagne dès le ixe siècle, puis à partir de Hastings 1066). Machiavel, guerres de religion, Jean Bodin et la théorie du Prince, monarchies absolues, Hobbes, Hegel, Napoléon, Marx, le colonialisme, l’étatisme centralisateur, Lénine puis les fascismes et le stalinisme, le national-socialisme puis les régimes à dictature militaire dans le monde entier (sauf en Europe et en Amérique du Nord au moment où j’écris ceci.)

[bpun-ddr1-id0825\_043] 3. Le NOEI, tel que l’ont défini les nombreux auteurs qui en ont porté le souci depuis une dizaine d’années comporte peu de variantes importantes, mais en revanche de nombreux caractères communs dont les principaux sont les suivants :

— *l’usage rationalisé des biens matériels* fournis par la nature ou produits par l’industrie (de type occidental).

— *l’égalisation* (ou la péréquation) recherchée dans la répartition des ressources naturelles.

— *la division du travail* à l’échelle planétaire.

— *l’organisation des échanges* entre continents et grandes régions.

— *la gestion communautaire* des ressources naturelles.

— *le développement de banques mondiales*.

— *l’abaissement des barrières douanières*.

— *les transferts de technologie*.

— *la souveraineté sur les ressources du sol et la restitution des produits de l’exploitation (coloniale), etc*.

— et enfin, *l’intégration* à un « type de société qui serait l’expression d’une conscience unifiée de l’humanité » (Herrera).

4. De ces caractéristiques communes à tous les projets d’organisation planétaire de l’économie résulte à l’évidence — comme le soulignent la plupart des auteurs consultés — *qu’il s’agit en fait de l’extension mondiale d’un modèle occidental*.

Or, tout modèle occidental, quelque assoupli, adapté, différencié qu’on le veuille, se voit inévitablement marqué par l’utopie — si longtemps acceptée sans nul esprit critique — de la croissance industrielle illimitée servie par une production illimitée. Croyance évidemment réfutée [bpun-ddr1-id0825\_044] par le seul fait que la Planète est une sphère finie, mais que l’Occident — c’est-à-dire l’Europe du xixe siècle, les USA du xxe, puis l’URSS du « Nous ferons mieux que l’Amérique » a répandu de 1848 à 1968, sous le nom de Progrès, et que tous les peuples de la Terre ont adopté, comme les jeunes Européens ont adopté le jazz, le rock et les blue-jeans.

Le seul fait, incontestable, que le « nouvel ordre international » soit presque toujours qualifié « d’économique » est parfaitement révélateur de son origine et de ses buts réels : l’extension à tous les peuples du monde des croyances scientistes et des mesures matérialistes (remplaçant en fait les « valeurs » morales, philosophiques ou religieuses) de l’Europe bourgeoise du xixe siècle et de l’Europe stato-nationale (capitaliste ou marxiste) du xxe siècle.

Il est clair que nous sommes ici en présence d’un schéma bien connu de l’histoire des idées politiques européennes : c’est celui que l’on qualifie chez les doctrinaires du PC et chez les marxologues distingués de « marxisme vulgaire ». Il consiste à poser que l’*infrastructure* économique (sans aller beaucoup plus loin dans l’analyse de ces termes) « détermine » la *superstructure* politico-culturelle.

(Une des victimes les plus célèbres de cette illusion aura été Jean Monnet, dont toute l’action pour l’union de l’Europe a reposé sur ce postulat fondamental : celui qui commande les mécanismes de la production industrielle — charbon et acier dans le cas de la première Communauté instituée grâce à J. Monnet, la CECA — tient du même coup les réalités politiques. Il a fallu les décrets arbitraires du général de Gaulle se retirant pour un temps du Marché commun, non par raisons d’intérêt, mais au contraire par raisons de prestige, pour que « l’illusion de Jean Monnet » soit publiquement et concrètement réfutée, au grand dam des efforts les plus sincères pour unir les pays européens sur la base de leurs intérêts les mieux compris.)

Devant ce modèle scientiste, matérialiste, quantitatif, deux réactions sont toujours possibles :

[bpun-ddr1-id0825\_045] — celle, positive, des élites sociales et du personnel détenant les pouvoirs dans les États-nations constitués en Europe à partir de la Révolution française (1792) et de Napoléon (1805-1815), et dont la formule s’est propagée sur toute la Terre au xxe siècle (ils sont environ 160 aujourd’hui).

— celle critique, sceptique, contestatrice, objectivement ou violemment négative, au nom d’un autre idéal, des nouvelles générations européennes — écologistes, régionalistes, fédéralistes.

De quel autre idéal s’agit-il ?

D’un modèle de société qui, sans imaginer la suppression définitive de tous les conflits, dispose et *distribue* les pouvoirs de telle manière que même si l’un ou l’autre se trompe gravement, il ne puisse pas en résulter de catastrophe majeure pour l’ensemble continental ou mondial. Question de taille : régions substituées à États-nations ; défense locale à l’échelon communal ou régional substituée à une dissuasion nucléaire à l’échelon national ou continental.

5. Les États-nations, en tant que tels, acceptent les présupposés économistes d’un « ordre » mondial soumis aux impératifs de la rentabilité, de la productivité et de l’innovation technologique à tout prix, fût-ce au prix des équilibres culturels et naturels les plus précieux pour une communauté.

C’est qu’ils s’y reconnaissent, qu’ils y retrouvent les recettes de leur comportement politique vis-à-vis de leurs minorités ethniques ou de leur propre peuple considéré en tant que « consommateurs » ou/et « demandeurs d’emploi ».

Mais cette acceptation tacite, non critique, des *finalités* de la société industrielle scientifico-technique en croissance illimitée — ou plutôt ce refus de les mettre en question — n’implique pas que les [bpun-ddr1-id0825\_046] *moyens* d’une politique d’organisation mondiale de l’économie vont être consentis par les États-nations occidentaux (capitalistes et communistes identiquement).

Au contraire : chacun de nos États (que ce soit à l’Est ou à l’Ouest) s’empresse de déclarer, devant chaque ensemble de mesures communes proposées, qu’il n’acceptera

1° que ce qui sert ses propres intérêts,

2° que ce qui n’empiète pas, si peu que ce soit, sur ce qu’il considère comme relevant de sa souveraineté nationale absolue.

Car nos États-nations ne regardent jamais les réalités mondiales sous l’angle des solidarités à établir pour le salut commun, mais seulement sous l’angle de l’influence qu’ils peuvent exercer dans tels continent ou subcontinent, influence évaluée en termes de prestige, de balance commerciale, et en dernier ressort (mais c’est rarement avoué) de potentiel militaire. La tradition de Machiavel et de Hobbes, modernisée par Lénine et Mussolini, ne prépare pas les peuples ni leurs dirigeants à considérer la *solidarité* internationale comme autre chose qu’une utopie « généreuse », donc ridicule, quand il ne s’agit pas d’une sournoise manœuvre suscitée par l’Étranger jaloux contre l’intégrité de notre nation. (Exception : en cas de crise très grave, la « solidarité » continentale peut servir de nom respectable à une stratégie de mafia, bien entendu transnationale.)

L’histoire des trois dernières décennies en Europe de l’Ouest fournit d’abondantes illustrations à la sévérité de ces remarques. (Mafia de l’énergie nucléaire, échec de la coopération agricole, échec des conférences sur le droit de la mer, refus au nom de la souveraineté nationale de mesures de protection de l’environnement, rejet au nom de la défense nationale de toute limitation des armes nucléaires ou de leur dissémination.)

[bpun-ddr1-id0825\_047] Les mêmes réflexes stato-nationalistes qui bloquent la fédération des peuples européens (en dépit du « lip service » que lui payent tous les ministres et chefs d’État) multiplieront nécessairement les obstacles à tout établissement d’un « nouvel ordre économique international », en dépit de toutes les résolutions adoptées par les congrès, colloques et conférences internationales sur le NOEI, ses finalités, ses conditions, ses voies et moyens de réalisation.

Les États-nations — comme les peuples, on peut le craindre — ne comprendront jamais qu’un seul langage : non pas celui de nos discours les plus persuasifs ni de nos livres les mieux documentés, mais celui des désastres consommés, des crises déclarées à grand bruit, des pénuries flagrantes. Seule, la *pédagogie des catastrophes*[[16]](#footnote-16) est capable de leur enseigner quoi que ce soit qui diffère tant soit peu des *utopies du Progrès matériel*, encore partout régnantes en dépit des démentis que leur infligent tous les jours toutes les réalités du temps présent.

6. Inversement, les forces nouvelles, encore minoritaires, mais peut-être décisives pour un assez proche avenir, dont on peut observer l’émergence dans les pays de l’Europe de l’Ouest, rejettent la plupart des présupposés du modèle occidental de NOEI, — mais en revanche, favorisent, cultivent et promeuvent les seules valeurs qui permettraient l’éventuelle réalisation d’un ordre planétaire digne du nom ; valeurs de solidarité, de coopération concrète, et de répartition des tâches, selon leurs dimensions, aux différentes communautés de taille correspondante : locales, communales, régionales (au sens de sub- ou transnationales), nationales, continentales, mondiales.

Aux yeux des écologistes, régionalistes et fédéralistes de l’Ouest européen, le NOEI apparaît comme une conception rationnelle visant à une sorte [bpun-ddr1-id0825\_048] de péréquation à l’échelle mondiale, à une comparabilité des quantités, pourcentages, prix, heures de travail, pouvoirs d’achat, calories, etc., toutes notions spécifiques de l’Occident moderne (industriel). Autant dire que le NOEI (officiel, admis par les gouvernements) cherche à remédier à la crise mondiale à l’aide de certains des instruments qui l’ont créée et des attitudes mentales qui empêchent les États-nations de réaliser ce « nouvel ordre ». Ces deux derniers mots d’ailleurs font problème, non seulement pour les raisons exposées au début de ce papier, mais parce que les caractéristiques du NOEI (voir les 33 thèmes proposés par le papier de présentation d’UNITAR) sont celles d’une *mise en ordre* plutôt que d’un ordre véritable, lequel supposerait un principe d’harmonie interne (moral, spirituel) qui n’apparaît pas. L’ordre préconisé est conçu comme cadre et programme, faisant intervenir à tout instant des notions d’égalité et d’égalisation, de réduction à des quantités comparables, à de l’homogène, à de l’échangeable ou interchangeable, ce qui va en sens contraire de la revendication générale des nouvelles générations, telles que le droit à la différence, à l’identité irréductible, tant personnelle que communautaire.

Les écologistes, les régionalistes, les fédéralistes, rejettent tous les notions de productivité sans freins sociaux ni culturels, de rentabilité qui ignore les coûts humains et naturels, de potentiel militaire qui ne veut compter qu’en mégatonnes d’explosifs non pas en volonté d’autonomie des groupes, des communes, des régions, c’est-à-dire d’une population de citoyens libres et responsables.

Ils rejettent les présupposés de tout modèle occidental impliquant la substitution de l’État-nation aux responsabilités civiques, seuls gages des libertés personnelles et de la vitalité des communautés.

Ils rejettent les calculs « d’experts » fondés sur une consommation gaspilleuse d’énergie qui serait censée doubler tous les 10 ans selon certaines projections des années folles 1970-1973. Ils ne croient plus à la fatalité d’une « explosion urbanistique » telle qu’on l’anticipait allègrement [bpun-ddr1-id0825\_049] dans les années 1960. Ils ne veulent pas d’un modèle occidental de « Progrès » s’imposant au Monde par la logique inexorable d’une croissance industrielle illimitée.

Ils savent, au surplus, que l’homme ne peut être libre que là où il est responsable ; et qu’il ne sera jamais responsable dans les villes énormes et les collectivités gigantesques des États-nations actuels. Ils veulent donc de *petites unités* sociales, économiques, civiques. Ils veulent des régions non des nations. Symboliquement, ils veulent des communautés mesurées par la portée de la voix d’un homme criant sur l’agora (Aristote), de telle manière que l’on puisse lui répondre, dialoguer ; ce que l’on ne peut pas faire avec les radios et les télévisions d’État, qui parlent à sens unique à des gens passifs, incapables de répondre donc d’être responsables au sens étymologique du mot.

L’avenir et la possibilité d’un véritable ordre mondial et de ses implications économiques nous paraissent donc dépendre largement de l’attitude civique, politique et culturelle ou spirituelle de nos contemporains en Occident, et d’abord en Europe.

## III. Pour un modèle européen très différent

Telles étant les responsabilités de l’Europe, comment donner une réponse positive à ce qui motive en profondeur la recherche d’un NOEI, bien au-delà des termes inadéquats de sa formulation présente ?

*Thèse*. — Ceux qui ont entrepris de créer l’Europe unie pensent que le modèle occidental qui règne aujourd’hui sur toute la Terre et qui vise à la Puissance des collectivités nationales ne peut conduire qu’au désastre. Il est urgent qu’il soit remplacé par un modèle qui vise à la Liberté.

La réalisation de ce second modèle par l’Europe de l’Ouest leur paraît seule capable de libérer nos contemporains de la *fascination* qu’exerce [bpun-ddr1-id0825\_050] sur eux le modèle industriel, non seulement dans le tiers-monde, en URSS, et depuis peu en Chine, mais en Europe même.

1. Il nous paraît dangereux de confondre d’une part *les effets d’une interdépendance subie* (constamment invoquée dans les textes officiels des Nations unies et de leurs organisations spécialisées relatifs aux problèmes de coopération globale et de NOEI, avec, d’autre part, les *prodromes d’une solidarité voulue*.

Tabler sur l’*interdépendance croissante* des pays du Nord et de ceux du Sud pour faire advenir le NOEI, c’est impliquer que l’on va poursuivre, dans des conditions toujours plus difficiles, il est vrai, et avec des marges de manœuvre toujours plus étroites, contraignant à des alternances d’agressivité et de défensive toujours plus serrées, une politique dont les finalités et le moteur restent la Puissance (stato-nationale) et dont l’aboutissement logique (peut-être le vœu secret) n’est autre que la guerre.

Au contraire, viser à la *solidarité des autonomes* c’est inaugurer une politique dont les finalités et le moteur sont la Liberté des personnes (et non le bon plaisir des collectivités armées) et l’autodétermination des peuples (au lieu de la « souveraineté » des États-nations.)

2. Les moyens d’une telle politique ?

À notre sens, rien ne servirait de proposer (ou pire : d’essayer d’imposer) une solidarité planétaire, s’il n’y a pas d’exemple, dans les pays techniquement développés, d’un ordre social solidaire, coopératif, libertaire, et *déjà réalisé* quelque part, de préférence là même où le mauvais modèle s’était constitué.

Le Dr Albert Schwitzer disait : « *L’exemple vécu n’est pas le meilleur moyen d’influencer les hommes. C’est le seul*. »

L’avenir d’une solidarité globale des autonomes, seule alternative au désastre économique planétaire et à la guerre nucléaire, se trouve donc lié à [bpun-ddr1-id0825\_051] l’avenir d’une fédération des régions ethniques, écologiques et civiques de l’Europe occidentale, comme exemple vécu d’un modèle post-industriel capable de libérer les peuples du tiers-monde de la fascination du productivisme machiniste.

3. L’avènement d’un régime de solidarité des autonomes ne saurait être l’affaire des économistes.

Cette instauration implique en effet une philosophie, une prise en compte des valeurs fondamentales et la mise à leur service de dynamismes économiques aujourd’hui subordonnés au seul profit (dans l’immédiat), mais d’une manière plus profonde et à plus long terme, ordonnés à la guerre et à sa préparation continue par les États-nations, aussi bien qu’à sa poursuite d’ores et déjà dans de nombreux domaines, économiques, notamment.

4. L’« ordre » souhaitable de la solidarité devrait se fonder dans une élaboration *concertée* (entre les Occidentaux et le tiers-monde) :

a) des *productions alimentaires*, diversifiées et optimalisées par régions, bien plutôt qu’échangées d’un continent à l’autre ;

b) des *techniques douces de production d’énergie* non polluantes et distribuées quant à leurs sources sur l’ensemble du territoire (énergies solaire, éolienne, hydraulique et biologique) ; ainsi qu’un parc d’outils et d’instruments nouveaux, mieux adaptés aux sols et aux hommes que les machines à moteur et consommant beaucoup moins d’énergie ;

c) du *régime de l’emploi*, restructuré selon les possibilités nouvelles crées par a) et b), un développement nouveau de l’artisanat et des techniques de réparation et d’entretien ;

d) des procédures d’*autogestion* partant du niveau communal d’entreprise locale, puis régionale, puis fédérative au niveau national parfois subcontinental ou continental le plus souvent.

Des *agences continentales* fourniraient toutes les informations nécessaires pour l’exercice de ces activités.

[bpun-ddr1-id0825\_052] Des *agences mondiales* pourraient remplir une fonction décisive dans des domaines tels que la protection des océans, l’exploitation concertée et la répartition des matières premières, la lutte contre les famines, pour ne citer que les plus urgents.

5. *Des modifications de structure politique* me paraissent préconditionner ces développements. Il devient de plus en plus évident que la formule de l’État-nation centralisé à souveraineté absolue est devenue incompatible avec la survie du genre humain, ne fût-ce qu’en raison de la puissance destructrice des armements dont ces États disposent pour défendre ou pour étendre cette souveraineté. Par quoi les remplacer ?

Nous l’avons dit plus haut : les *petites unités* territoriales, urbaines, régionales, sont les seules qui permettent au citoyen d’exercer ses responsabilités, donc de jouir de ses libertés : à partir de ces unités régionales ou « espaces de participation civique » doit et peut se construire un « ordre » acceptable par l’ensemble des populations de la Planète.

L’avantage des petites unités sur les grands États est lisible en clair dans toutes les statistiques des Nations unies et de l’OCDE, où très régulièrement les plus petits pays viennent en tête pour tous les indicateurs de développement non seulement quantitatif (revenu par tête, équipements ménagers, etc.), mais aussi *qualitatif*. (Le nombre de prix Nobel des sciences par rapport au nombre d’habitants en donne un bon exemple : la Suisse est largement en tête, suivie par le Danemark, les Pays-Bas, l’Autriche et la Suède.)

Bien plus. La substitution progressive des petites unités socio-économiques aux États-nations centralisés se trouve être à la fois un gage de paix, d’*impossibilité de faire de grandes guerres*, et un gage d’ouvertures nouvelles pour l’*emploi*, pour la *défense sur place*, et pour l’*aide technique* aux régions en crise.

6. Dans son dernier rapport, la World Bank (1979), contre toute attente, prend parti pour le modèle de développement que nous avons ici préconisé, [bpun-ddr1-id0825\_053] et que défendent par leurs livres et leur *militancy* des hommes tels que René Dumont, Ivan Illich, E. M. Schumacher, L. Mumford.

Il me paraît tout à fait remarquable que ces auteurs Européens et Américains du Nord naguère encore tenus pour des « contestataires » ou des « marginaux » dans les milieux gouvernementaux et parmi les experts internationaux, soient parvenus à faire admettre par les responsables de la World Bank que nos technocrates ne peuvent qu’aggraver les problèmes des pays en développement. Le tiers-monde devrait prêter la plus vive attention à des déclarations d’une telle portée.

7. Mais parmi les conditions préalables et *sine qua non* de tout établissement d’un « ordre » planétaire digne de ce nom, ou de ce que j’ai nommé la *solidarité des autonomes*, l’élément décisif est sans nul doute possible l’élimination de l’obstacle principal et final que constitue la guerre, sa préparation et les stratégies économiques qui implique cette préparation.

Le problème du NOEI ne sera jamais résolu sur les plans économique, technologique, social et culturel, tant qu’il restera posé par l’existence même des États-nations chargés de le résoudre.

Qu’il s’agisse de l’exploitation aberrante des ressources non renouvelables de la Terre ; de la prétendue crise d’énergie et du foisonnement des centrales nucléaires ; de la destruction des forêts et du plancton océanique (c’est-à-dire de l’oxygène nécessaire à notre vie), des famines ; de la désertification, de l’alimentation ici pléthorique, polluée, cancérigène, et là déficiente, alors que l’humanité produit, rien qu’en céréales, de quoi fournir 3000 calories par jour aux 4 milliards et demie d’individus qui la composent, tout se ramène, en dernière analyse, à la politique délibérée des États-nations souverains et à leurs stratégies orientées en fonction de la préparation à la guerre.

C’est pourquoi le seul moyen de faire aboutir les plans de solidarité des autonomes est de régler d’abord le problème du désarmement général.

[bpun-ddr1-id0825\_054], Mais le seul moyen de faire aboutir les efforts demeurés jusqu’ici plus que vains, parce que dirigés par les États-nations eux-mêmes, en faveur du désarmement général, c’est de substituer à la formule de l’État-nation (né de la guerre et pour la guerre) une formule d’organisation communautaire, régionaliste et fédéraliste de nos sociétés.

Or on ne peut imaginer qu’un seul moyen non catastrophique d’imposer cette nouvelle formule communautaire : c’est de produire un exemple probant de sa réalisation, quelque part sur la Terre.

Et l’on ne voit guère qu’un seul continent où cette réalisation paraisse possible dans un avenir assez prochain : c’est l’Europe, c’est-à-dire le continent qui a donné naissance à l’État-nation, qui a été le premier à en subir les effets destructeurs de toute communauté, et des équilibres entre l’homme et la nature, le continent qui a donc toutes raisons d’être le premier à produire les anticorps du virus qu’il a sécrétés.

# [ddr19800310apede] Avis aux peuples d’Europe pour un débat sur l’énergie (10 mars 1980)[[17]](#footnote-17)

|  |  |
| --- | --- |
| [bpun-ddr1-id0835\_001] On nous assure… | Ce qui est vrai : |
| 1. Que seul le nucléaire pourra prendre la relève du pétrole dans les prochaines décennies. | 1. L’uranium va manquer d’ici vingt ans. Et le nucléaire ne peut pas remplacer le pétrole dans les autos, dans les avions, pour les plastiques. |
| 2. Que la consommation d’électricité doublera d’ici l’an 2000, et que seul le nucléaire pourrait fournir le surplus. | 2. En réduisant le gaspillage actuel, on peut économiser sans douleur 20 % sur la consommation d’électricité. Pendant ce temps, le solaire, le biogaz, les éoliennes et la géothermie remplaceront le pétrole devenu trop cher. |
| 3. Que la pénurie d’énergie crée le chômage. | 3. Les pays européens ayant quadruplé leur production d’énergie depuis 1970, ont six fois plus de chômeurs. |
| 4. Que la construction des réacteurs *créerait* des milliers d’emplois. | 4. Le surplus d’énergie d’origine nucléaire permettrait de pousser l’automatisation et de *supprimer* environ 4000 emplois par centrale nouvelle. |
| 5. Que des mesures de sécurité exceptionnelles rendent pratiquement nulle la possibilité d’un accident dans une centrale… | 5. L’accident de Harrisburg était théoriquement impossible. Il s’est produit, et ce n’est pas fini. |
| 6. … et que d’ailleurs on ne fait rien sans risques. | 6. Le risque nucléaire est tel que les assurances (qui s’y connaissent) refus de couvrir plus de 500 millions de dollars par accident. Le reste étant à charge de l’État, — donc du contribuable. |
| 7. Que le nucléaire garantirait l’indépendance nationale dans le domaine énergétique. | 7. L’industrie nucléaire dépend en réalité non seulement de combustibles étrangers, mais de capitaux étrangers et de licences étrangères. Elle aggrave notre dépendance. |
| 8. Que les adversaires du nucléaire seraient des gens qui refusent l’État de droit, la société démocratique et la liberté d’entreprise. | 8. Les centrales ne sont imposées qu’au mépris des décisions des pouvoirs locaux et des résistances populaires. Elles appellent un État policier aux ordres de la technocratie. Leur politique est celle du secret et du fait accompli. Nucléaire et démocratie sont incompatibles. |
| 9. Que le nucléaire est une étape inévitable sur la route du Progrès. | 9. Cette « étape » engagerait nos descendants pour 24 000 ans, période de grand danger des déchets de plutonium. |
| 10. « Qu’on n’arrête pas le Progrès. » | 10. Si le « Progrès » s’appelle Hiroshima, Bombe H, Superphénix, Three Mile Island, Plogoff, n’est-il pas grand temps de l’arrêter ? |

Dans les pays où l’information est honnêtement faite (Autriche, Danemark, Pays-Bas…) on renonce aux programmes nucléaires. Il faut qu’il en soit de même partout. C’est pourquoi cette affiche est placardée à des millions d’exemplaires et diffusée simultanément dans tous les pays d’Europe.

# [ddr19800605isover] [Entretien] Si nous continuons dans le même sens, nous allons vers un désastre général (5 juin 1980)[[18]](#footnote-18)

## [bpun-ddr1-id1123\_016] I. À votre avis, vers quoi risquons-nous d’aller dans les 20 ans qui viennent ?

Très en gros, si nous continuons dans le même sens, nous allons vers des impasses et des explosions, vers un désastre général. Mais, je crois que personne ne pense sérieusement à continuer, sans modification, ce qui se fait. Il serait vain d’essayer d’extrapoler l’an 2000 de l’état de la conjoncture de l’an 1980. Ce qu’il faut savoir, c’est vers quoi nous *voulons* ou *pouvons* aller. Prenons les quelques points que vous mentionnez : « Nous avons successivement traité le marché — dit votre questionnaire — des appareils ménagers, des transports, le calorifugeage industriel… » Vous vendez donc du confort, de l’économie d’énergie et de la climatisation. Sur le confort, j’ai les plus grands doutes. Le confort est une conception qui est née d’une manière tout à fait obscure — à partir de ce qu’on en dit dans la publicité. Les Américains ont fini par croire qu’il était le fondement même, le but de la vie. La constitution américaine affirme pour chaque homme le droit au bonheur, et c’est devenu le droit au confort, c’est-à-dire un certain nombre de degrés de température dans les appartements (beaucoup trop élevé en général) et la climatisation (beaucoup trop basse), qui font les beaux jours des hôpitaux américains. C’est un épouvantable gaspillage d’énergie et je ne puis dire à quel point je suis contre la climatisation. Il y a beaucoup d’autres moyens de se débarrasser de cet inconvénient peu considérable qu’est l’excès de chaleur, dans nos pays.

## [bpun-ddr1-id1123\_017] II. Voici les grandes questions qui nous ont semblé essentielles pour notre avenir. Qu’en pensez-vous ? En voyez-vous d’autres ?

### Énergie

1° Nous avons supposé qu’il n’y aurait pas, quantitativement, de problème d’approvisionnement ; qu’il y aurait une augmentation importante des prix ; qu’on économiserait l’énergie pour faire des économies de devises (balance des paiements). Qu’en pensez-vous ? 2° Nous avons supposé qu’on stockerait l’énergie. Qu’en pensez-vous ?

Comme je viens de vous le dire, je pense que faire des économies d’énergie, en particulier par l’isolation, est une des tâches immédiates et à moyen terme les plus importantes pour l’industrie d’aujourd’hui. Autrement, nous irons dans des impasses et nous n’avons pas encore les moyens d’y faire face. Donc, la première chose, c’est d’isoler, de conserver, d’économiser l’énergie.

Vous supposez qu’il n’y aurait pas, quantitativement, de problème d’approvisionnement. Mais il me semble que nous sommes déjà en plein problème d’approvisionnement d’énergie, non pas que nous en manquions actuellement, mais nous sommes tout près d’en manquer par épuisement des ressources naturelles, non renouvelables, qui sont le pétrole et l’uranium. Pour le pétrole, je me suis laissé dire par des membres de la Commission du droit de la mer (ils représentent des gouvernements, sont donc responsables) qu’il y a du pétrole *offshore* pour 500 ans, la question étant une question d’écologie, à savoir : s’il est prudent de l’extraire et de s’exposer à des accidents comme Ixtoc 2.

Il semble que tout ce qu’on raconte depuis plus de 20 ans : qu’il n’y a plus que pour 20 ans de pétrole dans le monde et qu’il faut tout refaire d’après cette certitude-là, c’est de la publicité pour le nucléaire. Cela a été presque avoué par un certain nombre de grands dirigeants des industries nucléaires de différents pays.

La question de l’épuisement de l’uranium : on nous a aussi parlé de ce chiffre de 20 ans, que l’on transporte d’ailleurs inchangé à travers le temps. [J’avais fait, en 1958, une conférence à Lausanne au Congrès mondial des producteurs et distributeurs d’électricité](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1958dver/4). Je leur avais dit : « D’après tous vos rapports, il semble qu’il n’y ait plus de pétrole que pour vingt ans et c’est une crise très grave pour l’Europe. Mais il se trouve que, par bonheur, nous avons l’énergie nucléaire ».

[bpun-ddr1-id1123\_018] Les vingt ans sont passés, et il y a encore du pétrole, on en a même découvert encore plus, au Mexique par exemple. Alors, je me gratte la tête et je me demande : « Qu’est-ce qu’on nous a raconté ? » « Est-ce qu’on y croyait vraiment et qu’on se trompait ? » Mais alors c’est grave pour les appréciations futures ; ou est-ce qu’on n’y croyait pas du tout, et c’est encore plus grave, parce que cela relèverait d’une certaine politique inavouée ?

Le manque d’approvisionnement en électricité n’est pas évident dans un pays comme la Suisse. Nous en avons à revendre, littéralement, chaque année. C’est de bonne politique d’avoir une certaine marge pour les années où il y aurait moins d’eau et où il y aurait des difficultés de se procurer du pétrole. Mais il ne faut pas qu’on nous dise que nous manquons d’électricité ; nous n’en manquerons que si l’on continue à développer le chauffage électrique ou si l’on continue à ne pas mieux isoler les maisons, les appartements, [sous peine de][[19]](#footnote-19) gaspillage d’énergie électrique par le chauffage électrique qui a le plus bas rendement de tous les appareils que l’homme a faits jusqu’à présent — 5-6 % ! —, ce qu’on a appelé, à juste titre, un « crime » énergétique. Si on continue comme cela, c’est qu’on a en tête une certaine politique qui est celle du nucléaire. Là, il me semble que des industries comme la vôtre devraient insister sur la nécessité absolue, fondamentale — avant de passer à des aventures comme le nucléaire — de produire le maximum d’isolation possible, c’est-à-dire de conservation de l’énergie, puisque nous en avons assez maintenant et que toutes les extrapolations qu’on avait faites, disant que la consommation d’énergie doublerait tous les 7 ans (c’est ce qu’on m’affirmait il y a 10-12 ans à Bruxelles au Marché commun) se sont révélées fausses. Quelques années plus tard, on a passé à « tous les dix ans », c’était déjà un gros progrès. Et maintenant, c’est pure spéculation que de dire qu’on aura besoin de tant pour cent de plus d’électricité dans les dix ans qui viennent, car personne n’en sait rien.

Je cite toujours cet exemple : à la fin de l’hiver 1973-1974, qui a suivi la soi-disant crise du pétrole — ce n’était qu’une menace de crise du pétrole —, le conseiller fédéral Brugger a fait un discours à la radio, une interview et une intervention aux Chambres dans l’espace d’une semaine, [bpun-ddr1-id1123\_019] confirmant que le peuple suisse avait fait — sans y être forcé — 20 % d’économies de consommation d’électricité, par exemple en abaissant le degré de température dans les appartements, qui était beaucoup trop élevé. On chauffait jusqu’à 25℃, on est descendu à 20℃, ce qui est suffisant. Ainsi on donnait tort à toutes les prévisions sur l’augmentation de la consommation d’énergie.

Au haut de la page 4 de votre questionnaire, il est dit qu’il faut économiser l’énergie pour faire des économies de devises. À mon sens, c’est beaucoup trop étroit, cette approche du problème. Il faut économiser l’énergie parce que c’est une question de société : nous faisons fausse route en utilisant toujours plus d’énergie et en gardant dans notre tête cette croyance superstitieuse, mythologique, en la nécessité absolue d’utiliser toujours plus de tout. Nous risquons de le payer très cher, pas seulement en devises. Nous risquons de le payer par une espèce d’atrophie générale de l’énergie humaine. À force de faire croire aux gens qu’ils ont besoin de toujours plus de voitures, de toujours plus de mécaniques qui fonctionnent à leur place, de toujours plus d’ascenseurs, etc., on arrivera d’abord tout bêtement à une atrophie musculaire des générations à venir. Il paraît qu’on a déjà fait des mesures sur la faiblesse des jambes chez les jeunes Américains qui ne marchent plus. Et on découragera des ressorts profonds de l’activité humaine, qui sont tout ce que l’homme peut sortir d’énergie de lui-même. Il y a là un problème fondamental. On nous dit : la population mondiale (qui est de quatre milliards) va doubler dans les 30 ans qui viennent ; il faudra donc créer au moins deux fois plus d’énergie. C’est oublier une seule chose : quatre milliards d’hommes et de femmes de plus, cela représente beaucoup d’énergie ! Mais, on n’en tient aucun compte dans les prévisions ; on fait comme si toute l’énergie devait arriver à l’homme de l’extérieur. Eh bien, une attitude de ce genre-là est extrêmement grave pour l’avenir de la race humaine. C’est peut-être excellent pour le développement immédiat des industries, mais cela peut se payer par une décadence, une dégradation générale de la race elle-même, des hommes en général.

[bpun-ddr1-id1123\_020] Dans cette série de questions où il y a l’énergie, j’ai aussi relevé la :

### Télématique

Nous avons supposé que, d’ici à 20 ans, il existerait dans chaque logement une pièce réservée au traitement de l’information à domicile. Qu’en pensez-vous ?

Je fais toutes réserves sur le sens de « traitement ». Il me semble qu’il s’agit d’un terminal qui serait dans chaque ménage, comme on a aujourd’hui la télévision. Mais le traitement pose déjà assez de problèmes dans l’informatique sans qu’on en ajoute encore un qui serait de faire bricoler les émissions — je ne sais comment — par des gens qui n’y connaissent rien, car c’est une technique très spéciale.

L’informatique en général ne me paraît pas dangereuse en soi, mais par l’usage que les hommes, tels qu’ils sont, seront amenés nécessairement à en faire par inertie, en position passive — comme on reçoit déjà pas mal d’informations, d’images de TV. Cela me paraît aussi dangereux que de s’habituer à recevoir toute l’énergie de l’extérieur. Le « traitement » dont il est question ici par erreur (au lieu de réception) doit se faire dans notre cerveau. C’est nous qui devons retraiter tout ce que nous avons reçu. Sommes-nous en état de retraiter, de digérer toutes ces informations ? Voilà la question ! Est-ce que ce n’est pas pour le moment une pollution d’en avoir trop, comme si on était obligé tout d’un coup de manger une tonne de viande en une semaine ? C’est une pollution qui peut devenir très grave, qui peut encrasser les canaux, les mécanismes chimiques de notre cerveau. C’est une crainte que j’ai, en transposant ce qui se passe au niveau biologique ordinaire à ce niveau-là. Chacun sait ce que signifie une indigestion ou l’excès de certains corps dans les aliments, ou leur manque, mais surtout leur excès ici en Occident. Eh bien, cela me paraît extrêmement grave qu’on se lance à fond, sur une base purement technique, pour améliorer d’un millionième de seconde le temps d’accès à l’information : car notre cerveau est beaucoup plus lent que beaucoup de machines. Alors, à quoi cela sert-il qu’on lui diminue ce temps d’accès ? Cela veut dire ou bien que l’information passe sans le toucher et sans agir sur lui, ou bien qu’elle est de trop, qu’elle le brouille, qu’elle ajoute à l’obscurité ou à la difficulté de raisonner sur quelque chose. Il y a là un tas de problèmes qu’on a encore très peu traités.

[bpun-ddr1-id1123\_021] Quelques psychologues se sont mis à faire des mesures sur ces choses, mais le gros de l’effort se porte sur la recherche technologique, parce qu’il y a d’autres domaines comme celui de la guerre où il peut être très important de gagner par-ci par-là quelques millionièmes de seconde…

### Urbanisme

Nous avons supposé que les 20 ans à venir verraient un resserrement du tissu urbain afin de réduire : les distances à parcourir ; le coût des équipements collectifs. Qu’en pensez-vous ?

[bpun-ddr1-id1123\_021] Le « resserrement du tissu urbain » : si c’est pour faire pousser les villes en hauteur, c’est une erreur. Il me semble d’ailleurs que certains responsables, dans plusieurs de nos pays, en ont pris conscience : par exemple Giscard d’Estaing interdisant qu’on dépasse un certain nombre X d’étages dans les constructions à Paris et dans la région parisienne. Cela vient un peu tard, malheureusement ; ce qu’on appelle les « tours » est ce qu’il y a de plus énergivore au monde. On n’a jamais imaginé des monstres pareils pour dévorer de l’énergie (les ascenseurs, etc.). Et je ne vois pas très bien comment on pourrait encore resserrer plus les villes sinon en les faisant pousser en hauteur. Cela ne me paraît pas la solution, de même que cela n’est pas une solution de dire qu’à la fin du siècle — comme beaucoup de sociologues l’affirment encore — 4/5e de la population vivraient dans de grandes villes. On ne sait d’ailleurs plus ce que veut dire une grande ville à ce moment-là. Parce que les villes se toucheraient toutes, et comme le disait Toynbee : alors que sur les cartes de géographies d’aujourd’hui, les villes sont des points noirs entourés de campagnes, ce sera l’inverse à ce moment-là. Il n’y aura presque que du noir et de temps en temps un point blanc qui représentera les derniers terrains agricoles. Donc c’est impossible. C’est vraiment de l’utopie. Nous serons arrêtés par la force des choses, des résistances matérielles et de la nécessité de se nourrir.

Les « distances à parcourir » : cela fait partie de ce grand système qui a été instauré par Ford à partir du début du siècle avec sa première usine d’autos, fondée en 1899 seulement. [bpun-ddr1-id1123\_022] Cela a créé la possibilité d’aller à de grandes distances de chez soi pour son travail et cette distance a en retour exigé une production toujours croissante d’automobiles, pour que les ouvriers puissent aller sur leur lieu de travail fabriquer d’autres automobiles qui leur permettent d’aller toujours plus loin. On a créé à plaisir ce problème qui est devenu maintenant à peu près insoluble, qui se résume socialement par la phrase française bien connue « Métro, boulot, dodo », certains passant jusqu’à quatre heures par jour pour se déplacer, au détriment des loisirs, de la culture, de la vie affective, de l’hygiène. Donc, il ne faut pas resserrer le tissu urbain, il faut répandre les villes dans les campagnes comme le disait Alphonse Allais, c’est devenu une évidence. Je crois que tous les grands projets de ceux qu’on a appelés les « architectes visionnaires » consistent à réintroduire la nature dans les villes ou à disperser les villes dans la nature.

### Socialisation

[bpun-ddr1-id1123\_044] Nous avons supposé que, d’ici à 20 ans, un socialisme à la suédoise ou à la hollandaise aurait gagné toute l’Europe. Qu’en pensez-vous ?

Je pense que cela ne changerait rien d’essentiel à ce qui se fait aujourd’hui. Entre la conception suisse et la conception suédoise par exemple, je ne vois aucune différence de quelque importance dans l’appréciation des comportements humains, des buts de la vie humaine, des moyens d’y arriver, ni dans la conception de la production d’énergie, des rapports de l’homme avec la nature, des questions d’emploi, qui sont jugées à peu près de la même manière. Voyez les votes sur l’énergie nucléaire par exemple : il y a une très grande ressemblance entre ce qui s’est passé en Suède et en Suisse. En revanche, le Danemark et les Pays-Bas ont banni le nucléaire, alors que leur régime est au fond très voisin de celui de la Suède et de la Suisse. Il me semble que sur les points capitaux, il n’y a pour ainsi dire pas de différences entre, disons, le capitalisme, tout de même assez solidariste, que nous avons en Suisse, et le socialisme tout de même assez libéral, qui existe en Suède et en Hollande. Je pense que c’est une bonne direction en général ; mais ce n’est pas du tout suffisant parce qu’il n’y a pas de prise de position sur les points principaux : faut-il continuer à [bpun-ddr1-id1123\_023] pousser vers une productivité toujours accrue ? Faut-il continuer à masquer le fait que le développement industriel machinique, robotique, a pour fin de libérer l’homme du travail mécanique ? C’est-à-dire de créer, par son succès même, une destruction toujours accrue des emplois ?

Tant qu’on ne veut pas faire face à cela et qu’on continue à dire — comme la plupart des ministres dans tous les pays européens et américains — que le chômage sera résorbé d’ici peu, on ne fait que du bruit avec la bouche, et on le sait très bien. Je crois qu’on ne pourra pas continuer dans cette ligne d’hypocrisie sociale et de politique générale très longtemps et cela devient tout à fait évident — on publie des chiffres très impressionnants sur le nombre d’emplois supprimés à chaque progrès normal de la science, de la technologie et de l’industrie qui les traduisent aussi vite qu’elles le peuvent, parce que ça rapporte. On ne peut masquer indéfiniment ce fait. J’ai donné dans un de mes derniers livres quelques exemples (comme celui des procédés de tri postal, des expéditions postales) qui permettront de supprimer 9/10e des employés des PTT d’ici très peu de temps.

Mais on ne les applique pas parce qu’on fait du malthusianisme. À cet égard, on a peur justement de voir se développer les effets normaux, et qu’on recherchait au début, de la libération du travail humain par la mécanique. On recule devant cette évidence, parce que c’est évidemment énorme, le problème que cela pose. Qu’est-ce qu’on va faire du temps *libéré* ? Comment va-t-on donner aux gens la possibilité de ne rien faire ou de faire ce qu’ils veulent de manière créative — artisanat et toutes ces choses-là — que le machinisme a commencé par supprimer et dont l’absence se fait si douloureusement sentir ?

Je peux vous donner un exemple qui n’est pas suisse. J’habite le pays de Gex ; c’est un pays où, de Divonne à Bellegarde, on ne trouve pas un ferronnier-serrurier qui puisse vous réparer une serrure. Il y en avait un, qui est en train de travailler chez moi. Il va s’en aller et prend du travail au CERN, parce que — me dit-il — il doit payer 25 % d’impôts et 45 % de licence, de patente et autres droits qui l’empêchent de continuer son métier qu’il aimait. Le machinisme a détruit tout cela. [bpun-ddr1-id1123\_024] Il ne donne aucun moyen jusqu’ici de le remplacer. C’est un problème gigantesque qui sera le grand problème du xxie siècle s’il n’y a pas une guerre avant qui le résolve par la suppression générale de tous les problèmes. Je pense que c’est un problème que le socialisme à la suédoise nous empêche de regarder en face. Les systèmes mi-socialistes, mi-libéraux que nous avons sont des moyens de retarder l’heure de vérité, l’heure de l’explication.

### Environnement

Nous avons supposé que la dépollution, l’écologie, le recyclage des matériaux connaîtraient encore un développement important. Qu’en pensez-vous ? Sous quelles formes ?

[bpun-ddr1-id1123\_024] D’après les chiffres que je connais, il est tout à fait évident que le travail pour le maintien de l’environnement ou la lutte contre les pollutions déjà installées est un des moyens de répondre vraiment à la question de la suppression des emplois par le développement industriel. Des gens comme Amory Lovins ou d’autres, en Amérique et en Grande-Bretagne surtout, aussi à Hambourg, ont fait des études très poussées là-dessus, et il semble bien que ce qu’on appelle le combat écologique ou le maintien de l’environnement va pouvoir occuper un très grand nombre d’hommes et d’une manière plus intéressante souvent et plus saine, que le travail qu’ils faisaient comme ouvriers, manœuvres dans les usines. Je pense qu’il y a là un moyen provisoire de résoudre le problème de l’emploi, d’ici l’an 2000. Je vois ce qui se passe pour le lac Léman, c’est un problème gigantesque si on veut le sauver à temps, c’est-à-dire dans les 3 à 5 ans qui viennent. Sinon cela deviendra irréversible. Il y a là du travail pour beaucoup de monde.

Il y a un problème de recyclage important, lié à l’environnement. Le recyclage des matériaux est à prendre très au sérieux. C’est une action du même ordre, dans mon imagination, que l’isolation. C’est un moyen d’atteindre les objectifs actuels à beaucoup moins de frais, en détruisant beaucoup moins de choses, en consommant beaucoup moins de ressources matérielles. Donc c’est un moyen écologique qui maintient les équilibres et qui est réaliste, c’est-à-dire qui se modèle sur les réalités naturelles et physiques alors que pour une bonne part le travail technique, des techniques dures comme on dit, est un travail utopique, au sens étymologique [bpun-ddr1-id1123\_025] du terme *utopie* : le *u* privatif et *topos*, le lieu. Utopique est ce qui se fait indépendamment du lieu, n’importe où. C’est une chose abstraite appliquée à la réalité, tandis que le recyclage, l’isolation, les soins écologiques donnés à la nature, le respect des lois de l’écologie, tout cela est du réalisme, tout cela consiste à ordonner l’action de l’homme aux réalités, à ne pas les tuer d’abord pour instaurer à leur place un monde artificiel fait de métal, de verre, même de fibres de verre, toutes choses qui correspondent à l’utopie en général, pour l’homme d’aujourd’hui. On peut essayer de l’expliquer en disant que cela répond probablement à un besoin profond de l’homme, qui est le besoin de durer, de ne pas être soumis à la mort. Tout ce qui est vivant et naturel est soumis à la mort, la mort étant une des conditions du renouveau de la vie. L’homme a peur de la mort bien entendu. Il se dit que si, peu à peu, il substituait à ses organes des organes artificiels, si on arrivait à faire un homme presque robotisé, cela serait très bien parce qu’on vivrait toujours. C’est le comble de l’utopie. En revanche, essayer de tenir compte des lois de la santé, des équilibres naturels, c’est le comble du réalisme. Seulement cela implique de prendre en compte la mort, et c’est ce que les hommes ne veulent pas.

### Robotique

Nous avons supposé que les robots prendraient prochainement une place très importante. Qu’en pensez-vous ?

[bpun-ddr1-id1123\_025] J’en suis persuadé et je dis : hélas ! parce que les robots sont surtout indispensables dans le cas où l’on doit manier des substances radioactives. C’est le cas typique de l’utilité du robot. Puisque dans certains pays au moins on se lance à corps perdu vers l’énergie nucléaire, on aura besoin de beaucoup de robots. Ces robots auront une autre conséquence, c’est qu’ils détruiront très visiblement beaucoup d’emplois. Ils nous obligeront à faire face au problème de la destruction des emplois par la machine, devant lequel, communistes et socialistes en tête, nous faisons tous retraite aujourd’hui. Nous refusons de le regarder. Les robots nous y obligeront.

### [bpun-ddr1-id1123\_026] Progrès technologique

Le bâtiment est un secteur qui a encore très peu bénéficié des transferts technologiques. Nous avons supposé que le bâtiment ferait sa révolution industrielle dans les années à venir. Qu’en pensez-vous ? Sous quelles formes ?

Je ne comprends pas très bien pourquoi pour vous le progrès technologique s’applique surtout au bâtiment. Car il me semble que là, les plus grandes évolutions ont déjà été faites, sauf — si je comprends bien — pour des questions comme l’isolation ou l’utilisation de l’énergie dans le bâtiment. Mais, à part cela, il me semble que les prochains progrès technologiques vont concerner surtout l’informatique, la télématique, la robotique.

(L’enquêteur donne quelques éclaircissements sur la question)

Je me félicite que la préfabrication des maisons ne se soit pas développée en Suisse, car à parcourir nos villages on est frappé par l’impression de bien-être et de beauté qu’ils donnent, comparés aux villages de pays environnants et surtout aux villages industriels, aux villages nouveaux, souvent construits selon les procédés de préfabrication. Je m’en félicite, parce que cet habitat est fait pour nos climats. On pourrait certainement faire encore de grands progrès en isolation. Les questions de chauffage devraient être revues.

### Exigences croissantes du consommateur

#### 1° Confort

Nous avons supposé que les exigences de confort augmenteraient ; en particulier que, du point de vue du confort, l’habitat de qualité de l’an 2000 serait sans commune mesure avec celui d’aujourd’hui. Qu’en pensez-vous ?

Je déteste ce terme de confort, c’est un concept en caoutchouc. C’est une chose qu’on a inventée pour ne pas dire bonheur ou bien être qui serait beaucoup plus exigeante, mais non pas vérifiable. Le confort peut se mesurer en degrés de température, en espace disponible, en vitesse de la voiture, choses mesurables, mais qui sont très loin de ce qu’évoque le terme de bien-être, ou de bonheur. Je constate que pas une seule religion, de toutes celles que j’ai pu étudier, pas une seule philosophie digne de ce nom, n’a jamais eu un concept qui corresponde à celui [bpun-ddr1-id1123\_027] du confort, n’a jamais donné pour but à la vie humaine d’être « confortable ». C’est une création de la publicité. Cela a commencé dans les pays industriels, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, c’est là qu’on a inventé ce terme de « confort » que nous avons repris ensuite, et au sérieux duquel je ne crois pas une seconde.

#### 2° Qualités dans le travail

Nous avons supposé que nous assisterions à une valorisation de plus en plus grande du travail manuel (gratification de celui-ci, recherche d’un meilleur confort dans les entreprises, etc.) Qu’en pensez-vous ?

Je pense qu’une des raisons d’espérer que nous avons aujourd’hui, c’est la renaissance généralisée de l’artisanat, du travail manuel qui est au fond le travail créateur. Tous les créateurs sont des manuels, depuis celui qui fait des statues ou du modelage, ou de la poterie jusqu’à l’écrivain qui écrit à la main ou tape à la machine : tout passe par les mains. C’est très curieux que les robots soient sans mains et que leurs pinces remplacent les mains. Ils ne sont pas créateurs, ils ne font que déplacer des choses. Toute création passe par les mains. J’ai écrit dans le temps un livre qui s’intitule [*Penser avec les mains*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1972pm) ce qui voulait dire que la pensée devait être responsable de ses créations. Je citais une phrase de saint Thomas : « L’homme possède par nature la raison et une main » et une autre phrase de Goethe : « La pensée ne vaut rien pour penser », c’est-à-dire qu’il faut qu’elle passe par les mains pour devenir action. Je crois que la qualité du travail, c’est-à-dire sa créativité, doit — pour des raisons presque mathématiques, inévitables — augmenter beaucoup dans les années qui viennent parce qu’il y aura tout ce contingent de travail humain libéré, substitué par la robotisation souhaitable. Je n’ai absolument pas peur des robots. J’ai peur du fait qu’ils soient multipliés dans une société qui n’aurait pas pu résoudre ce problème !

Est-ce qu’on crée du loisir avec les machines ou du chômage ?

Il se trouve que le premier article que j’ai publié à Paris sur ce genre de question, dans le numéro 1 d’une petite revue personnaliste que nous avions créée à l’époque, et qui s’appelait [*L’Ordre nouveau*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/on), était intitulé « [Liberté ou chômage](https://www.unige.ch/rougemont/articles/on/ddr193305on) ». C’est donc une préoccupation très ancienne chez moi [bpun-ddr1-id1123\_028] (j’avais 26 ans à ce moment-là). M. Giscard d’Estaing a beaucoup insisté sur la nécessité de l’artisanat. Il ne me semble pas que là encore on ait osé trop regarder le problème en face et pousser les choses à fond. En Suisse, nous devrions faire beaucoup, car les Suisses sont un peuple d’artisans, même quand ils sont ouvriers, ils sont « qualifiés ». Il y a une qualification beaucoup plus grande du travailleur suisse comparé à ce qu’on a appelé les travailleurs étrangers avec un peu de condescendance, mais ils étaient évidemment moins préparés à bien finir les choses à la main.

#### 3° Besoin de sécurité

Nous avons supposé que le besoin grandissant de sécurité provoquerait soit un regroupement en « villages », soit l’apparition d’un « marché de la peur » (systèmes de sécurité, blindage, etc.). Qu’en pensez-vous ?

Il me semble qu’on n’a jamais répondu à la délinquance par des gadgets défensifs, mais seulement par une amélioration du régime social, du régime moral, des raisons de vivre, du bonheur des gens — pas de leur confort, mais de leur bonheur. Le « marché de la peur » est une espèce de prime à la lâcheté civique et à l’inertie, à la paresse sociale. Ce n’est pas en multipliant les gadgets autour des maisons et en tuant de temps en temps un membre de sa famille par erreur parce qu’il est rentré un soir tard, comme on peut le lire dans les journaux, ce n’est pas avec ces procédés qu’on remédiera à la vague énorme de délinquance. La délinquance a des sources qui sont connues, et il faut réduire ces sources. On a fait des calculs par des voies différentes en France et aux États-Unis, sur le rapport direct entre le nombre des étages et l’accroissement de la délinquance dans certains grands ensembles. C’est une mesure extrêmement frappante. Un des moyens de diminuer la délinquance, ce n’est donc pas d’installer des sonneries partout, mais de diminuer le nombre des étages.

#### 4° Abri antiatomique

Nous avons supposé que, dans 20 ans, chaque foyer aurait un abri antiatomique toutes les fois où ses moyens le lui permettraient. Qu’en pensez-vous ?

Je me suis aperçu que la Suisse est un des seuls pays où l’abri antiatomique est obligatoire. Aux USA qui ne croyaient qu’à cela — lors d’un voyage que j’y avais fait il y a une vingtaine d’années, j’avais eu [bpun-ddr1-id1123\_028] une discussion avec un ancien ministre américain, Adolf Berle, qui m’avait dit : « Je ne comprends pas, vous en Europe, vous fermez les yeux devant le danger atomique et vous ne faites pas d’abris. Nous, en Amérique, c’est notre préoccupation numéro un maintenant. » Et, en effet, cela a duré quatre ans ; après quoi, ils ont trouvé que cela ne fonctionnerait pas et ont cessé d’en construire. Il n’y a qu’en Suisse que l’on continue. Mais, d’après les spécialistes avec qui j’ai eu l’occasion d’en parler, l’abri antiatomique est un leurre. Les bombes nucléaires produisent des incendies tels que cela supprime la quantité d’oxygène nécessaire pour les gens qui sont dans les abris. Il faudrait que dans ces abris on puisse fabriquer de l’air et qu’on puisse y vivre dix mois, ou des années. Ce n’est pas envisageable. Donc, je n’y crois pas et je ne conseillerais pas à une industrie de se lancer dans la fabrication d’abris antiatomiques.

#### 5° Durabilité des biens

Nous avons supposé qu’une exigence grandissante se manifesterait pour une plus grande durée de vie des matériaux et des produits (par exemple que l’idée « maison à jeter » ne prendrait pas, mais que la maison continuerait à devoir être transmise aux enfants…). Qu’en pensez-vous ?

Je suis entièrement d’accord avec cette vision des choses conservatrice des ressources, et je crois qu’il n’y a rien qui soit plus précieux pour l’homme qu’une certaine continuité. C’est représenté par des maisons durables, non pas par des maisons faites pour durer vingt ans et qu’on conserve en général trente ans ; ce qui signifie que pendant dix ans on vit dans des lieux invivables. Je crois à la continuité de la tradition au moins sur deux générations. Cela me paraît essentiel qu’il y ait eu un lieu où l’on a passé son enfance, où l’on peut revenir, où l’on retrouve encore ses parents. Je crois que pour la santé d’une société, c’est indispensable. Je crois aussi que pour la conservation des ressources naturelles, on y est contraint maintenant. Prenez la question du recyclage du verre, du papier, etc. : nous y sommes contraints ; si nous ne recyclons pas le papier, si nous continuons à gaspiller les forêts comme nous le faisons, bientôt la moitié de la forêt d’Amazonie sera détruite, ce qui changera complètement le climat de l’Europe. Voilà le genre de problèmes auxquels nous sommes confrontés. Je suis donc entièrement en faveur de la conservation au maximum des ressources naturelles et humaines.

#### [bpun-ddr1-id1123\_030] 6° Utilisation du temps hors du temps de travail

Nous avons supposé que la part d’autoproduction, c’est-à-dire les travaux d’aménagement du logement par le particulier, serait importante : pour utiliser le temps disponible ; pour économiser de l’argent ; pour se substituer à des corps de métiers en voie de disparition ; pour compenser un besoin de création. Qu’en pensez-vous, en particulier pour l’isolation en « do it yourself » ?

J’en pense tout le bien qu’on en peut penser, et cela ressort nettement de mes réponses précédentes. Il est tout à fait évident que l’homme a besoin de créer, d’exprimer ce qui est en lui et qu’il ne peut connaître autrement que par les créations qui sortent de ses mains. Il y a ce besoin de création qu’il faut nourrir et on le pourra, si, grâce aux machines, il y a de plus en plus de temps disponible. Pour le moment, il faut restituer les corps de métier en voie de disparition. Cela va ensemble avec la nécessité d’une durabilité accrue des biens : pour les faire durer, il faut savoir les réparer.

### Quatre questions pour finir[[20]](#footnote-20)

Comment voyez-vous l’avenir des moyens de transport ?

Il faut multiplier les transports en commun dans l’avenir et jusqu’à l’an 2000, pour répondre au problème du pétrole et aussi du renchérissement des automobiles : la baisse commence déjà dans la vente des autos. Je pense qu’il faudra en même temps généraliser la production des petites voitures — peut-être électriques, comme il y en a dans les expositions — et des autobus à bas prix.

Europe ou région ?

Je vous réponds en deux phrases : l’Europe s’unira ou elle sera colonisée. Il y a trente ans que je le dis. C’était sur la bande de [mon premier livre sur l’Europe](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1948ej). L’Europe de l’Est est déjà plus que colonisée par les Russes. L’Europe de l’Ouest risque d’être colonisée par les Américains, si nous ne faisons pas l’Europe unie, car aucun de nos pays n’est capable à lui seul de se défendre ni contre l’un ni avec l’autre. Je pense qu’il n’y a pas à choisir entre Europe ou région, parce que l’une est condition de l’autre. Ce qui s’y oppose ce sont nos États-nations de type napoléonien centralisé, qui prétendent à une absolue [bpun-ddr1-id1123\_031] souveraineté, ne veulent dépendre de personne, se donnent pour but presque l’autarcie, en tous cas l’autosuffisance énergétique ou autres balivernes de ce genre. Il ne saurait être question d’autosuffisance dans aucun de ces domaines.

Dans le domaine de l’énergie, la France entend dépendre entièrement de ses centrales nucléaires. Or, elles sont construites d’après un procédé américain, et avec des fonds qui proviennent de neuf pays. Dans beaucoup d’entreprises nucléaires françaises comme celle de Tricastin, il n’y a même pas une majorité de fonds français : Eurodif était contrôlée jusqu’à ces derniers mois par une société Sofidif où l’Iran détenait 40 % de minorité de blocage. Ce qui a fait dire à la commission des finances du Parlement français qu’il fallait souhaiter que l’Iran et le Commissariat de l’énergie atomique français s’entendent, car sinon l’Iran pouvait bloquer tout le processus de l’énergie en France. Et c’est seulement depuis deux ou trois semaines, d’après les journaux, que la France a retrouvé dans cette société, Cogema, une très légère majorité de 51,8 % à la suite du retrait d’Italiens ou d’Espagnols — je ne sais plus !

Les États-nations, par leur prétention complètement abusive, qui ne peut pas se soutenir une seconde, à l’indépendance absolue, sont en train de bloquer d’une part le développement des régions et, d’autre part, celui d’une fédération européenne.

Je disais que l’Europe fédérée suppose des régions. L’existence de régions avec un large degré d’autonomie suppose des agences européennes avec tous les échelons intermédiaires qu’on voudra, tel que celui des fédérations nationales. Celles-ci sont, d’ailleurs, presque en majorité déjà en Europe à l’Allemagne fédérale, la Suisse fédérale, l’Espagne qui s’oriente vers un régime fédéral qui lui permettra d’entrer sans difficulté dans une fédération européenne ; ce qui ne sera pas le cas de la France, comme l’avait signalé le ministre Edgar Faure avant le référendum sur la question régionale qui a été repoussé et qui a entraîné le départ du général de Gaulle. Edgar Faure disait à la TV, à la veille du scrutin : « Il est essentiel que la France comprenne qu’elle doit se fédérer intérieurement, si elle veut adhérer sans difficulté [bpun-ddr1-id1123\_032] à une fédération européenne ! » Il avait entièrement raison, mais sa voix n’a pas encore triomphé. En Angleterre, par contre, l’idée de *dévolution*, de transfert de pouvoir aux régions et de fédération de grandes régions fait des progrès considérables.

Je pense que c’est la formule d’avenir. Les grandes affaires aussi ont été amenées à choisir des formules de décentralisation très poussées, d’autonomie des branches différentes. Je crois que là il n’y a pas de doute. Malgré l’opposition apparente et purement formelle entre le mouvement vers les régions et le mouvement vers les fédérations, on peut dire qu’il s’agit en réalité d’un seul et même mouvement.

Quelle sera la taille dirigeable des entreprises ?

*Petite*, pour la même raison que je vous ai indiquée en parlant de l’Europe ou de régions.

*Small is beautiful*, le livre célèbre de Ernst Schumacher, donne des indications importantes sur ce qu’a été fait par lui dans le National Coal Board en Grande-Bretagne, soit sur les mesures de décentralisation adoptées par la General Motors. Il s’agit de décentralisation avec une certaine dose d’autonomie. Je voyais dans les journaux l’autre jour le projet de coopération sans fusion entre Saint-Gobain et Olivetti et je retrouvais tous les termes par lesquels je décris le fédéralisme ! Il ne s’agit pas que le gouvernement fédéral se substitue aux gouvernements des régions fédérées, mais qu’il leur permette de réaliser ensemble des objets qui sont trop grands pour chacun d’eux. Les autoroutes par exemple : il est normal que cela dépende essentiellement du pouvoir fédéral en Suisse. C’est trop grand, les communes ne peuvent pas mettre bout à bout leurs petits morceaux d’autoroutes, il faut une vision plus générale à cause de la *dimension* du projet. Dans toutes les entreprises imaginables, il y a des choses petites qui doivent être réglées à leur niveau et des questions très vastes qui ne peuvent être réglées qu’à un niveau supérieur — national, continental, voire mondial.

[bpun-ddr1-id1123\_033] De même, pour les questions d’écologie, il est très clair que la plupart des problèmes écologiques sont à résoudre localement ou régionalement, le problème du Léman par exemple, le problème des lacs en général. Prenez n’importe quel problème écologique : il n’a jamais la dimension d’un État, fait au hasard, indépendamment des réalités, au hasard de l’histoire, des guerres, des traités. Les questions écologiques, c’est régional, ou c’est continental, ou c’est mondial dans le cas du sauvetage des océans.

La peur de manquer : les gens auront moins le souci d’économiser que celui de stocker. Qu’en pensez-vous ?

Je pense que ce sera une réaction normale, mais qui ne mènera pas très loin ; le stockage ce n’est pas une réponse durable et sûre. Il faut que les gens apprennent à produire eux-mêmes.

## III. Sur le plan quantitatif, y a-t-il des faits qui vous semblent mériter de notre part une attention particulière ?

### Évolution du prix de l’énergie

Il y a toutes les chances que cela grimpe tant qu’on en reste à essayer de composer avec les difficultés déjà signalées, telles que la raréfaction du pétrole, de l’uranium. Tant qu’on n’en vient pas carrément à de nouvelles formes d’énergie qui seraient chères au début, mais ensuite beaucoup moins chères. Le solaire serait la moins chère des énergies si cela se généralisait.

### Évolution du taux de l’inflation

Cela dépend de tant de facteurs ! Cela dépend de tous les rapports entre l’homme et la nature, et de savoir s’il l’exploite d’une manière rentable ou s’il détruit les ressources naturelles, les forêts pour gagner trop vite beaucoup trop. Cela dépend de tout le régime des relations avec le tiers-monde. Je ne me sens pas capable de répondre là-dessus ! Qui le peut ?

### [bpun-ddr1-id1123\_034] Exigences du consommateur

Les exigences du consommateur sont créées en grande partie par la publicité. Il faudra que l’éducation, les écoles s’y mettent et apprennent aux gens à mieux sentir et à respecter leurs véritables désirs, leurs véritables besoins. Je crois que pour ce qui est du nombre de mètres carrés pour un logement, on pourrait arriver à des *normes*, parce qu’il y a un grand invariant dans l’humanité, c’est la taille qui n’a pas changé d’une manière significative depuis des millénaires. Elle s’est un peu accrue dans les pays occidentaux à cause de la manière de se nourrir surtout dans les villes, mais depuis le xixe siècle, elle est en stagnation.

### Évolution du niveau de vie

Le niveau de vie, pour moi, n’a aucun intérêt. C’est le type même du faux problème ; il n’y a que la qualité de la vie qui importe. Il y a des gens qui avec un niveau de vie très inférieur au nôtre, selon nos mesures, sont beaucoup plus heureux, se sentent bien dans leur peau, et sont plus à l’aise dans leurs mœurs, dans leurs croyances, dans leur liberté que nous ou les Américains, avec des niveaux de vie considérables. On n’a jamais vu qu’il y a un rapport positif entre le niveau de vie très élevé et le bonheur des gens. Au contraire ! Voyez le nombre de suicides, des divorces, des maladies mentales dans nos pays riches.

### Évolution du degré d’intervention des pouvoirs publics

Il est destiné à s’accroître à la mesure exacte de notre degré de passivité civique. C’est à cause de notre passivité et c’est parce que nous n’utilisons pas nos facultés de liberté que l’État prend tellement de pouvoir. Quand on se plaint, c’est trop tard, cela n’a pas de sens, car l’État a exactement la force que lui laissent les abandons et les démissions des citoyens.

[bpun-ddr1-id1123\_034] Pour moi, l’État ce n’est pas seulement les bureaux des ministères de la capitale, les départements fédéraux à Berne ; l’État : il y en a à tous les étages, il y en a déjà dans le couple : celui qui rend les comptes, qui ordonnance les dépenses joue le rôle de l’État au niveau du couple. Il y a *de l’État* dans chacune de nos communes, il y a de l’État au niveau de la fédération. Il serait très bon qu’il y ait de l’État au niveau de l’Europe, et pour certaines fonctions — comme la surveillance des océans, au niveau mondial.

### Évolution de la part de consommation des produits en provenance de l’étranger

C’est un immense chapitre, dans lequel je ne voudrais pas m’engager. Tout ce que je voudrais dire avec beaucoup d’insistance, c’est que nous en Europe et en Amérique, dans l’Occident industriel, nous sommes en train de nous conduire comme des criminels à l’égard de beaucoup de pays du tiers-monde, en les obligeant à faire des monocultures pour l’exportation vers nos pays, à tel point qu’ensuite quand il y a une crise ou que les prix tombent, ils n’ont même plus de quoi se nourrir chez eux.

### Industrialisation de la construction

Si on continue cette évolution vers des constructions standardisées et mécanisées, de plus en plus de mauvaise qualité, on va vers des désastres sociaux, vers une délinquance délirante. Si, au contraire, on se tourne vers le développement de l’artisanat et la durabilité, la part d’industrialisation sera naturellement moindre ou elle consistera à produire des produits pour le « do it yourself » ou des corps de métier.

## [bpun-ddr1-id1123\_036] IV. Nous avons certainement oublié de poser des questions. Quelles sont celles qui, à la fin de cet entretien, vous viennent à l’esprit ?

Pour le dire en bref : à cause des *dimensions* et de l’ampleur des découvertes scientifiques, — de la technologie qui en résulte, — et des industries qui appliquent cette technologie, nous sommes arrivés à une sorte de gigantisme dans beaucoup de domaines, à des accumulations de matériaux, de capitaux, d’investissements, de machines, d’armes de dimensions telles que la moindre erreur peut devenir mortelle, pas seulement pour tout un pays, mais peut-être pour le genre humain. C’est une situation sans précédent dans l’humanité, qui a été créée par les sciences d’abord, et dont l’ampleur ne se manifeste pas seulement dans l’espace, mais dans le temps. Beaucoup de choses que nous produisons aujourd’hui risquent d’avoir des effets sur des centaines, des milliers de générations. L’exemple qui me vient immédiatement à l’esprit, c’est celui des déchets de plutonium dont on ne peut pas raccourcir la « période », qui est de 24 000 ans, de semi-activité radioactive. Cela pose des problèmes absolument insolubles devant lesquels les responsables ferment les yeux, disant simplement : on trouvera ! Le génie humain trouvera ! Je ne sais pas s’il y aura encore du génie humain quand il n’y aura plus d’hommes ! Il y a beaucoup d’autres exemples : la destruction des forêts de l’Amazonie, les sécheresses presque continentales auxquelles on assiste de plus en plus à cause de l’exploitation inconsidérée des forêts et des sols, sans aucune politique, à des fins commerciales.

Cela nous oblige dès maintenant — et la grande crise va venir d’ici à la fin de ce siècle — à renoncer à l’idée libérale, si sympathique au départ, que toute personne qui a une idée a le droit de la réaliser, que toute personne qui a trouvé un procédé nouveau peut créer une industrie et la développer d’une manière sauvage, sans aucun plan d’ensemble, sans aucun calcul de prévision des conséquences de la chose réalisée.

[bpun-ddr1-id1123\_037] Imaginez, si on avait demandé à Ford en 1900 : — « Qu’est-ce qui se passera et de quoi auront l’air les États-Unis, si vous arrivez à faire non pas quelques centaines de voitures comme cette première année, mais plusieurs millions, comme d’ici 33 ans ? » Il n’avait pas la moindre idée des résultats que nous connaissons : les villes pléthoriques et les campagnes vidées, les autoroutes, le bouleversement social et toutes ces conséquences que personne ne pouvait calculer : la pollution généralisée non seulement des airs, des eaux et des forêts, mais de l’alimentation, et la destruction de l’humus.

Nous ne pouvons plus continuer à faire n’importe quoi sans envisager les conséquences, et nous sommes maintenant condamnés à avoir une politique d’ensemble de l’industrie et des produits industriels, et des répercussions de leur production sur la nature, sur l’homme, sur la société. Je pense au nombre d’étages par exemple, et aux conséquences sur la délinquance. Nous devons avoir une politique globale. C’est une tâche qui peut nous paraître surhumaine, mais à laquelle il faut nous atteler immédiatement.

Avant de faire quoi que ce soit, il faut nous poser la question des finalités et des résultats.

La question des finalités, je ne la trouve pas du tout dans votre questionnaire, c’est-à-dire que tout repose sur l’idée que le développement va de soi. Plus on fera de choses de meilleure qualité et en plus grand nombre, mieux cela ira. Ce n’est pas sûr du tout, étant donné les dimensions que cela prend. Et l’immense répercussion latérale, c’est-à-dire les interactions par lesquelles un *système* se compose — le plus souvent au hasard dans notre cas.

Nous pouvons encore intervenir sur beaucoup de points, mais il nous faut une politique. Il y a nécessité urgente d’une politique de la technologie, de l’industrie, mais peut-être, avant cela, des recherches scientifiques. Chacun sait maintenant que les recherches scientifiques même dites « fondamentales » ne sont pas faites tout à fait au hasard. L’argument du libéralisme dans ce domaine n’est pas tout à fait honnête ; il y a certains ordres de recherche scientifique qui [bpun-ddr1-id1123\_038] sont fortement favorisés. Il y a d’énormes inégalités. L’exemple des recherches nucléaires et des recherches sur l’énergie solaire en dit long sur ces inégalités. Prenez le budget des communautés européennes de Bruxelles : il y a deux ans, il prévoyait 66 millions d’unités de compte sur la continuation des recherches nucléaires et 6 millions d’unités de compte pour les recherches sur l’énergie solaire. On voit bien que ce que l’on favorisait, et que c’étaient les recherches en rapport direct ou indirect avec la préparation à la guerre, car il est absolument exclu de nier l’interdépendance des recherches sur le nucléaire militaire ou civil, tout cela se touche, s’internourrit. Donc, il nous faut revoir ce problème au niveau philosophique, religieux. Les textes publiés récemment par le Vatican sur les limites de la technologie et de la science sont des choses très importantes et qui pourraient apporter des réponses à votre enquête. Je peux vous fournir un de ces textes, qui va très loin dans l’exigence de globaliser tous les efforts et d’envisager leurs répercussions sur l’humanité, sur la liberté des hommes. Les recherches sur la biotechnique, en génétique : on ne peut pas continuer à laisser les choses aller sans savoir à quoi cela peut mener. Le progrès scientifico-technique nous accule au dilemme : progrès moral et spirituel ou désastre global. Et chaque industrie me paraît être responsable de réévaluer — dans cette conjoncture qui devient dramatique — ses finalités et ses moyens. Ces derniers sont-ils vraiment au service de l’humanité, ou sont-ils les moyens au service du profit à court terme d’une demi-génération ?

Voilà, c’est le principal de ce qui me semble devoir être dit.

# [ddr19800605isover] L’Europe et l’environnement (28 juin 1980)

Aqua Viva, communauté nationale d’action pour la protection des cours d’eau et des lacs, a tenu son assemblée générale le 28 juin 1980 à Lausanne ; le Léman a été au cœur des préoccupations des participants à cette réunion. De la projection du film remarquable de l’équipe de Temps Présent de la télévision romande : *Le Léman, une agonie surveillée*, à la présentation de l’Association pour la sauvegarde du Léman (ASL), de la table ronde regroupant des spécialistes du lac (pêcheurs, scientifiques, et un représentant de la Commission internationale du Léman) ; de la discussion qui a suivi, à l’allocution de Monique Bauer-Lagier, mettant en évidence avec clarté la difficulté qu’il y a à transposer du plan pratique au plan politique la compréhension des problèmes qui composent la trame de la vie — en l’occurence la pollution du Léman découlant de l’usage des phosphates dans les lessives, usage qui devrait être interdit — les participants ont eu un tableau complet de la diversité des problèmes qui touchent à la sauvegarde du Léman, et se sont quittés confortés dans l’idée que leur action est utile, et l’espoir et la volonté de continuer leurs efforts.

Dans son intervention, Denis de Rougemont a parlé des responsabilités de l’Europe, tant sur son propre territoire que par la diffusion de sa culture et l’exemple qu’elle propose au monde. Arcadie a le privilège de publier ce texte, et en remercie son auteur.

« Tout est venu à l’Europe, et tout en est venu, ou presque tout », a écrit Paul Valéry. Cette phrase n’est pas seulement capitale pour l’histoire des civilisations : elle nous charge, nous Européens, d’une responsabilité planétaire. Essayons de la mesurer.

## I

L’Europe a inventé la technologie dure et l’industrie lourde, les machines, la machine-outil, l’auto et l’avion, l’électricité et l’électronique, l’espionnage universel par satellites, etc.

Cette civilisation s’est répandue sur toute la Terre, sous le nom général de Progrès, — et ce Progrès, sans discussion possible, est *mesurable*. En effet :

— Un siècle de cette civilisation a suffi pour *vider les campagnes* et créer, en Occident seulement, une vingtaine de mégalopoles de 4 à 13 millions d’habitants, — entassements humains qualifiés aujourd’hui d’invivables par leurs habitants, d’ingouvernables par leurs magistrats, et dont la plupart sont en faillite virtuelle : *Progrès*.

— La moitié selon les uns, les trois-quarts selon d’autres, des *réserves d’hydrocarbures* accumulées dans l’écorce terrestre par des dizaines de millions d’années de réactions naturelles, ont été épuisés en 80 ans par ¼ seulement de l’humanité, au mépris du tiers-monde et des générations futures, qui n’en auront plus : *Progrès*.

— La même civilisation occidentale a produit *deux guerres mondiales* qui ont fait environ 40 millions de morts, — Progrès extraordinaire sur Morgarten, sur Fontenoy surtout, sur Austerlitz et sur Solférino, qui ne tuèrent guère plus de 2000 hommes pour la première, ni plus de 80 000 pour la dernière : *Progrès*.

— La civilisation occidentale a inventé au xxe siècle la *bombe nucléaire* qui promet de faire d’un seul coup vingt fois mieux que Solférino.

— Elle a permis à quelques hommes enveloppés dans beaucoup de caoutchouc de faire quelques pas sur la lune, à 80 millions de $ le pas, pour s’assurer que c’est plutôt triste, — mais quel *Progrès*!

— Elle a provoqué un développement du tiers-monde qu’on a pu mesurer l’an dernier au moyen d’un indicateur qui ne saurait tromper : 18 millions d’enfants morts de faim en 1979. *Progrès*.

— Enfin, la civilisation techno-industrielle née en Europe a permis un tel perfectionnement des armes de guerre que, moyennant un budget qui n’a pas dépassé 400 milliards de $ en 1979, il est possible d’affirmer désormais que la prochaine guerre mondiale sera vraiment la dernière, — et cela non pas faute de patriotisme, mais faute de combattants, tout simplement. *Progrès*.

Je sais bien que nos chefs d’État, hommes politiques, politiciens et chroniqueurs nous répètent à l’envi « qu’on n’arrête pas le Progrès ». Ils paraissent oublier que ce cliché dérisoire, Gustave Flaubert le mettait dans la bouche des deux imbéciles sublimes qu’il a nommés Bouvard et Pécuchet. Voilà pour la sagesse des peuples et des chefs qu’ils se sont choisis.

## II

Eh bien, le problème majeur, pour l’homme du xxe siècle finissant, c’est justement d’arrêter ce Progrès-là et toutes affaires cessantes, de stopper ses plus récentes manifestations en Europe, à travers elle, et *par sa faute*, dans le monde entier.

Commençons donc chez nous ! Cela *seul* peut convaincre. Le tiers-monde ne croit pas nos sermons. Il ne croira que notre exemple, et encore : à condition que ce soit une réussite !

Parmi les maux que l’Europe a créés et dont elle fut la première à souffrir, j’en nommerai six seulement — il y en a des centaines.

1. *Le cancer par l’environnement*. Le cancer est aujourd’hui reconnu comme résultant pour 60 % à 90 % de notre environnement industriel, pénétré par « un demi-million de substances chimiques » et dix mille de plus chaque année. « La plupart sont sans aucun doute cancérigènes, surtout en combinaison qu’il est impossible d’expérimenter toutes. »[[21]](#footnote-21)

2. *La perte des sols*. La surface de terrain cultivée par habitant de notre globe aura diminué de moitié à la fin du siècle. Six cents millions d’hectares de terre cultivable auront été détériorés par l’érosion des sols, la salinisation, la progression urbaine, tandis que la population mondiale aura doublé.

La révélation de cette stérilisation de la terre, qui constitue peut-être la nouvelle la plus sensationnelle du siècle, a passé pratiquement inaperçue. Sur elle, pourtant, devrait se fonder la politique de notre génération.

3. *La pénurie d’eau potable*. Selon une étude de la Commission économique pour l’Europe, l’eau des rivières et des nappes souterraines est déjà insuffisante pour les besoins de plusieurs de nos pays. L’Allemagne et la Belgique sont déjà importatrices d’eau. Alors que les réserves diminuent, la demande croît : il faudra recourir à l’eau salée pour refroidir les centrales nucléaires, d’où accroissement des activités économiques sur les zones côtières, d’où nouveau risque de déséquilibre écologique sur le littoral déjà fragile à cet égard. D’autre part, lacs, rivières et fleuves sont gravement menacés par la pollution industrielle : le Rhin, « poubelle de l’Europe », déverse dans la mer du Nord 60 000 tonnes de déchets par jour.

4. *Les produits nocifs dans l’alimentation*, qui la dénaturent sous prétexte de la « conserver », c’est-à-dire pour la vendre plus longtemps. Cela concerne en premier lieu les chapitres du cancer, du rachitisme, et de la mortalité infantile.

5. *L’extinction d’espèces animales et végétales*. Pour l’Europe du Nord : harengs, baleines, insectes nécessaires à la pollinisation, hannetons, papillons, etc. La péninsule Ibérique et les Balkans possèdent encore la flore la plus riche d’Europe, mais dans ces deux régions, deux cents à trois cents espèces sont menacées d’extinction.

6. *Les mégalopoles invivables* de 4 à 13 millions d’habitants, livrées à la délinquance produite par les grands ensembles, pollués et polluants (air et eaux), et dévoreurs d’énergie (tours, embouteillages, publicités lumineuses, etc.).

*Mais si l’on connait si bien les maux, pourquoi n’arrive-t-on pas à les guérir ?*

Dans la très grande majorité des cas de pollution ou de gaspillage, les remèdes ou les moyens de prévention sont connus. Mais une série de *résistances et d’obstacles organiques*, dans nos sociétés de type européen, freinent leur application ou la rendent inopérante.

a) *Résistance des industries*. La réduction des pollutions augmente les coûts et les délais de production. La politique des grandes firmes consiste donc : à nier les dégâts (« Ce sont des bobards de gauchistes ») ; à les minimiser (« On exagère », « On fait le jeu des Soviets », « Nos experts ont démontré… ») ; à tourner les règlements édictés par les États ; à annoncer que « désormais » toutes les précautions sont prises, et même à en prendre quelques-unes, mais si ces précautions s’avèrent trop coûteuses, à exporter dirigeants et machines, licences et pollutions dans des pays où la règlementation est moins sévère, voire inexistante — quitte à créer du chômage dans le pays d’origine et des nuisances du type Seveso dans le pays d’accueil.

b) *Résistance des États*. Le jeu est le même, à ceci près qu’au lieu d’exporter la pollution, l’État, qui ne peut plus la nier, prend à sa charge les indemnisations, puis les mesures de prévention, puis le contrôle des règles « strictes » édictées par son ministre de l’Environnement après dix ou quinze ans d’abus devenus insupportables. Ce qui revient à faire supporter les frais de la pollution par ses victimes réelles ou potentielles, c’est-à-dire les contribuables, plutôt que par ses auteurs, qu’il ne faudrait pas indisposer… Au reste, les frais de récupération de lacs, de fleuves, de littoraux déjà fortement compromis sont tels que l’on comprend que l’État hésite. Pour nettoyer le bassin du Rhin, de Strasbourg à Rotterdam par exemple, il faudrait un milliard de francs français par an. *Comment trouver cette somme dans un budget déjà si lourdement obéré par l’aide aux firmes polluantes, mais qui travaillent pour la défense nationale* ?

Nos États réagissent comme un malade qui invoquerait l’*habeas corpus* pour interdire qu’on lui arrache une dent cariée ou qu’on lui impose une quarantaine avant qu’il aille porter sa contagion chez le voisin.

Les motifs de la *non-application* des mesures écologiques prises par les gouvernements, du *sabotage* des mesures préventives contre les effets chroniques des pollutions de tous ordres, ou de *refus officiel* de coopérer sur le plan international, relèvent donc tous d’une priorité accordée aux profits économiques d’une part, aux « nécessités de la défense nationale » d’autre part.

Ce qui nous conduit à la conclusion que les menaces accumulées contre la nature et l’environnement humain par la civilisation industrielle ne pourront être surmontées que dans la seule mesure où seront surmontés les dogmes du profit financier privé et de la souveraineté absolue des États, *en tant qu’ils sont considérés comme les critères ultimes* de toute action politique, sociale ou militaire.

Si les Européens n’arrivent pas très vite à comprendre que le réalisme consiste à prévenir les écocatastrophes imminentes, non pas à flatter les vanités nationales, la crise actuelle est sans issue.

## III

*Quelles sont alors les solutions européennes* ?

Parmi les mesures à la fois écologiques et économiques qui s’imposent sans discussion à nos populations, voici quelques exemples des tâches écologiques les plus généralement tenues à la fois pour urgentes et pour réalisables :

1. La Commission des communautés a demandé à ses services d’établir un *plan européen de l’eau* qui permettrait d’intervenir dans certains projets de gestion des eaux, d’intérêt commun pour plusieurs États. L’une des premières tâches européennes est en effet la sauvegarde des lacs, rivières et fleuves pollués. (Exemples : le lac Léman pollué au mercure et au phosphore, et fortement eutrophisé ; le Rhin, pollué par cinq pays ; les estuaires transformés en aéroports et en docks pour pétroliers, d’où destruction de la faune marine, etc.)

2. *La lutte contre l’accroissement de la concentration* de CO2 dans l’atmosphère, qui pourrait entraîner la fonte des calottes polaires, d’où une élévation du niveau des mers suffisante pour noyer toutes les villes portuaires du monde occidental.

3. *La protection de la couche d’ozone*, par interdiction des aérosols, limitation des vols supersoniques et des engrais azotés.

4. *Le contrôle sévère des produits chimiques* : détergents, insecticides, colorants, agents conservateurs des produits alimentaires, etc.

5. *L’abandon des surgénérateurs* au profit des sources d’énergie solaire, éolienne, géothermique, biologique. L’option en faveur des surgénérateurs serait en effet irréversible : les surgénérateurs créeraient des tonnes de déchets radioactifs à traiter et à surveiller sans relâche jusqu’à l’extinction de leur activité, que rien au monde ne peut accélérer d’une seconde. Il est trop clair qu’aucun gouvernement existant ne saurait s’engager à assurer cette gestion pendant 240 000 ans : aucune civilisation jusqu’ici n’a duré plus de 4000 ans.

6. *L’arrêt immédiat de la production de substances chimiques nouvelles* (du genre DDT ou plutonium) dont on ne saurait pas démontrer expérimentalement qu’on maîtrise les moyens de les éliminer sans dommages pour l’environnement ou pour les humains.

7. *Le sauvetage des espèces animales* : baleines, phoques, éléphants, tigres, ocelots, etc., etc., menacés d’extinction à tout jamais irréparable.

8. *L’arrêt du bétonnage des campagnes* : 18 % du sol des Pays-Bas est déjà bétonné, et ce sera 25 % avant la fin du siècle. À quoi serviront les autoroutes quand l’essence coûtera vingt fois plus qu’aujourd’hui ? La mise à l’étude immédiate de formules de substitution à l’auto (et par suite peut-être aux autoroutes) devrait être une des tâches prioritaires d’une autorité fédérale européenne.

Ces remèdes, pour agir, appellent deux conditions fondamentales :

a) La formation d’*institutions régionales*, plus petites que la plupart de nos États nationaux, et mieux adaptées aux réalités locales, dont la diversité précisément est l’un des caractères distinctifs de l’Europe.

C’est au niveau régional, et là seulement, que peuvent être réalisées avec efficacité les mesures écologiques contre la pollution des eaux (nappes phréatiques, lacs, rivières), pour la production d’énergie solaire, éolienne, géothermique ou biologique, pour la protection des sols et des forêts, la défense des paysages et des monuments, etc.

b) La formation d’*agences fédérales* de compétence continentale, seules capables de planifier des mesures de très grandes dimensions : protection de la couche d’ozone, protection des mers et des fleuves internationaux ; contrôle des produits alimentaires qui circulent en import-export dans tous les pays ; interdiction des surgénérateurs par accord international ; substituts à l’auto et aux autoroutes ; normalisation des règlements antipollution.

Des institutions mixtes seraient amenées à traiter, par exemple, de problèmes d’urbanisme, de sols, de mers, ou de sauvetage des espèces.

Ces conditions de réalisation de mesures conservatoires de l’homme, de la nature, des villes, et de leurs interrelations équilibrées, excluent absolument le recours automatique à la « souveraineté nationale absolue » et au principe sacro-saint de la « non-ingérence », principes que l’on oublie d’ailleurs d’appliquer quand on crée des menaces de pollution contre un pays voisin. Principes qu’oublient les pollueurs du Rhin et les constructeurs de centrales nucléaires près des frontières…

L’humanité d’aujourd’hui et de demain ne peut accepter que les États invoquent leur « souveraineté » pour se soustraire à des obligations écologiques vitales, sous prétexte que celles-ci se trouvent être, le plus souvent, selon leur nature et leurs dimensions, continentales, transfrontalières ou régionales.

*Changer de cap*

Certes, il n’est pas question que tous les citoyens et citoyennes de nos pays se transforment en savants écologistes. Ce qui est requis par la crise actuelle, impérieusement, c’est que les femmes et les hommes d’Europe, les plus conscients de leur devoir civique, s’habituent à *subordonner le « progrès » matériel au bien-être moral*, le profit immédiat de quelques-uns aux chances de bonheur de chacun, la « défense nationale » à la paix, l’énergie aux buts du travail qu’elle est censée servir ; et les mythes nationalistes aux réalités quotidiennes.

## IV

Un dernier mot au sujet du Léman, héros si grièvement blessé de cette journée.

Dans bien des cas — régions côtières, fleuves, centrales nucléaires —, les responsables de la pollution et des catastrophes qui en résultent sont les États, pour autant qu’ils couvrent les grandes compagnies polluantes, ou négligent d’appliquer les règlements auxquels ils sont tenus et les traités internationaux qu’ils ont signés.

Dans le cas du Léman, ce sont bien moins les États prétendus *souverains* que les peuples *riverains* qui me paraissent responsables.

Autant je suis persuadé que, pour résoudre les problèmes que posent le Rhin, la navigation au large de la Bretagne des pétroliers et des cargos chargés de déchets radioactifs, ou le bassin de la Méditerranée, c’est un accord de type fédéral entre nations ou entre régions qui se voit requis, — autant je suis certain que dans le cas du Léman, *c’est de l’attitude, des choix, et de l’action des citoyens que tout dépend*.

Comme le fait voir d’une manière si frappante le film sur *L’Agonie surveillée du Léman*, la pollution de notre lac n’est plus seulement le fait de grosses industries qui ont été contraintes par le Conseil fédéral à prendre des mesures drastiques de protection des eaux ; elle est bien davantage le fait de la population tout entière du « bassin versant » : Valaisans, Vaudois, Gessiens et Genevois d’un côté, Savoyards de l’autre. La pollution du Léman, elle est le fait de nos comportements quotidiens, de nos modes de vie, du refus de sacrifier nos intérêts à courte vue à l’indispensable solidarité régionale, de notre crédulité devant la publicité et de nos ignorances, certes, mais encore plus, de notre inertie civique.

La vie ou la mort du Léman, ce n’est pas de l’État que cela dépend, mais bel et bien, et avant toute action concrète, de notre attitude intérieure et des finalités de notre vie.

Ma conclusion sera donc à la fois un appel et une constatation qui nous engage : *l’avenir du Léman, c’est notre affaire* !

# [ddr19800918ecoropa] Un cap de nouvelle espérance pour le navire désemparé de notre société occidentale (18 septembre 1980)[[22]](#footnote-22)

[bpun-ddr1-id0845 \_005] I. Nous sommes ici, une fois de plus ensemble, pour essayer de formuler les principes de cohérence de chacun des deux systèmes antagonistes qui s’affrontent dans le monde d’aujourd’hui : l’un qui gouverne en fait, qui veut la puissance et qui l’a, et qui peut donc en abuser ; l’autre qui voit à quels désastres non seulement humains, mais cosmiques nous mène nécessairement cette volonté de puissance, mais qui ne peut que *discourir*, presque rien *faire*, parce qu’il ne dispose pas des moyens d’imposer sa vision, son savoir, sa sagesse, parce qu’il ne dispose pas des mass médias, des finances et de la police.

Nous sommes ici pour formuler une fois de plus les relations inévitables entre valeurs morales, procédures politiques et finalités de l’économie ; entre l’homme créateur et la nature productrice ; entre les formes de l’État et la satisfaction des désirs humains ; entre les régions et les rendements énergétiques, etc. ; c’est-à-dire que nous sommes ici pour affirmer une fois de plus l’irréductible opposition entre le système régnant des nations souveraines, de la *centralisation étatique* et de l’épuisante *énergie nucléaire*, système qui comporte et implique la guerre, et le système seul désirable et seul viable : celui des *régions fédérées*, et des *énergies solaires inépuisables*, celui qui conduit à la paix, ou qui, du moins, la rend possible.

Je dis bien qu’il n’y a dans notre société que deux systèmes de valeurs radicalement antagonistes : celui qui vise d’abord et peut-être même en fin finale à la *Puissance* ; et celui qui vise d’abord et surtout en fin finale, à la *Liberté*.

Dans tous mes livres, j’ai poursuivi une impatiente méditation sur ces deux thèmes, et ce n’est qu’avec [mon dernier livre, sur l’*Avenir*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1977aena), que je suis arrivé à une formule assez simple pour me convaincre, et que voici :

— *la Puissance, c’est le pouvoir que l’on prend sur autrui*.

— *la Liberté, c’est le pouvoir que l’on prend sur soi-même*.

[bpun-ddr1-id0845 \_006] II. Il me paraît très important de porter maintenant notre réflexion écologique sur l’économie, et de vérifier que, dans ce domaine aussi, les écologistes ne peuvent manquer de trouver un langage spécifique, pour des analyses analogues et surtout, pour des projets communs.

Les conférences que vous allez entendre en seront témoins, j’en suis sûr : qu’il s’agisse de celle de mon collaborateur et ami Orio Giarini, de celle de René Passet dont [*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond) publiait il y a quelques jours une interview d’une extrême densité et à mon sens entièrement convaincante, de celles enfin de Georgescu-Roegen et d’Ivan Illich, toutes convergent : l’économie doit être faite pour l’homme et non l’homme pour l’économie.

Or l’homme vient de changer au xxe siècle plus vite qu’il n’a changé depuis vingt siècles.

Les membres d’Ecoropa ne sont pas les seuls à en tirer des conséquences à bien des égards révolutionnaires, telle que celle des rendements décroissants de la technologie, des *dés*économies d’échelle, de la correspondance organique entre complexité et stabilité, entre diversité et possibilités d’union…

III. *Mais après ?* Ce consensus devrait se traduire au plus vite en mesures concrètes dans nos sociétés actuelles, où sont en train de s’organiser des désastres très exactement calculables…

Mais rien n’annonce une telle évolution. Bien au contraire ! La toute récente conférence internationale sur l’énergie, à Munich, a fait voir à quel point les dirigeants politiques et économiques de nos États-nations sont encore extrêmement et comme naïvement prisonniers des valeurs du xixe siècle : rentabilité – profit – quantité – centralisation à tout prix – en vue de la guerre.

[bpun-ddr1-id0845 \_007] Les valeurs du xixe siècle se prolongent parmi nous malgré tout ce qui les nie, d’Hiroshima à Téhéran. *Il est tard en Europe*. *Il est très tard* !

Je propose que notre prochaine rencontre, aussi prochaine que possible, soit consacrée à l’examen des mesures tactiques et stratégiques, susceptibles de tirer un parti constructif des catastrophes d’ores et déjà inévitables.

Nos recherches et nos discours ne peuvent à peu près rien changer dans l’immédiat. Seules, les catastrophes prochaines — à condition qu’elles ne soient pas totales, évidemment — pourront secouer l’inertie générale, changer l’état d’esprit des responsables (ou des irresponsables) qui nous gouvernent et des masses qui les suivent aveuglément.

Et c’est à ce moment-là qu’un mouvement comme le nôtre pourra trouver sa chance *d’agir*, c’est-à-dire d’orienter ou de réorienter le cours réel des évènements. Je vois le rôle futur d’Ecoropa comme celui d’une équipe de premiers secours, intellectuel et imaginatif, *first aid team*, capable de faire voir immédiatement les raisons et les conséquences de ces avertissements par le désastre, capable surtout de faire voir de nouveaux buts pour le progrès humain, et de fixer un nouveau cap, un cap de nouvelle espérance pour le navire désemparé de notre société occidentale.

# [ddr19801111gipri] Discours pour l’inauguration du GIPRI (11 novembre 1980)[[23]](#footnote-23)

[bpun-ddr1-id0847\_006] Permettez-moi de corriger d’abord l’erreur qui s’est glissée dans le titre de mon intervention de ce soir[[24]](#footnote-24) : ce n’est pas d’un enjeu *moral,* mais d’un enjeu *global* que je vais vous parler. Et vous verrez tout de suite pourquoi.

Autrefois, les enjeux des guerres étaient limités : on avait décidé de s’emparer d’une province ou d’une ville, de venger un affront fait au roi, de défendre la liberté d’un pays. Ce n’est guère qu’à partir de la Révolution française que les enjeux deviennent idéologiques : c’est pour la liberté que l’on combat, contre les tyrans (la Convention de 1792 déclare la guerre « aux rois d’Europe »). Au xxe siècle ce sera pour l’idéal fasciste ou raciste contre les démocraties décadentes, pour le socialisme contre le capitalisme, etc. Ces enjeux étant mal définis, mal vérifiables, mal limités, ils tendent vers l’illimité, et la guerre elle aussi tend à devenir non limitée et donc totale.

Mais l’intervention de la Bombe le 6 août 1945, à Hiroshima, va transformer radicalement la nature et le sens de la guerre.

À cause de la puissance des armes qu’on ne cesse d’inventer et de produire, la Bombe A, la Bombe H, ces dinosaures déjà, et toute la suite : fusées nucléaires stratégiques et tactiques, missiles balistiques intercontinentaux à têtes multiples, bombes à neutrons, armes à faisceaux de particules ou faisceaux laser, ces « rayons de la mort » de la science-fiction, sans compter les armes bactériologiques et chimiques qu’on expérimente en secret — à cause de tout cela dont on ne voit pas le terme, l’enjeu d’une guerre demain sera nécessairement la domination globale, totale et définitive de l’humanité, mettant fin à l’histoire, pour autant que celle-ci est l’histoire des conflits entre les peuples ou leurs États, et y mettant fin par l’anéantissement non pas des armées, mais des peuples.

Il se peut que cette vision d’apocalypse soit le fruit d’une évaluation exagérée de la puissance des armes nouvelles. Ce ne serait pas la première fois que l’on commettrait une erreur de cet ordre. Hegel pensait que Napoléon imposerait une fin à l’Histoire parce qu’il avait le plus grand nombre de baïonnettes. Juste avant la dernière guerre, j’ai entendu à Paris un philosophe marxiste soutenir que Hegel s’était trompé : c’était en vérité Staline qui allait mettre un terme à l’histoire, parce qu’il avait le plus grand nombre de mitrailleuses.

[bpun-ddr1-id0847\_007] Aujourd’hui, ce qui est invoqué, ce sont bien sûr les armes nucléaires, avec beaucoup moins de chances d’erreur, car elles ne sont pas simplement deux fois ou dix fois plus puissantes, mais 100 000 fois, ou un million de fois plus puissantes que tout ce qui avait jamais été connu avant la bombe d’Hiroshima.

[J’ai demandé un soir à Einstein (la seule fois où je l’ai vu, c’était en 1947 à Princeton)](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1946-1948/ddr19470809pp) : « Que pensez-vous qu’il resterait de l’humanité au terme d’une guerre atomique ? » Il m’a dit : « Probablement une vingtaine de millions de survivants dans des angles morts. »

Si l’enjeu de la guerre demain devient total, global, à cause de la puissance des armes utilisées, alors nous sommes en pleine aberration, nous entrons en démence pure, car un enjeu total ne peut qu’être perdu : la « victoire » de l’un des camps — peu importe lequel — ou un échange de coups au but, équivaudrait en fait à l’anéantissement de l’humanité civilisée.

Même si de telles extrémités ne sont pas atteintes, il est certain que *tout* y prépare aujourd’hui, et que l’idée d’un cataclysme terminal n’est plus jamais absente de notre esprit, quand nous imaginons l’avenir, celui de l’humanité, ou le nôtre en elle, ou en tout cas celui de nos enfants et petits-enfants.

Mais dans la mesure où la guerre a changé de nature et d’enjeu, les attitudes pour ou contre la guerre doivent changer, elles aussi, radicalement.

Avant le 6 août 1945, face à la guerre, on était militariste ou antimilitariste, mais dans la guerre demain, où seront les militaires ? Tout se jouera sans eux et par-dessus leur tête, au mieux ils seront enterrés avec la tourbe des civils, dans des abris d’ailleurs inefficaces, où ils mourront ensemble, en convivialité pour ainsi dire…

Avant le 6 août 1945, on pensait avec Clausewitz, ce contemporain de Napoléon, que « *la guerre est un conflit de grands intérêts réglé par le sang* ». Mais en lisant dans [*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond) du 28 octobre un article intitulé « Le marketing de combat », l’on [bpun-ddr1-id0847\_008] s’aperçoit que « les conflits de grands intérêts », réglés non par le sang, mais par le fric, sont les seuls aujourd’hui à utiliser et à prendre au sérieux les règles de la stratégie guerrière à la Clausewitz, cependant que la guerre nucléaire ne met en jeu ni sang ni gains, mais l’ensemble des moyens technologiques créés par l’homme pour rendre la Terre inhabitable.

Avant le 6 août 1945, ou bien on louait les vertus de courage, d’héroïsme, d’abnégation patriotique et surtout de *virilité* qui étaient l’apanage de l’armée, c’est-à-dire des militaires ; ou au contraire on rappelait le commandement du Décalogue : « Tu ne tueras point ».

Depuis le 6 août 1945, cette opposition est devenue sans objet, puisque la guerre, désormais, se fera sans militaires ou presque. Voici ce qu’en pense et qu’en publie le 20 avril 1946, le général anglais J. C. Fuller, l’un des meilleurs critiques militaires de l’époque :

La stratégie, le commandement, le courage, la discipline, le ravitaillement des troupes, l’organisation et toutes les qualités morales et physiques ne comptent plus devant une haute supériorité d’armement. S’il fallait parler chiffres, nous dirions que le facteur armement entre pour 99 % et les autres facteurs pour 1 % dans la victoire. Mais la conception actuelle de l’armement devient absurde. Dans la bataille « atomique », le nombre des combattants est réduit à un strict minimum. Ce principe deviendra absolu quand la bombe-fusée atomique aura été mise au point. Alors le soldat ne sera plus que le spectateur effrayé d’une guerre menée par des robots. La victoire appartiendra à celui qui disposera du plus grand nombre de bombes.

Quelle place y aura-t-il dans une guerre de laboratoires pour les tanks, l’artillerie, l’infanterie, pour les fortifications, les voies stratégiques de chemin de fer, pour les académies militaires, les écoles d’officiers et pour les généraux de terre et de l’air, les amiraux ? Aucune. Ne voyez là aucune exagération.

Personne ne saura ce qui se passe au-dessus de sa tête. Personne ne saura qui combat et contre qui (et pourquoi !) La guerre se poursuivra dans une sorte d’exaltation belliqueuse, jusqu’au moment où le dernier laboratoire sautera.

[bpun-ddr1-id0847\_009] S’il reste encore des vivants sur la terre, une conférence sera très certainement organisée pour décider qui est le vainqueur et qui est le vaincu".

Un an avant dans mes [*Lettres sur la bombe atomique*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1946lba1/3), j’avais écrit :

La principale victime de la bombe atomique a été la guerre, qui en est morte en trois jours. Sous sa forme militaire — c’était la guerre tout court — elle a moins de chances de renaître et moins d’avenir que les ordres de chevalerie.

Je ne dis pas que les conflits vont cesser ; que les forts vont renoncer à se montrer forts, ou les faibles à s’agglutiner pour les abattre ; que les classes vont se fondre, les frontières s’évanouir, les gangsters de tous ordres modérer leurs ardeurs ; que les microbes font faire la paix avec les globules blancs, et les tigres devenir végétariens. Mais je dis que les militaires n’ont plus qu’à se consacrer aux sports. Que la guerre n’est plus leur métier. Et que par conséquent il n’y aura plus de guerre au sens classique et multimillénaire du mot.

« Il y aura toujours des guerres », nous disaient-ils. Sans doute. Mais ce ne seront plus les leurs, les « vraies », les héroïques, costumées et casquées, avec mouvements tournants, percées au centre, retraites stratégiques, mordant de l’infanterie, ordres du jour électrisants et grands chefs adulés par des effectifs considérables. Il faut en prendre son parti, l’ère des militaires a pris fin le 6 août à Hiroshima… Les capitaines au grand cœur et les armées en bel arroi qui s’avanceraient avec une mâle vertu au-devant de la bombe atomique, nous reviendraient après quelques minutes sous forme de buée légère. N’insistons pas : l’appareil militaire qu’ont chanté les Déroulède de tous les temps, appartient en principe aux musées, depuis le 6 août.

La guerre demain sera purement subie, n’appellera ni ne permettra aucun courage, aucune attitude virile, nulle impétuosité combative, mais au contraire évacuera la possibilité même de tout cela. Cette évacuation des vertus militaires par les armes nouvelles est une des conséquences inévitables de nos budgets de défense nationale : nos militaires y ont-ils songé ? Et nos antimilitaristes ? *Le danger est le même pour les uns et les autres*.

[bpun-ddr1-id0847\_010] Tous ensemble, il nous faut aujourd’hui prendre conscience de la réalité d’une guerre demain, et de ce qui la prépare aujourd’hui : j’entends le système constitué par une économie, une technologie et une science sans freins spirituels, sans respect de la vie, au service d’une classe politique qui sacrifie l’avenir humain aux exigences de sa réélection ou de son idéologie.

Il y a quelques années, le célèbre économiste américain John Kenneth Galbraith avouait être l’auteur pseudonyme d’une préface au *Rapport* plus ou moins apocryphe intitulé *La Paix indésirable*, rapport qu’il attribuait à une commission plus ou moins gouvernementale, et dont il résumait avec une ironie dévastatrice les conclusions :

La guerre offre le seul système digne de confiance « pour stabiliser et contrôler » les économies nationales ; elle est la source de l’autorité politique qui assure la stabilité des gouvernements ; elle est sociologiquement indispensable pour assurer le contrôle « de dangereuses subversions sociales et des tendances destructrices antisociales » ; elle remplit une fonction malthusienne indispensable ; elle a longtemps fourni la motivation fondamentale et la source des progrès scientifiques et techniques.

Je me résume : il n’y a pour nous, en cette fin du xxe siècle, qu’un seul moyen de gagner la guerre demain, c’est de ne pas la faire, c’est de la rendre impossible.

Une première condition : ce sera de l’*imaginer*.

Et je voudrais vous lire ici quelques lignes du dernier livre publié juste avant sa mort l’été dernier par Maurice Genevois, cet auteur qui avait décrit mieux que personne, pour les avoir vécues, souffertes dans sa chair, les horreurs de la guerre à Verdun :

S’il est vrai que « gouverner c’est prévoir », la vérité de la formule appellerait un complément modeste ; car prévoir, c’est imaginer. On se souvient des coulpes battues alors qu’il n’en était plus temps, des « Je-n’ai-pas-voulu-cela » sur les millions de croix de bois et les cris des hôpitaux. Trente-cinq ans d’une paix précaire, [c’est aujourd’hui, en 1980] et voici que les chancelleries, les assemblées élues, les mass médias, en dépit des tueries qui ensanglantent partout la planète, évoquent à longueur de jour (et ça bavarde, [bpun-ddr1-id0847\_011] ça bavarde ; et les mots mêmes n’ont-ils plus de sens ?) les prochaines apocalypses, *au nom de Dieu, messieurs, imaginez* !

Mais comment attendre d’un peuple, comment attendre de chacun de nous, qu’il imagine ce qui se prépare, ces Verdun à l’échelle continentale voire globale ? Il y faut une information qui soit capable de nous réveiller et non pas d’endormir nos angoisses comme le voudraient les experts des gouvernements.

Imaginer la vérité de la guerre demain, c’est déjà une action pour la paix. *Et c’est à cela d’abord et peut-être surtout que le GIPRI peut nous aider*. Connaître les faits, les publier, analyser les mécanismes économiques et politiques que sont en train de mettre en place les technologues du désastre, c’est déjà travailler pour la paix. Connaître la guerre qui se prépare, c’est la refuser puisqu’il apparaît aussitôt qu’elle ne peut être que perdue par tous.

Il ne me paraît pas indifférent que le siège du GIPRI soit à Genève, non seulement au cœur de l’Europe, mais dans un pays neutre, c’est-à-dire : un pays qui se doit de tenir son rôle dans le drame énorme qui déroule autour de nous ses circonvolutions fatidiques et obscures : montrer pourquoi le refus une fois pour toutes de régler par les armes les conflits entre peuples — car tel est le vrai contenu de la neutralité —, pourquoi ce refus est la seule solution, la seule alternative au défi planétaire d’une guerre demain.

Pour mener à bien une telle tâche, il faut de l’argent, me direz-vous. Je voudrais rappeler ici la suggestion récente émise par le secrétaire général des Nations Unies : que chaque nation consacre un *dixième de 1 %* de ses défenses militaires à la recherche, l’éducation et l’information en vue du désarmement. Quand on sait que le total mondial des dépenses militaires dépasse déjà 500 millions de dollars, on se dit qu’un 10e de 1 %, soit 1 millième ferait encore une jolie somme. Le malheur est que nous ne pouvons pas compter là-dessus. Et l’espoir des organisateurs du GIPRI, c’est que beaucoup d’entre vous s’inscrivent et cotisent.

Commencez, commençons dès ce soir. Car l’enjeu de la paix, demain, c’est la survie du genre humain.

# [ddr19820106pac] Pacifisme (6 janvier 1982)[[25]](#footnote-25)

[bpun-ddr1-id0861\_006] (Point de départ : l’article d’Edward Hughes, *Sélection*, janvier 1982.)

L’article étant intitulé : « D’où vient cette vague de pacifisme ? »,on est en droit de demander « D’où vient cette vague d’anti-pacifisme ? » qui est en train de déferler sur la presse occidentale, quotidiens et magazines, et sur les médias RTV (quasi unanimes) et qui consiste à dénoncer dans le pacifisme le pire danger qui menace aujourd’hui l’Europe de l’Ouest.

Un esprit de symétrie un peu puéril inciterait à penser que cet anti-pacifisme est « manipulé » par les États-Unis et à demander qui est ce Mr. Ed. Hughes : un agent américain ? Je pense qu’il s’agit simplement d’un journaliste en quête d’un bon sujet. Si son article a tant de succès (d’innombrables journaux de second ordre en Europe de l’Ouest le reproduisent, les autres s’en inspirent parfois littéralement, mais avaient-ils besoin de ça ?), c’est qu’il répond exactement à ce que l’Européen moyen attend qu’on lui dise : que face aux SS 20 et aux milliers de chars russes, il est temps de « rétablir l’équilibre des armements », et pour cela d’installer en Europe des milliers de missiles destinés à dissuader les Russes de nous attaquer. Ainsi nous protégerons la paix.

Si la symétrie des « manipulations » me paraît puérile, l’argument sur l’équilibre des forces nucléaires et la « dissuasion » me paraît infantile. Le général Buis l’a dit à la TV française : « Ces histoires de 5000 contre 7000 missiles (qu’on venait de montrer sur l’écran) sont aberrantes : 50 missiles de la plus petite espèce suffiraient à détruire l’Europe entière. »

Voyons, derrière ces *humeurs* des deux camps, quelles sont les *réalités* de la guerre possible.

1. *Réalités politiques*. Les USA dominent. Leurs intérêts sont avant tout économiques. Ils ont dans le monde, à ce niveau, deux concurrents : le Japon d’abord, puis l’Europe. En revanche, l’URSS est leur plus gros client (blé, technologie). Devant un dilemme Europe-URSS, leur intérêt économique est de protéger l’URSS, non l’Europe ; le gros client, non le concurrent.

[bpun-ddr1-id0861\_007] Qu’on ne m’objecte pas les affinités et les incompatibilités idéologiques : le marxisme-léninisme est mort en URSS et les intellectuels marxisants et résolus sont certainement plus nombreux dans les universités des USA que dans tous les pays dits « communistes » réunis. Il n’y a que deux *causes* majeures confrontées à l’échelle mondiale : les USA tiennent à garder leur hégémonie économique, et pour cela ils utilisent l’idéologie démocratique et les mots d’ordre de liberté à tout prix (plutôt morts que rouges !), l’URSS (même sans parler de ses interventions en Afrique et en Amérique latine) tient à son empire européo-asiatique sous la domination russe, et pour cela elle utilise l’idéologie dite « socialiste », non plus à des fins révolutionnaires mais au contraire « pour conserver les conquêtes du socialisme » (entendons l’hégémonie politique et économique des Russes sur l’Europe de l’Est, les Baltes, les Transcaucasiens, Arméniens et Géorgiens) et les Transcaspiens (Azerbaïdjan, Tadjikistan, etc. + Afghanistan).

La lutte entre ces deux « causes » n’est pas idéologique dans ses motivations réelles. C’est la rivalité de deux impérialismes qui subsistent après avoir écrasé tous les autres, à l’échelle mondiale.

2. *Réalités économiques*. Si pour les USA l’Europe est devenue un concurrent économique et un allié militaire rétif, pour les Russes elle représente un domaine technologique et industriel d’intérêt majeur, et dont il pourrait être intéressant de s’emparer sans risquer le désastre nucléaire par la réplique des bombes stratégiques américaines.

3. *Réalités militaires*. Reagan a déclaré que la guerre nucléaire pourrait être limitée à l’Europe. Ce qui signifierait :

a) une attaque russe (« tactique » ou non) détruirait les objectifs des Russes et leur interdirait l’Europe, pour cent ans, mieux que toutes nos armées et mieux que les USA.

b) une attaque russe « conventionnelle » (les chars) portant les Russes en 48 heures sur le Rhin (cf. la thèse du général Close). Pas de réaction américaine possible [bpun-ddr1-id0861\_008] avant 48 heures, donc l’Europe prise *intacte* et sans coup férir (nucléaire). L’occupation totale de l’Europe par quelques millions de soldats russes s’ensuivrait.

c) une attaque russe « conventionnelle » aussitôt contrée par des fusées Pershing et des bombes à neutrons. Nécessité pour les Russes de répondre par SS 20. Destruction totale de l’Europe de l’Ouest par SS 20, destruction de l’Europe de l’Est par Pershing, enfin destruction des plus grandes villes russes par les sous-marins nucléaires français. (La force de frappe française terrestre ayant été détruite par les SS 20.) Les objectifs des Russes sont perdus à tout jamais, une partie de l’URSS est détruite, l’Europe entière rayée de la carte industrielle, culturelle et touristique.

d) une attaque russe, nucléaire tactique ou conventionnelle, déclenchant une riposte nucléaire stratégique des USA. Destruction intégrale de l’Occident, de la Californie à l’Oural.

*Seule la « possibilité » b) mérite d’être envisagée*. Car a) ne saurait être *prévenu* ni par des milliers de missiles nucléaires en Europe, ni encore moins par les armées européennes. Ni, de fait, par les USA. Mais ce serait sans rime ni raison de la part des Russes, qui auraient *tout* à perdre.

c) inutile de gloser.

d) inutile de gloser.

Voyons donc ce que nous pouvons déduire de la « possibilité » b), seule probable.

Un armement nucléaire tactique des Européens, s’il entrait en jeu, déclencherait une riposte russe au moins égale, ce qui nous ramènerait à c), déjà exclu des « possibilités » acceptables, et aussi contraire aux « intérêts » des Russes qu’à ceux des Européens.

[bpun-ddr1-id0861\_009] *L’absence d’armes nucléaires tactiques européennes* et de missiles USA n’obligerait pas les Russes à utiliser contre leur gré et leurs intérêts leurs propres armes tactiques, et augmenterait donc fortement les chances d’une guerre non nucléaire. Il est probable que les chars russes déferleraient sans trop dedifficultés (sauf en Suisse) sur toute l’Europe. Mais alors (ici, [mon article de *Construire*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1978-1981/ddr19810304cons)).

Il n’est donc nullement exclu, il est même probable, que b) serait finalement désastreux pour le régime russe dit « communiste », et pourrait ouvrir de la sorte une ère de paix, et au moins la destruction de toutes les armes nucléaires dans le monde.

C’est notre seule chance de survie, et même de victoire.

Le pacifisme en 1982 consiste donc pour les Européens à refuser tout armement nucléaire américain ou européen ; à se préparer à une résistance civique universelle ([cf. mon interview dans *Construire*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1978-1981/ddr19810304cons)) dans nos pays ; et à diffuser largement, par tous les médias, sans relâche, les *raisons* d’une telle conduite.

# [ddr19820211lep] Débat sur le LEP (11 février 1982)[[26]](#footnote-26)

[bpun-ddr1-id0863\_012] En prenant la parole ici ce soir, je cours un risque dont je suis très conscient — très sereinement conscient, dirais-je — celui de décevoir les deux camps en présence, dans la mesure où il s’agit de camps, précisément, c’est-à-dire d’équipes opposées, comme dans un match où il faut à tout prix *gagner*, ce qui reviendrait dans notre cas à convaincre cette assistance, et à travers elle l’opinion, et par là même, peut-être, les pouvoirs, que l’un des deux camps *a raison*.

Je n’ignore pas qu’il y a derrière ce jeu un peu puéril, un peu gratuit, deux groupes d’intérêts très concrets qu’il paraît difficile de concilier : intérêts d’une institution scientifique prestigieuse, et de l’avenir de ses chercheurs d’une part ; intérêts écologiques, sociaux, économiques, des habitants du pays de Gex et de quelques communes genevoises, d’autre part.

Ayant suivi les deux premiers débats, je me sens en mon âme et conscience incapable encore de choisir soit le LEP avec ses dangers toujours possibles, quoiqu’on ait dit, soit le repos du pays de Gex mais pas de LEP, et peut-être, demain, plus de CERN.

Si j’affronte volontiers *le risque* de déplaire à tout le monde ce soir en suspendant encore mon jugement, c’est parce que j’ai à dire une chose, une seule, qui me paraît plus importante que tout : dans la conjoncture présente, *il ne peut plus s’agir pour nous de « gagner » contre un camp ou un parti, aux dépens d’intérêts légitimes, mais il s’agit de gagner tous ensemble, c’est-à-dire de chercher ensemble, et de trouver ensemble, le moyen, pour la société du xxe siècle de maîtriser les découvertes de la physique nucléaire, de la chimie, de la génétique et les technologies qui en sont issues, car elles menacent l’intégrité du genre humain, voire sa survie*.

[bpun-ddr1-id0863\_013] Je ne suis donc pas *a priori contre* le LEP en tant que projet lié à l’avenir du CERN : le rôle que j’ai joué jadis comme directeur du *Centre européen de la culture* dans le lancement de l’idée d’un *Centre européen de la recherche nucléaire* me porterait plutôt à accorder au CERN un préjugé très nettement favorable.

Mais je ne suis pas non plus *pour* le LEP sans questions ; non point quant à la compatibilité théorique de ses objectifs avec la mission générale du CERN, mais bien quant à ses nuisances pratiques sur la vie dans ce pays de Gex qu’il se trouve que j’habite depuis 35 ans, et quant aux conséquences imprévisibles des découvertes qu’il permettra : personne au monde n’est en mesure de démontrer que le LEP ne pourra *jamais* servir à des fins militaires, c’est-à-dire, aujourd’hui, à l’extinction du genre humain, si ce n’est de toute vie sur la Terre.

Tout cela dit, j’ai accepté sans hésiter de prendre la parole ce soir, parce que je vois dans le débat sur le LEP un premier exercice, qui peut être exemplaire du débat, désormais inévitable, sur la recherche en général, et la recherche scientifique en particulier, sur ses enjeux et ses finalités, sur ses processus de décision et la nécessité de les soumettre au *préalable* d’une concertation tout à la fois civique, sociale, économique, écologique, et cela dans les domaines les plus « chauds » de la science et des technologies qui en résultent, qu’il s’agisse des centrales nucléaires ou de l’informatique, des manipulations génétiques ou des armes nouvelles, *beam weapons*, rayon de la mort, ou encore explosions pouvant entraîner la paralysie définitive de toute information dans des pays entiers qui auront été auparavant entièrement « informatisés », selon la formule à la mode.

Je pars d’un conflit déplorable entre certains espoirs à la fois très précis et grandioses, d’un côté, et des craintes plus confuses et terre à terre, de l’autre ; entre un certain romantisme prométhéen, et un réalisme simplement humain, entre la volonté de réalisation d’un projet qui passionne un certain nombre de scientifiques, et [bpun-ddr1-id0863\_014] les réactions instinctives de refus dans une population qui en subira les nuisances ou dangers éventuels.

De l’existence de ce conflit, et pour essayer de le résoudre, ou tout au moins de l’atténuer, est née l’initiative conjointe de l’I.V. et du CERN. Ce soir — et très *provisoirement*, je l’espère —, nous allons tenter de conclure un débat qui nous dépasse tous, largement.

Ayant, il y a deux ans déjà, cherché en vain à provoquer une discussion publique, à Genève, sur le LEP, il me fut répondu : — D’accord, mais à la condition que vous organisiez simultanément des débats du même type dans les 12 pays membres (message reçu)… J’ai donc salué de tout cœur l’attitude très ouverte du nouveau directeur général. Si elle avait prévalu dès le début, elle eût peut-être satisfait les citoyens concernés, et permis l’économie des actuels débats. Et c’eût été dommage, car, je le répète, ces débats me paraissent inaugurer une procédure indispensable, désormais, si nous voulons vivre en démocratie.

Toutefois, il faut bien le reconnaître : la décision de réaliser le LEP, prise en principe par les 12 gouvernements membres du CERN, a *précédé*, non pas suivi, notre débat. Les autorisations de construire sont encore attendues de la France et de la Suisse. Tout n’est pas joué. Il est cependant probable que sauf aboutissement très négatif des études d’impact en cours, la décision de construire le LEP sera prise d’ici quelques mois. On ne peut donc pas affirmer que nos débats, *postérieurs* aux décisions des États, puissent changer le cours des choses, ni que les citoyens du pays de Gex aient pu faire valoir, pratiquement, leurs droits de contrôle et leur autonomie.

Mais ce qui ôte à nos débats leur portée pratique, immédiate, ne les prive pas d’une valeur exemplaire et d’une portée plus générale, à terme. Je m’explique.

Par valeur exemplaire, je veux dire : valeur d’innovation, d’exemple à imiter, non pas, certes, modèle parfait du premier coup, bien loin de là !

[bpun-ddr1-id0863\_015] Nous n’avons ni les uns ni les autres évité tous les pièges de ce genre d’exercice. Le premier est de céder à l’animosité partisane ; j’ai entendu parler de « l’adversaire » pour désigner des gens d’un autre avis ou qui exprimaient tout simplement leurs doutes ; et cette phrase m’a frappé, en sortant d’un débat : « Oui, mais nous n’avons pas gagné ! » Trop de questions sont restées sans réponse. Et trop souvent, c’est l’*assurance* de certains responsables du LEP qui m’a parue fort inquiétante. Ils nous disaient en juin 1981 que le tracé choisi était « by far the most suitable » et même « the only possible one » et ils en donnaient les raisons ; quitte à modifier ce tracé trois mois plus tard, sans expliquer comment il est devenu meilleur que celui qui était en juin « le seul possible ».

De même, les nombreuses discussions auxquelles j’ai pris part sur le sujet des centrales nucléaires ne m’ont que trop habitué au recours à l’assurance hautaine que « toutes les précautions ont été prises ». Je ne vois pas que dans le cas qui nous occupe, on ait pris plus de précautions que pour la première traversée du *Titanic*…

Mais ce qui importe, en fin de compte, c’est l’existence même d’un débat ; public, prolongé, très ouvert, visant au maximum de transparence et de respect des opinions diverses : — *démocratique* pour tout dire.

Il se peut qu’un tel processus retarde les calendriers de la recherche. Mais ce n’est pas temps perdu que celui qui profite à une plus juste entente entre les hommes.

Autre aspect du conflit possible entre la démocratie et la recherche : il ne suffit pas que ceux qui savent *informent* le public et vantent leurs produits. Il faut accepter le débat avec des gens qui ne savent rien des quarks, mais plus de choses que vous sur leur petit pays, leurs soucis et leurs buts dans la vie.

[bpun-ddr1-id0863\_016] Des initiatives très touchantes ont été prises par le CERN : journée « portes ouvertes » sur les bureaux et les grands appareils existants : le public peut y voir de ses yeux qu’il n’y a là pas le moindre danger… On peut aussi faire visiter des cathédrales pour démontrer que Dieu est bon, ou bien ouvrir la Kaaba de la Mecque pour que tous voient qu’Allah est grand.

Enfin, le LEP pose d’une manière brûlante le problème nouveau pour la science de sa dépendance de l’État quant au financement de la recherche. Car, comme l’observe avec lucidité Edgar Morin, « ni l’État, ni l’industrie, ni le Capital ne sont guidés par l’esprit scientifique : ils utilisent les pouvoirs que leur apporte la recherche ». Je mets en doute qu’aucun de nos États ne respecte la recherche fondamentale, et même ne la subventionne, s’il ne pense pas qu’elle peut augmenter ses pouvoirs industriels ou militaires. Dire que le CERN refuse de considérer les retombées de ses recherches ne prouve nullement que les États ne le subventionnent pas en vue de ces retombées.

⁂

J’en viens au cœur du débat de ce soir : la notion de responsabilité dans la recherche.

Je voudrais dire d’abord ceci : c’est que les découvertes de la science au xxe siècle développent des conséquences d’un telle ampleur qu’elles ne peuvent plus être soumises aux vérifications expérimentales.

— Quand je pose la question de *l’accident majeur* qui pourrait se produire à Creys-Malville, on me répond qu’il n’est pas question de faire une expérience en vraie grandeur : ce serait déclencher cet accident majeur dont on conteste d’ailleurs la possibilité !

[bpun-ddr1-id0863\_017] — Quand je pose la question des résultats de certaines manipulations génétiques, on me répond qu’il faut attendre, pour savoir, un certain nombre de générations…

— Quand il est question de la guerre atomique, et de la défense civile, c’est-à-dire des abris, toute expérience réelle serait de l’assassinat.

Ce qui revient à dire qu’au xxe siècle, on a dépassé le seuil d’expérimentation « en vraie grandeur ». Personne ne sait ce qui pourrait résulter de quoi que ce soit, une fois passé ce seuil. Bel aboutissement du Progrès !

Le xixe siècle croyait encore à l’innocence de la recherche : tout ce qu’on allait trouver serait *bon*, serait en principe *meilleur* que ce qu’on connaissait. Toute découverte était progrès en soi et ne pouvait que contribuer au Progrès général du genre humain. Dans tous les cas, et en dépit du mythe de la boîte de Pandore, savoir était meilleur que non-savoir.

Un vers très étonnant de Victor Hugo exprime très bien cette foi naïve : « *Vous dites : où vas-tu ? Je l’ignore et j’y vais !* »

Aujourd’hui, et à cause des *dimensions* atteintes par les découvertes de la science et plus encore par les effets qu’en tire la technologie, nous n’avons plus le droit d’aller nul ne sait où : ce pourrait être aller au désastre final.

On me dira sans doute que dans le cas justement qui nous occupe ce soir, celui du CERN et de son projet LEP, il ne s’agit que de « recherche fondamentale », nullement d’applications technologiques, encore moins de retombées militaires. Oui, bien sûr… Mais je garde mes doutes quant à la possibilité, surtout de nos jours, d’une recherche entièrement innocente dans ses motivations comme dans ses résultats.

L’illusion me paraît très grave du chercheur qui ne se veut et ne se croit guidé que par la passion pure de savoir, de connaître d’une manière toujours plus complète et cohérente le monde physique. Parce qu’en réalité vérifiable et lisible [bpun-ddr1-id0863\_018] dans l’ensemble des recherches qu’une société donnée fomente et encourage, ce sont les valeurs et croyances les plus répandues, les plus actives et réellement motrices qui déterminent la plupart des chercheurs, le plus souvent à leur insu. Or ce sont aujourd’hui en Occident, des valeurs de puissance matérielle collective, industrielles, nationales, étatiques, de profit immédiat et de prestige certain. Ce sont ces valeurs-là qui incitent les États, les banques, les industries et les grandes fondations à financer très largement les recherches liées de près ou de loin au nucléaire, et cela trop souvent au détriment de nécessités humaines criantes. Ce sont les croyances réelles de notre société qui déterminent en fait (pas toujours consciemment) l’orientation des recherches fondamentales, et qui dictent les priorités budgétaires. Or elles conduisent, dans l’ensemble, à la guerre, une guerre qui a toutes les chances, cette fois-ci, d’être bien la dernière de notre histoire.

Que devient, dans ces conditions, la responsabilité du chercheur ? Elle est plus grande que jamais, mais il ne peut plus l’assumer. Ses découvertes risquent de déclencher des catastrophes qu’il est incapable de prévoir. En sera-t-il tenu pour « responsable » ? On sent ici l’ambigüité du terme. Je dirai non, il n’est pas responsable moralement de ce que nulle science ne peut prévoir ; mais comment pourrait-il redevenir responsable de la nature même de sa recherche ? Je ne vois pas encore de solution au problème dramatique que nous posent ces trois impossibilités simultanées : *l’impossibilité de brider la recherche, l’impossibilité de ne pas appliquer ses découvertes et l’impossibilité de vivre avec ces applications (ou de leur survivre)*.

L’homme d’aujourd’hui, qui en général ne croit plus qu’à la science, se trouve par là même sans défense contre les dangers qui surgissent de ses applications sans frein ni prévision. Quelle limite absolue, quel principe de « prudence » (comme on disait au Moyen Âge), quels critères absolus, quelles fins dernières pourrait-il encore invoquer pour en déduire ce qui nous fait si dangereusement défaut ; une véritable *stratégie de la connaissance* ?

[bpun-ddr1-id0863\_019] De là sans doute cette idée qui se répand dans certains milieux intellectuels, que la recherche, besoin vital de l’homme, ne devrait plus être confiée essentiellement aux scientifiques, ni dirigée essentiellement, comme elle l’est en Europe depuis des siècles, vers la connaissance des lois de la matière et des pouvoirs sur la matière, mais qu’il serait grand temps de l’orienter vers le domaine mal exploré par l’Occident, des réalités de l’esprit, des conditions d’un *vrai progrès* de l’homme, et de sa liberté plutôt que de sa puissance. C’est tout le problème des *finalités* de notre existence qui se trouve posé, ou plutôt qui nous est imposé par le risque total que la science a créé, celui de l’holocauste nucléaire.

Ceci m’amène à proposer, en conclusion, une idée que j’avais soumise il y a longtemps de cela — en 1958 — à une cinquantaine de personnalités de la science et de la culture en général : l’idée de former un *Conseil européen de la recherche*, réunissant des représentants de toutes les branches de la recherche, en sciences physiques et naturelles, économie, sociologie, biologie, génétique, médecine, mais aussi philosophie, religion, éducation, droit international, histoire, arts, anthropologie, ethnographie, etc. Les fonctions du Conseil seraient essentiellement de rechercher un meilleur équilibre dans la promotion des recherches, afin d’éviter l’insistance excessive sur les sciences physiques, de favoriser de nouvelles orientations vers des réalités trop négligées de nos jours, mais aussi de se prononcer sur des projets tels que celui du LEP, précisément, qui a été l’occasion de nos débats.

Je ne m’étendrai pas, ce soir, sur la description du Conseil, sa composition, son statut, et ses chances de succès. Je préciserai seulement ceci : l’exemple des recherches nucléaires aboutissant à la bombe atomique doit nous rendre conscients de la nécessité d’un organisme de prévision d’un genre nouveau, capable de remettre en cause la nature même de ce que l’homme d’aujourd’hui tient pour la vraie, la seule réalité, la réalité scientifique. Je l’ai dit : rien n’est plus innocent [bpun-ddr1-id0863\_020] dans nos recherches. Ce qui nous manque désormais, c’est ce qui permet à tous les êtres vivants de durer : *un organe ou un système de régulation*. C’est l’office que devrait accomplir le Conseil d’orientation de la recherche.

Si parmi les participants à nos débats il s’en trouve que l’idée que je propose intéresse, j’y verrais un signe de plus de l’utilité de telles rencontres, du besoin auquel elles répondent, et j’avoue que j’en tirerais, pour ma part, une nouvelle raison d’espérer.

# [ddr19830506drlr] Devise du régionalisme : point de libertés sans responsabilités (6 mai 1983)[[27]](#footnote-27)

[bpun-ddr1-id0877\_016] Au printemps de 1983, j’ai été invité à introduire la Troisième rencontre d’Action sociale romande, qui se tenait à Yverdon, sur le thème général de la régionalisation et de l’autonomie communale.

Ma conception de la région étant celle d’un « espace de participation civique » constitué par une « grappe de communes », je me suis souvenu, une fois de plus, en rédigeant mes notes pour cette introduction, des travaux d’Adolf Gasser sur les communes, qui avaient influencé dès l’avant-guerre les groupes personnalistes, notamment celui de la revue [*L’Ordre nouveau*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/on), publiée par Arnaud Dandieu, Robert Aron, Daniel-Rops, Alexandre Marc, et moi-même de 1933 jusqu’à la guerre.

Sur ces notes, je rédige aujourd’hui un texte plus complet, que je suis heureux de pouvoir dédier au professeur Adolf Gasser, en témoignage de ma vive et durable gratitude intellectuelle.

## I. Un espoir : les régions

C’est un bonheur pour moi, plus encore qu’un honneur, que d’être invité à introduire votre rencontre : elle se place en effet sous le signe du régionalisme et des autonomies communales, et vous me proposez d’y parler sur le couple indissociable de la liberté et de la responsabilité. Or, ce sont là précisément les mots-clés de l’action que je mène, depuis des décennies, en tant qu’écrivain, mais non moins citoyen, professeur, mais non moins organisateur responsable d’institutions culturelles et politiques, dédiées à la fédération des Européens. Les communes et les régions sont les organes vitaux de toute fédération, voyez la Suisse, et l’action que nous avons à mener pour une Europe fédérée est la première condition de la paix dans le monde d’aujourd’hui, c’est-à-dire pratiquement, de la continuation de l’humanité.

Ce monde d’aujourd’hui tel qu’il va, et tel que le caractérise sa *crise, pour la première fois mondiale* : inflation et chômage au Nord, famines au Sud, *terrorisme* partout comme en écho à « *l’équilibre* [bpun-ddr1-id0877\_017] *de la Terreur »* — équilibre entretenu par les Deux Grands, comme pour se donner le temps de mieux préparer les armements requis par cette guerre nucléaire qui mettrait le point final à l’histoire des civilisations, — ce monde offre bien peu de motifs d’espoir. J’en distingue un toutefois — peut-être un seul — qui serait le réarrangement (et non pas « l’organisation ») de nos sociétés, non plus sous la dictée des États-nations animés par leur volonté de puissance et donc implicitement de guerre, mais sur la base de Communautés vivantes, animées par une solidarité humaine génératrice de Paix. Et cet espoir s’appelle : *régions*.

## II. Pourquoi des régions ?

Que ceci soit dit bien clairement d’entrée de jeu : par le terme de régions, je n’entends pas des ethnies qui seraient tentées de devenir des mini États-nations (exemple basque) ; ni des entités définies par un caractère unique : historique, géographique, linguistique, traditionnel ou économique ; mais bien : des *espaces de participation civique* constitués par des *grappes de communes*.

Comment justifier mon espoir ? Pourquoi des régions ? Je vais en donner deux raisons.

*Première raison* : *Éviter la guerre nucléaire* est le devoir le plus urgent de tous les hommes et femmes d’aujourd’hui. Or *qui* décide, déclare et fait les guerres ? Ce sont nos États-nations abso­lument souverains, centralisés, bureaucratiques et militarisés, modèle Napoléon Ier, nés de la guerre et pour la guerre, uns-et-indivisibles dans leurs limites, à la fois politiques, économiques, jadis religieuses, aujourd’hui idéologiques ; soucieux avant tout de leur puissance et non des libertés de leurs sujets, et devenus si rigides dans le carcan de leurs frontières que leur seul mode de contact est le choc.

Il me paraît donc évident que la première condition pour éviter une guerre qui serait la fin des hommes civilisés, c’est d’empêcher de nuire ceux qui pourraient la déclencher et qui ne peuvent être que les États-nations.

Je ne propose pas de les détruire, c’est impossible. Je propose de les *dépasser*, à la fois par en haut et par en bas, et cela, c’est devenu possible au xxe siècle. Dépasser l’État-nation par en haut signifie *fédération continentale*, et par en bas, signifie *régions*.

[bpun-ddr1-id0877\_018] Prenons la cas de notre Europe : les deux *guerres mondiales* du xxe siècle sont nées du choc des nationalismes absolutisés. La première condition d’une *paix mondiale* serait donc l’union de nos peuples européens en une fédération si possible neutre, selon le modèle suisse.

Or, il est aberrant d’imaginer et impossible de réaliser une fédération qui se fonderait sur l’union des quelque 29 États-nations entre lesquels se trouve divisée l’Europe actuelle.

Pourquoi serait-ce aberrant ?

Parce qu’il n’est pas imaginable qu’une fédération se fonde sur la base d’entités absolument souveraines : ce serait une *contradictio in terminis*. L’État-nation de modèle napoléonien refuse toute délégation de souveraineté, à quelque entité plus globale que ce soit. Il constitue donc l’obstacle majeur, et même absolu, à toute union sincère et effective de nos peuples.

Croire qu’une « Europe des nations » est possible, comme on le fait à Strasbourg et à Bruxelles et dans tous les discours de nos chefs d’État, c’est croire à la possibilité d’une « amicale des misanthropes » — chose que l’on peut écrire ou dire, mais non pas réaliser. Car ou bien vous êtes misanthropes, et dans ce cas vous refuserez l’idée même d’une « amicale » ; ou bien vous désirez fonder une amicale, et dans ce cas vous n’êtes plus misanthropes.

Une fédération de l’Europe n’est donc pensable et ne peut se fonder en réalité que sur des communautés qui ne prétendent pas à la souveraineté absolue, mais tentent au contraire de se définir par leur solidarité, leur complémentarité, ou comme on le dit parfois, leur « subsidiarité ». Une fédération de l’Europe ne peut donc se fonder que sur des *régions* regroupées en fédérations locales, nationales, voire continentales, qui éprouvent le double besoin de former une union assez grande pour tenir en respect leurs grands voisins, mais assez limitée dans ses compétences pour respecter leurs autonomies après les avoir assurées, c’est-à-dire pour les laisser vivre à leur manière après les avoir empêchées de mourir.

[bpun-ddr1-id0877\_019] *Deuxième raison* : Mais écarter les causes évidentes d’une guerre (nucléaire, chimique, économique ou terroriste) n’est pas assez. La paix n’est pas l’absence de guerre, on le sait. Il faut *créer la paix et l’animer*.

Là encore, les régions sont la réponse.

Non seulement parce qu’elles sont trop petites pour mener de grandes guerres, mais surtout parce qu’elles ont les dimensions justes pour animer et vivifier la vie sociale, communautaire.

Cette question de *dimension* me paraît primordiale.

De nombreux observateurs de nos sociétés actuelles — sociologues, économistes, politologues ou simplement philosophes — ont observé ce fait d’importance décisive : c’est que *nos États-nations sont presque tous à la fois trop petits et trop grands* pour assumer le rôle souverain qu’ils prétendent détenir. Ils sont trop petits pour jouer un rôle décisif à l’échelle mondiale ; et ils sont trop grands pour animer et vivifier la vie de leurs communes et de leurs régions.

## III. Responsabilité et Liberté

Les régions ont toujours eu les dimensions que tous les sages de la politique, d’Aristote à nos jours en passant par J.-J. Rousseau, n’ont cessé de préconiser : elles doivent être « à la taille de l’homme », « à hauteur d’homme », comme nous le disions dans le mouvement personnaliste des années 1930, c’est-à-dire relativement petites, « de médiocre étendue » selon Jean-Jacques.

Aristote, dans sa *Politique*, tient que les dimensions de la *polis*, c’est-à-dire de la cité, premier modèle de l’État, ne doivent pas excéder celles d’un territoire et d’une population dont les hommes libres, les citoyens peuvent tous s’assembler sur une agora dont la grandeur soit définie par la portée de la voix d’un orateur « qui ne soit pas nécessairement Stentor ». Vingt-et-un siècles plus tard, Rousseau écrira dans son *Contrat social* que la vraie démocratie a pour condition première « un État très petit, où le peuple soit facile à rassembler ». (Il avait dans l’esprit, il l’a dit ailleurs, l’exemple de la République de Genève, dont les quelque trois mille [bpun-ddr1-id0877\_020] citoyens pouvaient se réunir dans la cathédrale). Plus tard, dans ses *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, Rousseau revient avec insistance sur l’importance des dimensions de l’État non seulement pour la démocratie, mais pour la paix :

Grandeur des nations, étendue des États : première et principale source des malheurs du genre humain… Presque tous les États  prospèrent par cela seul qu’ils sont petits, que tous les citoyens s’y connaissent mutuellement et s’entregardent, que les chefs peuvent voir par eux-mêmes le mal qui se fait, le bien qu’ils ont à faire. Tous les peuples, écrasés par leurs propres masses, gémissent ou dans l’anarchie, ou sous les oppresseurs subalternes qu’une gradation nécessaire force les rois à leur donner. Il n’y a que Dieu qui puisse gouverner le monde, et il faudrait des facultés plus qu’humaines pour gouverner les grandes nations.

Et Rousseau de prévenir l’objection qu’on va lui faire : « Mais si la cité est très petite, elle sera subjuguée ? » Non, répond-il, car si elle se fédère avec d’autres cités, elle verra « comment on peut réunir la puissance extérieure d’un grand peuple avec le bon ordre d’un petit État. »

## IV

Que devons-nous entendre par ce « bon ordre » dans la cité, sinon le règne du civisme, qui naît de la juste relation entre la liberté et la *responsabilité*, en couple indissociable.

Que la condition de la liberté des hommes soit leur responsabilité dans la communauté, c’est ce qu’ignorent les individualistes, et ils versent dans l’anarchie. Inversement, que la responsabilité d’un homme ne soit réelle que dans la seule mesure où il agit libre­ment, c’est ce que veulent ignorer les collectivistes, les totali­taires, mais que les tribunaux savent bien : si un homme a tué sur ordre, « en service commandé », il sera peut-être décoré, et si son avocat peut démontrer qu’il a tué sous la contrainte d’une crise de démence, il sera sans doute acquitté[[28]](#footnote-28).

[bpun-ddr1-id0877\_021] Or seule une *petite* communauté peut permettre à la voix d’un citoyen d’être écoutée, de faire valoir son opinion, et de le faire en connaissance de cause. Le fracas de la « grande ville » étouffe tout, à commencer par l’exercice du civisme ; et les grandes dimensions « nationales » en font autant. D’où la phrase si souvent entendue : — Moi, je ne fais pas de politique, de toute façon mon vote se perdrait dans la masse, ça ne changerait rien, *on n’y peut rien !* »

Dans la région, et là seulement, on *peut* agir : voter d’une manière utile, choisir et assumer ses responsabilités, proposer des mesures, en refuser d’autres, au niveau des réalités que l’on connaît, que l’on peut voir et vérifier — au niveau quotidien des services à rendre à ses voisins, à la communauté : l’*action sociale*, nous y voilà !

Se faire entendre, agir dans la communauté, c’est cela que permet la région — et en même temps, c’est cela qui la crée ! Et non pas ce qu’on nomme « décentralisation » !

Car décentraliser, c’est encore tout faire dépendre des décisions du « centre », de la capitale, d’en haut. Or tout doit dépendre au contraire du civisme, d’en bas, de la communauté.

Le grand géographe français du siècle dernier, Vidal de la Blache, l’a fort bien dit : « Une région, il ne faut pas la délimiter, il faut la reconnaître. » C’est dire qu’une région doit se manifester d’abord spontanément ; se faire reconnaître par une action volontaire, au double sens de volonté et de volontariat.

## V. Compétences locales et régionales

Mais venons-en au concret de l’affaire. Ce qui suscite une région, la caractérise et en définit l’extension — laquelle peut varier selon les fonctions à assurer —, c’est ce que ses habitants ont à faire et peuvent faire. Ce sont les tâches dont les dimensions correspondent à celles de telle ou telle communauté. Cela paraît compliqué, et ce l’est très souvent dans les applications pratiques, mais pas dans la conception. Le sénateur américain D. Moynihan l’a formulé [bpun-ddr1-id0877\_022] avec une simplicité géniale : « *Ne confiez jamais à une plus grande unité ce qui peut être fait par la plus petite. Ce que la famille peut faire, la municipalité ne doit pas le faire. Ce que la municipa­lité peut faire, les États* (nous dirions : les régions) *ne doivent pas le faire. Et ce que les États* (les régions) *peuvent faire, le gouvernement fédéral ne doit pas le faire*. »

Principe facile à illustrer si l’on prend l’exemple des voies de communication : à la commune, les chemins vicinaux ; à la région les routes intercommunales ; à la fédération les autoroutes. Ou l’exemple des eaux : à la commune l’amener d’eau dans les maisons et les mesures d’épuration ; à la région, la protection des rivières et des lacs contre la pollution (une libre association régionale intéressant trois cantons suisses et deux départements français s’est constituée spontanément pour « sauver le Léman », ce lac le plus vaste, mais aussi le plus profond d’Europe, menacé d’eutrophisation irréversible d’ici quelques années, sauf intervention immédiate) ; aux fédérations de régions d’échelles nationales ou continentales, la protection des fleuves tels que le Rhin et des mers proches ; enfin, à une agence mondiale la protection des océans (déjà couverts d’un « film » d’hydrocarbures diminuant l’évaporation et menaçant de causer des sécheresses continentales).

Mais il y a plus : à l’échelle de chaque région considérée comme « grappe de communes », et tout d’abord de chaque commune ou quartier de grande ville, s’imposent des tâches communautaires auxquelles chacun et chacune *peuvent* participer utilement, et qui sont *créatrices de région*.

Commençons par ce qui est lié de plus près au territoire d’une région naturelle : *l’environnement*. Les problèmes d’environnement, dont les Européens ont enfin reconnu, depuis une ou deux décennies, les enjeux vitaux, sont pour la plupart d’abord et surtout régionaux : rendement des sols et des engrais, entretien des forêts, épuration des eaux, pollutions à prévenir ou à éliminer des eaux, des airs, des sols, surveillance par les usagers organisés des produits vendus par les grandes surfaces et les petits commerçants.

[bpun-ddr1-id0877\_023] Deuxième exemple de problème dont la solution est surtout régionale : *le chômage*.

Dans son livre *Machinisme et chômage*, comme dans une suite récente d’articles au [*Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond), Alfred Sauvy, qui n’est pas connu pour ses tendances « alternatives », en vient à affirmer que le problème du chômage, qui est pourtant à ses yeux « le mal impardonnable » de notre société industrielle, n’en est pas moins un faux problème. Selon lui, « 30 à 40 milliards d’heures de travail » attendent aujourd’hui leurs hommes. Il donne des exemples à l’appui : forêts, services sociaux délaissés, emplois flottants (travail au noir ou à temps partiel) et il précise, en un saisissant raccourci : « récupérer les papiers, les métaux, les verres jetés à la poubelle et qui traversent ensuite 42 feux rouges pour arriver à quelque décharge encombrante ; rendre visite à quelque vieux perclus dans le lugubre isolement, etc. Deux jours par semaine semblent un minimum, quelle que soit la conduite sociale. » ([*Le Monde*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/mond), 14 avril 1983). Or toutes ces activités sont par nature communales, au mieux régionales, jamais nationales. Et j’ajouterais volontiers à la liste du prof. Sauvy l’artisanat sous toutes ses formes, des plus prosaïques aux plus artistiques, activité presque totalement délaissée dans un grand pays comme la France, et qui pourrait y employer des centaines de milliers de personnes de tous âges.

Et enfin, mon troisième exemple est le plus évident, ici et aujourd’hui : c’est celui des activités diversifiées qu’englobe le terme d’*action sociale*, qui n’est jamais aux dimensions d’un État national, toujours à celle d’une commune ou d’une grappe de communes — d’une région.

## VI. Chances de la région dans l’Europe d’aujourd’hui

Mais enfin, me dira-t-on, quelles sont *les chances de réalisation en temps utile*, de votre utopie des régions ?

[bpun-ddr1-id0877\_024] Quelques rappels de la situation présente dans neuf pays de l’Europe de l’Ouest me suffiront pour illustrer le « phénomène régional ».

*Italie*. La constitution adoptée au lendemain de la guerre et de la chute du fascisme prévoyait la création de régions autonomes et semi-autonomes (5 à statut spécial, 15 à statut ordinaire). Pour la mise en fonction de ce chapitre de la Constitution de 1946, il a fallu attendre jusqu’en 1970 : on avait peur que le Parti communiste ne détienne au moins trois régions. À l’usage, tous ont vu et admis que la région communiste de Bologne se comportait d’une manière exemplaire : les réalités communales et régionales s’étaient montrées beaucoup plus fortes dans le concret que les idéologies.

J’ajouterai ceci, à l’éloge d’un sens du compromis qui pourrait rendre même un Suisse jaloux : l’art. 5 de la constitution italienne est ainsi conçu : « La République une et indivisible reconnaît et favorise les autonomies locales. » Autrement dit : les jacobins centralistes et uniformisants reconnaissent et même favorisent la tendance des girondins… fédéralistes !…

*Autriche*. Dans cette République fédérale composée de provinces, la tendance générale est à la régionalisation de ses provinces.

*Suisse*. Les cantons ne sont qu’une première approximation de régions qui se dessinent aujourd’hui par-dessus les frontières non seulement cantonales, mais fédérales : les régions alpestres — de Nice à Trieste — sont en train de chercher des formules neuves répondant à leurs besoins spécifiques. Il en va de même depuis une vingtaine d’années déjà pour les régions transfrontalières, dont la *Regio basiliensis* reste le modèle (elle inclut Bâle, l’Alsace, et une partie du land Bade-Wurtemberg). Les cantons de Genève, du Tessin et de Schaffhouse ont pris des initiatives plus ou moins analogues avec leurs voisins français, italiens ou allemands.

(Au total, 45 régions transfrontalières de formules très variées s’organisent aujourd’hui en Europe de l’Ouest.)

[bpun-ddr1-id0877\_025] *RFA.* Les vingt länder, formule fédéraliste prévue par les Alliés pour « punir » l’Allemagne après la guerre d’Hitler, ont abouti au « miracle économique » que l’on sait. Mais tous leurs problèmes ne sont pas encore résolus. Plusieurs länder, notamment, sont trop grands pour rendre justice aux besoins régionaux.

*Belgique*. La création de régions fédérées est la condition même de la survie d’une nation belge. Les projets proposés se fondent notamment sur des sous-régions formées de communes regroupées, qu’on a parfois voulu nommer des « fédérations de pays ».

*Pays-Bas*. Les 13 provinces traditionnelles se sont dotées d’organes de décentralisation administrative.

*Grande-Bretagne*. Le grand problème est celui de la « dévolution » progressive des pouvoirs centralisés par Londres à des provinces telles que l’Écosse, le pays de Galles, les Cornouailles, voire à des régions à constituer en Angleterre même. Les communes fusionnées y joueraient un rôle croissant.

*Espagne*. La constitution adoptée au lendemain de l’ère franquiste présente des caractères fédéralistes très remarquables. Elle définit l’État espagnol comme une union de « Communidades autonomas » déjà existantes (telles la Catalogne, le Pays basque) ou « à créer » : c’est ainsi que l’Andalousie et la Galice ont été dotées par un vote des Cortès, d’un statut de communauté autonome, correspondant aux plus anciennes traditions ibériques. Et ce n’est qu’un début.

Enfin, la *France*. Dans la patrie même des jacobins, en 1964, le gouvernement décrétait onze « régions de programme », premier pas vers une régionalisation plus poussée de la République « une et indivisible », régionalisation en laquelle le général de Gaulle disait voir « la réforme la plus importante de cette fin du xxe siècle ». En 1981, le gouvernement socialiste comporte un ministre d’État chargé de la régionalisation. Des conseils régionaux sont élus, leurs compétences définies, mais leur statut financier demeure encore problématique…

## [bpun-ddr1-id0877\_026] VII. Pour conclure

Rien n’est encore gagné, bien sûr ; mais on le voit : tout est en marche.

Maintenant, il dépend de chacun de nous que cette évolution, qui va vers la paix par la liberté et la responsabilité des citoyens, gagne sur celle qui va vers la guerre par la volonté de puissance des États-nations. Vers la guerre signifiant au concret : vers la vitrification définitive du continent européen.

J’ajouterai que cela dépend de vous plus que de quiconque, animateurs de l’action sociale dans nos communes, là où se forme le tissu de la société, à l’échelle de cette région qui formera l’unité de base d’une Europe fédérée, gage de paix.

Cessons donc de nous demander si cela suffira, si cela réussira : car ce n’est pas la bonne question. « On suit ceux qui marchent ! » disait Charles Péguy — et non pas ceux qui se retournent pour voir si on les suit. Tout dépendra de nous tous, de notre liberté gagée par notre prise de responsabilités.

Il y a longtemps que je l’ai écrit, et c’est ici la meilleure occasion de le répéter : la décadence d’une société commence quand l’homme se demande : que va-t-il arriver ? au lieu de se demander : que puis-je faire ?

# [ddr19830520vb] Message au congrès national des Verts à Besançon (20 mai 1983)[[29]](#footnote-29)

[bpun-ddr1-id0943\_002] Pour restaurer au xxe siècle une société qui n’ait pas besoin de la guerre pour vivre — elle ne pourrait plus qu’en mourir —, il nous faut repartir de notre environnement et de nos communautés réelles : programme écologique et régionaliste.

Mais ce programme ne peut se réaliser en fait, que dans la perspective d’une solidarité des régions, en tant qu’espaces de participation civique, fédérées tout d’abord à l’échelle de nos communautés nationales, puis au-delà, à l’échelle d’une communauté européenne.

*Écologie, Régions, Europe fédérée, même avenir* : c’est le mot d’ordre que je propose depuis des années à la génération des Verts.

Puissiez-vous, à Besançon, réaliser enfin cette union dans la diversité qui est la formule du fédéralisme, — mais aussi celle de la Nature.

1. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 687. Il s’agit de l’introduction au 28e séminaire organisé par la Campagne d’éducation civique européenne à Sion, du 29 juin au 4 juillet 1970. [↑](#footnote-ref-1)
2. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 741. Selon un document annexé, il s’agit d’un discours prononcé lors d’une conférence-débat organisée le 4 mars 1974 à la salle communale de Plainpalais, à l’initiative du Groupement genevois d’action Franz Weber. Franz Weber et Denis de Rougemont y étaient les deux conférenciers. La fin du texte indique le 12 mars 1974, date à laquelle le texte de la conférence a probablement été mis au propre, sans être publié à notre connaissance. [↑](#footnote-ref-2)
3. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 746. Une note tapuscrite indique : « Original remis à M. Robert Hainard ; 40 photocopies à Franz Weber. » [↑](#footnote-ref-3)
4. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 792. Une note sur la version manuscrite indique qu’il s’agit d’un « Rapport pour le congrès de Gorée (Dakar) ». [↑](#footnote-ref-4)
5. [NdE] Texte paru en allemand dans *Das andere Europa*, Kôsel-Verlag, Munich, 1980.Denis de Rougemont, *Écrits sur l’Europe*, Paris, Éditions de la Différence, 1994, tome ii, p. 586-595. Édition établie et présentée par Christophe Calame. Texte de 1978. Texte « rédigé en 1978 sous l’inspiration et la houlette de Manfred Siebker » [mention de D.d.R.]. [↑](#footnote-ref-5)
6. Il n’est pas de mot français pour dire la volonté de prendre en main son destin en comptant sur ses propres forces. [↑](#footnote-ref-6)
7. Cf. fin du § ci-dessus. [↑](#footnote-ref-7)
8. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 805. Le tapuscrit indique que la conférence a eu lieu à Bruxelles, le 7 mai 1979, à 11h. [↑](#footnote-ref-8)
9. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 817. Le tapuscrit indique que ce rapport a été rédigé « en vue de la rencontre du groupe d’animation du 25 au 27 septembre 1979 à Strasbourg ». [↑](#footnote-ref-9)
10. Le texte ci-dessous a été écrit en 1975 pour le recueil de mélanges qui devait être présenté au grand juriste belge Fernand Dehousse, décédé l’année suivante. [Le volume doit paraître à l’automne 1979](file:///Users/nicolas/Documents/Tout_est_la_13_09_2018/Rougemont2.0/ddr-site/ddr-site-inedits/ddr-site-inedits-1920-1985/•%09https:/www.unige.ch/rougemont/articles/1978-1981/ddr1979mfd). [↑](#footnote-ref-10)
11. Des agences fédérales pour l’économie et pour la recherche atomique existent déjà à Bruxelles (CEE) et à Genève (CERN). Elles sont intergouvemementales. Des agences privées sont en voie de formation : instituts européens de l’éducation (Paris) et de l’environnement (Bonn), dus à l’initiative de la Fondation européenne de la culture. [↑](#footnote-ref-11)
12. On peut le lire à peu près identique dans [*L’Avenir est notre affaire*, p 352 à 355](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1977aena/16#p352). [↑](#footnote-ref-12)
13. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 825. Il s’agit d’un rapport commandé par l’Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar) en vue d’un congrès organisé à Mexico en 1979. On a intégré les corrections manuscrites en marge du texte. [↑](#footnote-ref-13)
14. Paris, Éditions Albin Michel, 1957, [p. 149](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1957aoh/7#p149). [↑](#footnote-ref-14)
15. Voir André Malraux, *Les Chênes qu’on abat…*, Paris, 1971. [↑](#footnote-ref-15)
16. Théorie exposée dans mon livre [*L’Avenir est notre affaire*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1977aena), Paris, Stock, 1977. [↑](#footnote-ref-16)
17. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 835. Il s’agit d’un texte destiné à être placardé, corrigé par rapport à une version précédente non contenue dans le dossier. Une précision en bas du tapuscrit indique que « ce document est diffusé en France par les Amis de la Terre (etc.), en Belgique par [non précisé], en Suisse par l’Appel de Genève, Arcadie, l’Institut de la Vie, et en allemand et en italien par les soins des associations écologiques des divers cantons ». Une lettre de Rougemont l’accompagne, datée du 10 mars 1980 et dont le destinataire n’est pas précisé mais suggérant qu’il s’agit d’une initiative d’Ecoropa (cf. la mention d’Édouard Kressmann, secrétaire général d’Ecoropa) : « D’entente avec Édouard Kressmann et pour gagner du temps, je vous envoie directement une nouvelle version du texte proposé par le secrétariat. Je me suis efforcé d’en garder l’essentiel, mais je lui reproche de déboucher sur une série de questions (“alors pourquoi nous dit-on que… ?”) qui ne peuvent susciter aucune réponse claire et tranchée de la part du public. Je vous serais reconnaissant d’aviser Édouard Kressmann de votre accord. J’ai l’impression que tout le contenu de la version précédente est respecté et que les deux ajouts proposés sur les risques et sur le progrès auront votre approbation. Le nouveau texte comporte 598 mots au lieu de 472, ce qui est important s’agissant de l’affiche. » [↑](#footnote-ref-17)
18. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 1123. Entretien réalisé par Isover 2000, alors entreprise de vente de matériaux destinés à apporter une isolation thermique ou acoustique. [↑](#footnote-ref-18)
19. [NdE] On a modifié l’original (« car alors ce ») sinon la syntaxe de la phrase est fautive. [↑](#footnote-ref-19)
20. [NdE] La numérotation a été modifié, car la [↑](#footnote-ref-20)
21. *État de l’environnement*, 1977, publié chaque année par l’ONU. [↑](#footnote-ref-21)
22. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 845. Il s’agit de l’introduction à un symposium organisé par Ecoropa à l’Université de Kassel en septembre 1980. [↑](#footnote-ref-22)
23. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 847. Ce discours a été prononcé à Genève. [↑](#footnote-ref-23)
24. [NdE] Nous n’avons pas retrouvé le titre exacte de ce discours. [↑](#footnote-ref-24)
25. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 861. Le tapuscrit indique que ce texte a été rédigé à Crans-sur-Sierre le 6 janvier 1982. [↑](#footnote-ref-25)
26. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 863. Le tapuscrit indique que le débat, auquel Rougemont prend part dans cette communication, a eu lieu à Uni II. [↑](#footnote-ref-26)
27. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 877. Ce texte a été publié en allemand : « Die Devise des Regionalismus : keine Freiheit ohne Verantwortung ! », *Von der freien Gemeinde zum föderalistischen Europa : Festschrift für Adolf Gasser zum 80. Geburtstag*, Berlin, Duncker und Humblot, 1983, p. 519-528. [↑](#footnote-ref-27)
28. Comme l’a montré, récemment, l’exemple de Louis Althusser qui avait étranglé sa femme de ses propres mains : la maladie mentale dont on le savait atteint ne l’empêchait pas de donner à l’École normale de Paris des cours célèbres sur le marxisme, mais a suffi pour empêcher toute poursuite légale après son crime. [↑](#footnote-ref-28)
29. NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 943. Ce message est adressé à « Monsieur [*sic*] Dominique Voynet et Monsieur Bruno Boissière, 4b, rue Résal, 25000 Besançon ». [↑](#footnote-ref-29)